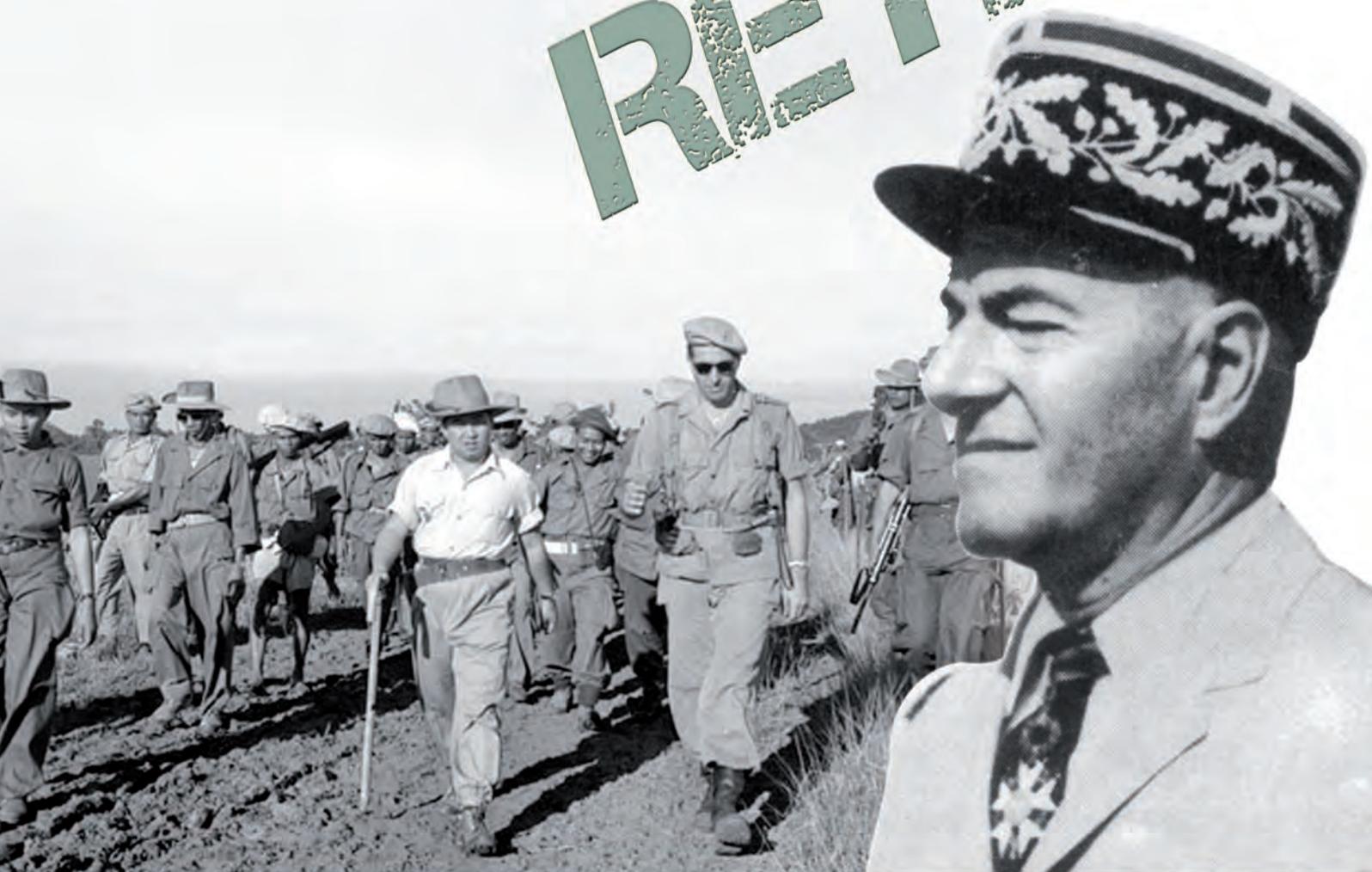


CAHIER DU

RETEX



RECHERCHE

CONTRE-INSURRECTION : LA DOCTRINE HOGARD



CDEF Centre de Doctrine
d'Emploi des Forces
DREX Division Recherche
et Retour d'Expérience



JUN 2013

Les cahiers du RETEX contribuent à la réflexion sur les grandes problématiques qui intéressent aujourd'hui l'armée de Terre française et viennent nourrir les travaux de doctrine.

Ils se déclinent en quatre collections complémentaires :

La collection « **opérations** »

Elle regroupe les synthèses thématiques liées à un théâtre d'opération ou à une fonction opérationnelle, ainsi que les recueils d'enseignement tactiques au format poche.

La collection « **exercices** »

Elle publie les rapports d'analyse après action (3A) des exercices de niveau corps à brigade.

La collection « **recherche** »

Elle publie des travaux à caractère historique ou exploratoire qui visent à éclairer une problématique particulière de l'emploi des forces. Ils suivent le plus souvent une méthodologie de recherche universitaire. Confiés à des officiers de réserve ou des stagiaires, ils ne constituent pas un document officiel.

La collection « **rapports** »

Elle publie des études notamment celles menées à partir de témoignages de chefs en opérations suivant la technique de l'interview d'autorité.

Illustration de couverture :

Général de Brigade Jacques HOGARD.

[(© DR)]

CONTRE-INSURRECTION : LA DOCTRINE HOGARD

Étude réalisée par le commandant ® **Mériadec RAFFRAY**,
affecté au CDEF,
sous la direction du lieutenant-colonel Rémy Porte,
chef du bureau Recherche/DREX/CDEF.

AVANT-PROPOS

« L' *idéal de la guerre subversive redevient, paradoxalement, celui prôné par les chefs d'État au XVIII^e siècle : vaincre sans combattre* », affirme

Jacques Hogard. Cet officier français appartient à une génération de lieutenants et de capitaines qui combattirent un phénomène déjà connu mais poussé à son paroxysme dans le contexte de la Guerre froide et, depuis, « adopté par tous les barbares modernes » selon son expression. Son mérite est de l'avoir analysé froidement, dans sa globalité, pour tenter d'y faire échec.

Face à des combattants mus par une idéologie de conquête des peuples, il s'est efforcé d'apporter une réponse pragmatique. Sa réflexion a été guidée par un impératif d'efficacité, certes, mais elle ne s'est pas exonérée des valeurs de civilisation qui sont, hier comme aujourd'hui, le marqueur de l'action des forces armées françaises à travers le monde. Ainsi, la stratégie et la tactique antisubversive que propose Jacques Hogard apparaissent étonnement modernes.

Le théoricien de la guerre antisubversive ne prétend pas délivrer une méthode absolue ou infaillible qu'il suffirait, en quelque sorte, d'appliquer pour gagner la bataille contre la subversion. Mais il explique avoir identifié une série de lois, ou de principes, immuables dans la lutte contre la subversion armée, tout en précisant qu'elles ne valent que par la capacité des responsables à les adapter avec intelligence et foi aux réalités du terrain concerné. Car, en définitive, « *chaque pacification se fait sur la base d'une solution originale* ».

L'officier résume les grandes lignes de la tactique antisubversive en « *une règle d'or simple à énoncer, plus difficile à appliquer : répondre à une action politico-militaire et à une mobilisation populaire par une action du même type* ». Selon lui, pour réussir à combiner étroitement les efforts de tous, civils et militaires, il faut *a minima* unifier la hiérarchie administrativo-militaire (il appelle de ses vœux des états-majors mixtes) et agir « globalement » en permanence. Trop souvent négligé, le principe de la concentration des efforts devra reprendre toute son importance. Sans sécurité publique enfin, pas de pacification durable. Pour Jacques Hogard, la contre-insurrection ne s'affranchit pas des principes de la guerre. En revanche, elle doit savoir doser savamment l'équilibre dans l'emploi des moyens, et mettre en cohérence la forme militaire de la contre-insurrection avec les autres possibilités d'action des États.

Les analyses qui suivent ne doivent pas être lues en fonction de nos seules références du XXI^e siècle, mais en les replaçant toujours dans le contexte qui existait lors de leur élaboration. La menace communiste, en cette époque de guerre de Corée et de crise de Berlin, est ainsi perçue comme une réalité immédiate. Par ailleurs, les critiques portées sur les actions des armées françaises peuvent paraître acerbes au regard du souvenir entretenu de ces campagnes, mais souvenons-nous qu'elles ont été élaborées par un officier ayant à la fois une exceptionnelle expérience de ces combats et un sens développé de la synthèse.

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	5
ENSEIGNEMENTS	11
SUMMARY & LESSONS LEARNED	13
INTRODUCTION	15
CHAPITRE 1 – HOGARD ET L'ÉCOLE FRANÇAISE DE CONTRE-INSURRECTION	17
1.1 Galula : le marketing de la contre-insurrection	17
1.1.1 Quand Washington dépoussière la doctrine française	17
1.1.2 Les prédécesseurs et inspirateurs de Galula	19
1.2 Jacques Hogard : un colonial face à la subversion	21
1.2.1 1919-1945 L'apprentissage dans la douleur	21
1.2.2 1945-1953 À l'école de la subversion en Extrême-Orient	22
1.2.3 1953-1958 L'enseignement militaire supérieur à Paris	24
1.2.4 1958-1975 De l'Algérie à l'ESORSEM	24
CHAPITRE 2 – INDOCHINE : LEÇONS DE LA « GUERRE QUE NOUS AVONS FAITE »	27
2.1 Enseignements politico-stratégiques	29
2.1.1 Absence d'unité de pensée politique	29
2.1.2 Le partage et l'instabilité des pouvoirs	29
2.1.3 Méconnaissance de l'enjeu	30
2.1.4 Faiblesse du renseignement	33

2.2 La conduite des opérations	33
2.2.1 Limitation de l'efficacité opérationnelle	34
2.2.2 La pacification des zones contrôlées	34
2.2.3 Une pacification réussie : Chlong, Cambodge, 1951-1953.	37
2.2.4 La destruction des forces rebelles	39
2.2.5 Un cas particulier : la guerre dans les grands vides	41
2.2.6 La logistique française	42
2.3 Qualités et faiblesses des forces armées françaises	43
2.3.1 Organisation et physionomie des forces françaises	44
2.3.2 Quelques remèdes	47
2.4 Quelques réflexions	47
CHAPITRE 3 – THÉORIE ET DESCRIPTION DE LA GUERRE RÉVOLUTIONNAIRE/SUBVERSIVE	49
3.1 Révolution dans l'art de la guerre	49
3.1.1 La guerre subversive	50
3.1.2 La guerre révolutionnaire	52
3.2 Techniques de conquête et contrôle des masses	53
3.2.1 Techniques destructives et constructives	53
3.2.2 Mécanismes des hiérarchies parallèles	55
3.2.3 Techniques psychologiques	56
3.2.4 Faut-il parler de « guerre idéologique » ?	56
3.3 Le mécanisme de la guerre révolutionnaire	57
3.3.1 L'édification d'une base	57
3.3.2 L'armée populaire : socle des opérations	59
3.3.3 Ces « réponses » qui ne résolvent rien	59
3.4 La « Médo » de la guerre révolutionnaire	60
3.4.1 Les trois règles d'analyse de la guerre révolutionnaire	60
3.4.2 Un effort permanent de transformation	61
3.4.3 Les deux leviers de puissance de la guerre révolutionnaire	62
CHAPITRE 4 – STRATÉGIE ET TACTIQUE ANTISUBVERSIVE : LA GUERRE DES LIEUTENANTS ET DES CAPITAINES	65
4.1 Quatre principes fondamentaux	65
4.1.1 Seul le politique peut concevoir et actionner la stratégie	65
4.1.2 La défense doit associer civils et militaires à tous les échelons	66
4.1.3 Bâtir un système militaire adapté à l'ennemi et à ses méthodes	68
4.1.4 Faire preuve de détermination	68

4.2 Une tactique contre l'ennemi subversif	69
4.2.1 Une collaboration de confiance avec les autorités civiles	69
4.2.2 Les modes d'action contre la guerre subversive	70
4.2.3 La pacification : quintessence de l'approche globale	72
4.2.4 Pas de pacification sans destruction des rebelles	75
4.2.5 La règle d'or de la lutte antissubversive	78
4.3 Focus sur l'autodéfense des populations	79
4.3.1 Contexte et enjeux de l'expérience cambodgienne	79
4.3.2 La méthode et les résultats	81
4.4 Les onze règles de la tactique antissubversive	82
CHAPITRE 5 – HOGARD ENRICHIT LA DOCTRINE OFFICIELLE	85
5.1 Directive sur l'emploi tactique des forces terrestres	85
5.1.1 La guerre psychologique	87
5.1.2 La guerre subversive	87
5.2 Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique	88
5.2.1 Définitions	89
5.2.2 Importance du renseignement	89
5.2.3 Rôle et emploi de l'arme psychologique	90
CONCLUSION	91
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	93
Fonds Hogard	93
Ecrits de Jacques Hogard	93
Autres documents du fonds Hogard	94
Articles et études	94

ENSEIGNEMENTS



es treize enseignements sont directement inspirés des « onze règles de la stratégie et de la tactique antisubversive » selon Jacques Hogard, qui figurent in extenso à la fin du chapitre quatre.

Enseignement n° 1 :

Traiter d'égal à égal avec un mouvement subversif facilite et hâte son succès.

Enseignement n° 2 :

Un territoire en proie à la subversion armée doit être isolé moralement et matériellement.

Enseignement n° 3 :

Plus on agit tôt, plus il est facile de bloquer le processus de la guerre subversive.

Enseignement n° 4 :

La guerre antisubversive est une bataille d'arrêt qui repose sur l'omniprésence permanente de toutes les forces de l'ordre : administration, justice, gendarmerie, police, armée.

Enseignement n° 5 :

La lutte antisubversive exige l'intégration à tous les échelons des actions civiles et militaires dans une seule action globale.

Enseignement n° 6 :

Conduire une action globale est impossible si n'existe pas l'unité du commandement, du renseignement et de l'action psychologique.

Enseignement n° 7 :

Une guerre contre-insurrectionnelle se gagne en détruisant l'appareil politico-administrativo-militaire de la subversion.

Enseignement n° 8 :

La destruction des forces armées subversives n'est pas un but en soi mais un moyen d'acquérir le soutien populaire.

Enseignement n° 9 :

Se ménager le soutien populaire est à la fois le but des autorités légales et le moyen essentiel de la victoire contre la subversion.

Enseignement n° 10 :

Le soutien populaire s'obtient en suscitant son adhésion morale. Celle-ci est fondée sur l'exploitation des contradictions idéologiques de la subversion et sur la foi dans les valeurs universelles de la civilisation. Cela suppose d'améliorer en permanence l'ordre ancien et d'organiser le milieu, quitte à plaquer provisoirement une forme militaire (l'autodéfense) sur l'organisation civile.

Enseignement n° 11 :

A défaut de détruire les forces armées subversives, il est possible de les « étouffer » en occupant en force les zones où elles puisent leurs ressources humaines et matérielles.

Enseignement n° 12 :

La contre-guérilla repose non pas sur de rares grandes opérations mais sur une activité incessante de petites unités bien implantées, connaissant leur terrain et leur population, aptes à recueillir le renseignement et à l'exploiter au plus vite.

Enseignement n° 13 :

La sécurité des axes et points sensibles dans une zone de la guérilla repose avant tout sur la création d'une insécurité constante pour les guérillas. Consacrer et disperser trop d'effectifs « en protection » des zones, axes et points sensibles est une grave erreur.

SUMMARY

& LESSONS LEARNED



“The concept of subversive warfare has once again come to resemble the one that had been paradoxically advocated by many leaders of the 18th century: to defeat the enemy without fighting,” according to Jacques Hogard. This French military officer belongs to the generation of lieutenants and captains who had fought against the already well-established phenomenon that reached its climax during the Cold War and has since been, in his words, “adopted by all modern barbarians.” To his credit, he reviewed the subject coldly and in its entirety, in order to better defeat it.

Facing combatants driven by an ideology aimed at the conquering of peoples, Hogard endeavored, as a member of the military, to provide a pragmatic response. His thinking had, naturally, been guided by efficiency as an imperative, but it was not exempt from the values of civilization that have characterized, both in the past and present, the actions of the French armed forces around the world. As such, the counter-subversion tactics and strategy proposed by Jacques Hogard appear to be surprisingly modern.

This counter-subversive warfare theorist did not pretend to promote an absolute or foolproof method that would be sufficient in all cases to win the battle

against subversion once employed. He explained that he had identified a series of unchanging laws or principles in past successes against armed subversion campaigns. He adds, however, that their worth only depends on the ability of commanders to adapt them faithfully and cleverly to the realities of the targeted area, because ultimately, “each pacification operation is conducted on the basis of an original solution.”

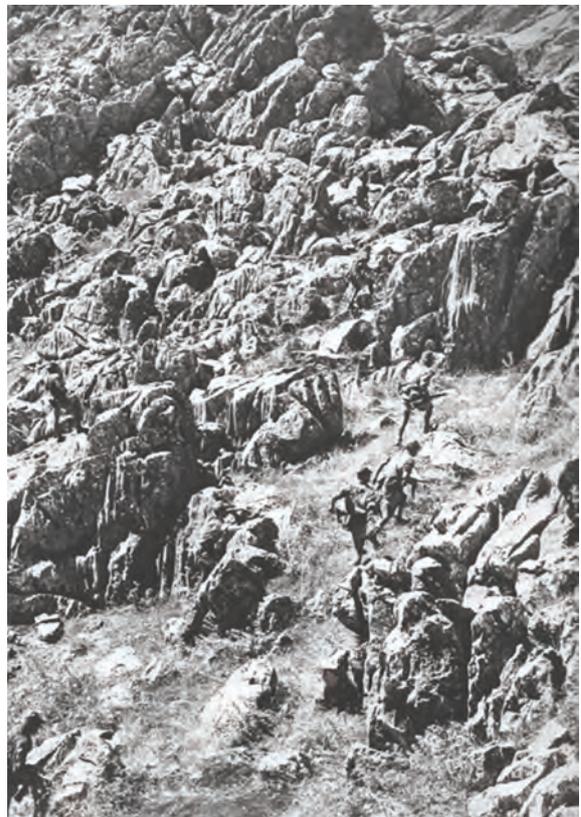
Hogard summed up the overall concept of counter-subversion tactics as a “golden rule that is easy to state, but more difficult to apply: respond to a political-military action and a popular mobilization with a reaction of a similar nature.” According to him, in order to succeed in combining the close efforts of all civilian and military authorities, at a minimum, the administrative and military hierarchies must be unified (he further advocated for combined headquarters staffs) and act in a “holistic” way at all times. Though all too often overlooked, the principle of concentration of effort is of utmost importance.

Without security in place, however, no sustainable peace can ever be achieved. For Jacques Hogard, the principles of war still apply to a counter-insurgency operation, but the effort must strike a balance between the exclusively military side of counter-insurgency and other means available.



The rules of counter-subversive tactics and strategy, according to Jacques Hogard

- 1 - Treating a subversive movement as an equal facilitates and promotes its success.
- 2 - A territory facing armed subversion must be isolated both morally and financially.
- 3 - The earlier one acts, the easier it is to halt the growth of a subversive warfare movement.
- 4 - Counter-subversive warfare is a battle of judgment based on the continuous omnipresence of all forces of law and order, to include government agencies, the judicial system, Gendarmerie, national police, and armed forces.
- 5 - The fight against subversion requires integration at all levels of civilian and military actions within one unified comprehensive action.
- 6 - Conducting a comprehensive action is impossible without unity of command, intelligence and psychological operations.
- 7 - Counter-insurgency warfare is won by destroying a subversive campaign's political, administrative and military apparatus.
- 8 - The destruction of the subversive armed forces is not a goal in itself, but rather a means to gain popular support.
- 9 - Winning popular support is both the goal of the legal authorities and an essential means of achieving victory against a subversive campaign.
- 10 - Popular support is obtained by winning the moral argument. This is based on capitalizing on the subversive campaign's ideological contradictions and on broader faith in the universal values of civilization. This requires continuous improvement to the old order and organization of the environment, even if it means temporarily putting a military form (self-defense) onto the civilian organization.
- 11 - If the subversive armed forces cannot be destroyed, it is possible to "put them down" by occupying in force the areas from which they draw their human and material resources.
- 12 - Counter-guerrilla warfare is not based on infrequent major operations, but on the unremitting activity of small units that are well established, know the terrain and the people, and are capable of gathering intelligence and acting on it very quickly.
- 13 - The security of main roads and key points in a guerrilla-controlled area is based primarily on creating constant insecurity for guerrilla forces. Allocating and dispersing too many troops for "protecting" areas, main roads and key points is a serious error.



[Source : cestrms.nabrejournal.info]

INTRODUCTION

« **G**uerre menée à l'intérieur d'un territoire par une partie de ses habitants – aidés et renforcés ou non de l'extérieur – dans le dessein d'enlever à l'autorité de droit ou de fait le contrôle de ce territoire ou au minimum d'y entraver son action ». Arrêtée dans les années 1950, cette définition de la guerre subversive demeure pertinente pour qualifier les principaux conflits dans lesquels sont engagées aujourd'hui les forces armées occidentales, à commencer par l'engagement de la coalition internationale en Afghanistan, qui a concerné jusqu'au premier semestre 2011 jusqu'à 4 000 soldats français.

On doit cette formule au Français Jacques Hogard. Ce nom est aujourd'hui inconnu, sauf des historiens des troupes coloniales et des quelques spécialistes de la guerre subversive. Né en 1918, décédé en 1999, vétéran de la campagne de France, des guerres d'Indochine et d'Algérie, cet officier général fut aussi, et surtout, un membre éminent de l'école française de la guerre antisubversive. Au milieu des années 1950, elle s'est efforcée d'offrir aux unités opérationnelles une stratégie et une tactique adaptées à la lutte contre le principal ennemi d'alors : les guérillas d'obédience marxiste. Ses travaux étaient nourris de l'expérience et des réflexions de la génération de lieutenants et de capitaines qui ont combattu cet ennemi quasiment sans discontinuer entre 1945 à 1962. Mais, après cette date, l'école tombe très vite dans l'oubli, victime collatérale des événements liés à la fin de la guerre d'Algérie autant que de la montée en puissance simultanée des stratégies de la dissuasion nucléaire. Jacques Hogard, qui n'a jamais publié de livre contrairement à Trinquier, son aîné, ou à Galula, son camarade de promotion à Saint-Cyr, connaît le même sort.

Ses travaux sont pourtant essentiels. Ils s'enracinent dans une expérience opérationnelle hors du commun : au Vietnam, au Laos et au Cambodge, le solide Lorrain consacre neuf ans de sa vie à la guerre subversive. Marqué par les échecs de la France en Extrême Orient, l'officier met à profit son passage par l'enseignement militaire supérieur pour réfléchir aux événements auxquels il a participé et en tirer toutes les leçons. Il a aussitôt fait connaître son analyse dans les revues militaires, les séminaires et par le biais de conférences. Son succès, à l'époque, est réel, comme en témoigne son chef à l'Ecole Supérieure de Guerre : « *Ses nombreux exposés produisent un effet de choc tant il est maître d'un sujet qu'il connaît à fond et animé d'une foi à toute épreuve* ». Ses idées font autorité dès leur présentation, à telle enseigne qu'il est l'un des seuls théoriciens de la guerre antisubversive à influencer directement la doctrine officielle.

Hogard se distingue par son approche globale du phénomène subversif, qui apparaît nouveau à ses contemporains en raison de son ampleur et sa puissance inégalée. Après avoir bâti une méthode d'analyse de la guerre révolutionnaire, il en tire une stratégie et une tactique pour en venir à bout. Sa doctrine articule subtilement le recours aux opérations – on dirait aujourd'hui à la « coercition » – et à la pacification, cette action qui nécessite « *l'intégration ou au moins la combinaison étroite des efforts de tous, civils et militaires* ».

« *Union française* », « *guerre révolutionnaire* », « *Viêt-minh* »... Certains plaideront que ses thèses sont définitivement datées et qu'il faut donc les écarter *a priori* ! On pourra certes leur reprocher d'avoir été élaborées en référence à la révolution marxiste, phénomène qui appartient désormais à l'Histoire.

Facteur aggravant en première approche, ses concepts renverraient directement aux « dérives » de la guerre d'Algérie. S'arrêter à ces considérations immédiates, teintées d'idéologie, revient aussi à rayer d'un trait de plume les indiscutables victoires remportées par l'armée française entre 1945 et 1962, car il y en eut, en particulier sur le théâtre algérien. Les spécialistes américains, du reste, ne s'y sont pas trompés : ils ont bâti leur doctrine actuelle de contre-insurrection – la *COIN* – à partir des écrits du Français Galula.

Pour paraphraser les propos introductifs à la réédition par le Centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF) du TTA 117 sur l'arme psychologique – dont Jacques Hogard a été l'un des principaux inspirateurs –, les thèses développées en son temps par l'officier lorrain apparaissent aujourd'hui justes et pertinentes... à l'unique condition de consentir à un petit effort d'adaptation ou de transcription ! C'est-à-dire d'accepter de les lire à travers le prisme des menaces actuelles. Or, cet exercice sera d'autant plus facile qu'au fil de la lecture de ses écrits, on se surprend naturellement à établir des parallèles

avec les conflits récents (l'Afghanistan soviétique, 1979-1989), voire avec l'actualité la plus brûlante (les guerres d'Irak et d'Afghanistan, la lutte de la Colombie contre les FARC, etc.). En cela, la doctrine Hogard apporte aux travaux de recherche contre la subversion, la rébellion ou le terrorisme, des perspectives étonnamment modernes.

Cette synthèse de la doctrine Hogard est organisée en cinq chapitres. Le premier situe l'auteur, sa place et son rôle au sein de l'école française de guerre subversive. Le second résume ses leçons de la guerre d'Indochine, socle de sa pensée. Le troisième expose sa théorie de la guerre révolutionnaire. Le quatrième décrit sa stratégie et sa tactique antisubversive. Le dernier chapitre traite de son influence sur la doctrine militaire française à la fin des années 1950.

L'essentiel des propos qui suivent sont librement copiés ou directement inspirés des écrits de Jacques Hogard. Les citations non attribuées lui appartiennent. Les idées jugées importantes dans le corps du texte figurent en italique.



(Source : © ECPAD)

CHAPITRE 1

HOGARD

ET L'ÉCOLE FRANÇAISE

DE CONTRE-INSURRECTION

Hogard « appartient à ce groupe d'officier français (Nemo, Souyris, Poirier, etc.) qui ont contribué à transmettre à l'Occident, et notamment aux États-Unis, les conceptions des communistes en matière de guerre révolutionnaire ».

Gérard Chaliand¹

1.1 Galula : le marketing de la contre-insurrection

1.1.1 Quand Washington dépoussière la doctrine française

« **C**haque un de nos plans de guerre, de nos recueils d'expérience et de nos manuels de doctrine peut s'inspirer de ce texte rédigé par un simple lieutenant-colonel français mort depuis 40 ans, qui est peut-être le seul vrai grand livre sur la guerre révolutionnaire ». Général d'armée et docteur en sciences politiques de l'université de Princeton, vétéran des guerres d'Irak et d'Afghanistan, l'Américain David Petraeus² est un lecteur assidu de *Théorie et*

*pratique de la contre-insurrection*³. L'ouvrage a été publié en anglais en 1964 par le lieutenant-colonel David Galula, jeune retraité de l'armée française reconverti en professeur associé à l'université d'Harvard, aux États-Unis.

De 2005 à 2007, Petraeus a impulsé un renouveau des études doctrinales de contre-insurrection au sein de l'armée américaine. Cette réflexion s'est en particulier traduite par la publication en 2006 du manuel « *Contre-insurrection* » (« *Field Manual FM 3-24* »), commun à l'armée de Terre et aux Marines. Cet ouvrage de doctrine est principalement inspiré par les écrits de Galula.

Au même moment, de l'autre côté de l'Atlantique, les milieux militaires français (re)découvrent l'existence de celui que les Américains qualifient de « *Clausewitz de la contre-insurrection* ». Les écrits de leur compatriote n'avaient jamais encore été traduits en français⁴. Brusquement, cet inconnu des cercles parisiens de stratégie militaire est tiré de l'oubli et devient l'incarnation par excellence de cette

¹ Gérard Chaliand, *Stratégies de la guérilla, Anthologie historique de la Longue Marche à nos jours*, Paris, Mazarine, 1979, p. 421-432.

² Général d'armée, Petraeus commande la 101^e Airborne Division au début de l'opération *Irak Freedom* en 2003. Après avoir été le chef de la coalition militaire en Irak de 2007 à 2008, il prend la tête de CENTCOM jusqu'en 2010. Ce grand commandement de l'armée américaine couvre les unités déployées du Moyen-Orient à l'Asie centrale, et supervise en particulier les conflits irakiens et afghans. A la suite de l'éviction d'Afghanistan du général Stanley McChrystal, Washington lui confie le commandement des troupes de l'Otan dans ce pays. En mai 2011, le président américain Barak Obama le nomme directeur de la CIA.

³ Titre original : *Counterinsurgency Warfare, Theory and Practice*. Réédité en 2005 par Praeger Security International, chez Greenwood Publishing Group, Westport, CT, USA.

⁴ Un manque réparé depuis. Aujourd'hui l'ouvrage est disponible en français sous le titre : David Galula *Contre-insurrection Théorie et pratique*, Paris, Economica, 2008.

école française de stratégie de contre-insurrection qui a été si active dans les années 1950. Certains de nos meilleurs experts militaires présentent désormais Galula comme un « *réel visionnaire dont les idées sont toujours pertinentes* »⁵.

Son patronyme renvoie à des « *thèses frappées d'interdit et discréditées pour longtemps* »⁶, d'ailleurs tenues jusque-là soigneusement enfouies dans les réserves des bibliothèques et les caves des centres de recherche, mais il a l'avantage d'offrir une double garantie aux yeux des décideurs : ne pas avoir été associé à cette frange de l'élite militaire qui se rangea du côté des généraux putschistes en 1961 ; être adoubé par les stratèges américains, dont les doctrines et les savoir-faire sont scrutés à la loupe, à Paris, par les analystes civils et militaires. Désormais quasi systématiquement engagées dans des opérations multinationales aux côtés des armées des autres membres de l'Otan, nos forces travaillent de plus en plus souvent aux côtés des unités de la première puissance militaire du monde : la recherche des réponses les plus pertinentes aux problèmes posés, les échanges intellectuels et de « bonnes pratiques » s'en trouvent facilités.

Né à Sfax en 1919, saint-cyrien de la promotion Amitié franco-britannique (1939-1940) David Galula participe à la campagne de libération du territoire dans les rangs du 21^e régiment d'infanterie coloniale. À partir de 1945, il enchaîne les affectations à caractère diplomatique en Grèce (où il est en poste au titre de l'ONU pendant la guerre civile), en Chine (où il appartient à la mission militaire près l'ambassade de France lors de l'installation du régime de Mao-Tsé-toung). Ses fonctions lui permettent ainsi d'analyser au plus près les mécanismes de la guerre révolutionnaire à l'étranger. De retour en Algérie en 1956, il prend la tête d'une compagnie du 45^e bataillon d'infanterie coloniale et, pendant deux ans, est responsable de la pacification d'un secteur en Grande Kabylie. Muté à Paris en 1958, il part aux États-Unis pour y suivre le cours de l'école d'état-major des forces armées. Il y revient très vite comme professeur associé à Harvard, après avoir demandé d'être

mis en congé de l'armée d'active. Avant sa disparition brutale en 1957 des suites d'une grave maladie, il publie aux États-Unis deux ouvrages sur la contre-insurrection : en 1963, *Pacification in Algeria 1956-1958*, et surtout, en 1964, *Counterinsurgency Warfare Theory and Practice*. Sans expérience de la guerre d'Indochine, mais témoin de conflits révolutionnaires à l'étranger, Galula est d'avantage un observateur qu'un acteur de la contre-insurrection.

Il occupe donc une place à part dans le milieu des spécialistes français de la contre-insurrection, qu'il a côtoyés de près à plusieurs moments précis de sa carrière sans appartenir directement au même milieu, et dont il connaît les thèses, élaborées pour l'essentiel au milieu des années 1950, c'est-à-dire durant cette période charnière qui s'étend entre la fin de la guerre d'Indochine et les années les plus intenses de la guerre d'Algérie. On en retrouve d'ailleurs plus que des traces dans ses propres travaux.

Le principal mérite de Galula est sans doute d'avoir réussi à synthétiser en un manuel une somme d'enseignements épars, plus ou moins connus à l'époque au-delà du cercle restreint des praticiens et des experts. Il a su enrichir ces enseignements, que certains taxent volontiers mais un peu hâtivement aujourd'hui de « franco-français », par les leçons tirées de conflits situés hors de la zone d'action et d'influence de la France. Par ailleurs, Galula a publié son travail en anglais. Ce faisant, grâce en particulier à sa proximité avec les membres de la *Rand Corporation*, puissant *think tank* américain spécialisé dans les questions de défense et de sécurité, il a bénéficié d'une audience rapide, sinon immédiate, dans les cercles atlantistes à Washington et à Londres. Rien d'étonnant, donc, à ce que Galula soit (re)devenu à la mode.

Mais on commettrait une erreur en l'érigeant, lui seul et ses écrits, en symbole de l'école française de la stratégie de contre-insurrection. L'Américain Petraeus qualifie l'ouvrage majeur de Galula de « *plus grand et seul grand livre jamais écrit sur la guerre non conventionnelle* »⁷, mais tout laisse à penser qu'il n'a pas eu accès à d'autres sources françaises.

⁵ Hervé de Courrège, Emmanuel Germain, Nicolas Le Nen, *Principes de contre-insurrection*, Paris, Economica, 2010, p. 19.

⁶ Etienne de Durand, « Francs-tireurs et Centurions Les ambiguïtés de l'héritage contre-insurrectionnel français », *Focus stratégique*, n° 29, IFRI, mars 2011.

⁷ David Galula, *Contre-insurrection Théorie et pratique*, Paris, Economica, p XIII.

Dans un récent ouvrage sur les *Principes de contre-insurrection*, les colonels Courrèges, Le Nen et Germain écrivent pour leur part : il [Galula] « présente une vision de ce combat extrêmement moderne, respectueuse des complexités et des différences culturelles des pays et des populations impliquées »⁸. Ces jeunes et brillants praticiens de la guerre contre-insurrectionnelle au XXI^e siècle poursuivent un légitime objectif d'efficacité : capitaliser sur la popularité nouvelle de Galula, notamment aux États-Unis, pour asseoir dans les cercles décisionnaires français cette règle que les stratèges américains ont redécouvert brutalement en Irak et en Afghanistan, selon laquelle les guerres modernes se gagnent nécessairement par l'emploi de troupes au sol et au sein des populations.

Force est, cependant, de rappeler que d'autres experts français que Galula, connus ou inconnus mais riches d'une plus grande expérience que la sienne, ont publié avant lui sur la guerre de contre-insurrection ou, devrait-on écrire bien plus justement, sur la guerre anti-subversive. En effet, le terme de guerre anti-subversive peut certes paraître historiquement daté ou connoté, mais il rend beaucoup mieux compte de l'expression anglo-saxonne *Counterinsurgency Warfare* que la traduction littérale de celle-ci. Le *Field Manual 3-24 Counterinsurgency* de l'armée américaine définit en effet aujourd'hui l'insurrection comme « un mouvement organisé qui vise à renverser un gouvernement constitué par la subversion et le conflit armé », et la contre-insurrection comme « l'ensemble des actions militaires, paramilitaires, politiques, économiques, psychologiques et civiles prises par un gouvernement pour défaire l'insurrection »⁹. Soulignons enfin qu'à cette époque, les termes « insurgés » et « contre-insurrection » ne font pas partie du vocabulaire des praticiens et des théoriciens français de cette forme particulière de guerre¹⁰.

1.1.2 Les prédécesseurs et inspireurs de Galula



Le colonel Trinquier.

En 1961, trois ans avant la sortie du livre de Galula aux États-Unis, le colonel Roger Trinquier publie *La guerre moderne*¹¹. C'est un ouvrage majeur, écrit par une figure des unités aéroportées. Né en 1908 et mort en 2000, issu de l'école de l'infanterie de Saint-Maixent, ce vétéran de la Seconde Guerre mondiale, de la guerre d'Indochine et d'Algérie est aussi un familier de la Chine et de la Corée. « Praticien quasi instinctif de l'irrégularité, doublé cependant d'un organisateur méthodique », Trinquier livre une « méthode, des procédés et une stratégie complète de la guerre irrégulière », estime l'universitaire François Géré. La stratégie de Trinquier repose sur les quatre facteurs structurants que sont la nature de l'action (offensive/défensive), la population (centre de gravité), le territoire (ami/ennemi) et le temps (urgence/longue durée). Marqué par les progrès du communisme dans l'immédiat après Seconde Guerre mondiale, Trinquier conçoit l'insurrection ou l'action subversive comme un phénomène essentiellement exogène¹². Présupposant que les territoires

⁸ Hervé de Courrèges, Emmanuel Germain, Nicolas Le Nen, *Principes de contre-insurrection*, op. cit., p. 18.

⁹ Hervé de Courrèges, Emmanuel Germain, Nicolas Le Nen, *Principes de contre-insurrection*, op. cit., p. 9-10.

¹⁰ Les Français n'ont jamais utilisé les termes « insurgés » et « contre-insurrection », leur préférant les expressions de « rebelles », « guerre subversive » ou « guerre révolutionnaire », confirme Etienne de Durand, « Francs tireurs et Centurions », op. cit., p. 18.

¹¹ Roger Trinquier, *La guerre moderne*, Paris, Economica, 2008.

¹² Bertrand Valeyre et Alexandre Guérin, *De Galula à Petraeus L'héritage français dans la pensée américaine de la contre-insurrection*, Cahier de la recherche doctrinale, CDEF, Armée de terre, 2009, p. 9.

à défendre contre cette agression sont et resteront français, il juge suffisant d'y rétablir la sécurité pour restaurer la loyauté des habitants à l'égard du gouvernement. Partant du principe que l'enjeu est la population, la guerre antissubversive qu'il préconise comporte deux visages : un caractère politique, qui se traduit en actions d'ordre psychologiques et sociales sur les populations ; un caractère militaire, qui se résume à la lutte contre les forces armées de l'agresseur.



(Source : babelandstory.com)

Le colonel Lacheroy.

Dès le milieu des années 1950, une autre grande figure militaire s'impose comme l'un des pères fondateurs de l'école française de stratégie de contre-insurrection : le colonel Charles Lacheroy. Né en 1906 et mort en 2005, il appartient à la même génération que Trinquier. Saint-cyrien (promotion 1925-1927), il choisit l'infanterie coloniale au sortir de l'école d'application et enchaîne les affectations au Proche-Orient et au Maghreb jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. À partir de 1943, il participe aux campagnes d'Afrique puis d'Italie et de France sous les ordres du général de Lattre de Tassigny, qu'il retrouve ensuite en 1951 en Indochine. En 1953, après avoir commandé pendant

deux ans le secteur de Bien Hoa en Cochinchine, Lacheroy est muté à la direction des études du Centre des études asiatiques et africaines (CEAA), organisme de formation des cadres des troupes coloniales. À ce poste, il s'entoure d'une équipe professorale, constituée d'officiers aussi expérimentés que lui, oriente leurs travaux comme ceux des stagiaires sur le thème de la guerre révolutionnaire et de la guerre antissubversive, et les incite tous à diffuser le fruit de leurs réflexions en donnant des conférences et en publiant dans les revues spécialisées. Jusqu'à son départ pour l'Algérie en 1958, ce spécialiste de l'action psychologique (il servira à ce titre comme conseiller spécial auprès du général Salan à Alger), à l'origine de la (re)création des « cinquièmes bureaux » dédiés à cette tâche dans les états-majors, donne l'exemple sous le pseudonyme de *Ximenes*¹³. Il est le premier à formaliser une théorie, sur la base de laquelle s'agrègent un ensemble de réflexions nouvelles, donnant naissance à l'école stratégique française de la guerre révolutionnaire et antissubversive¹⁴.

À ses côtés, officie comme conférencier un autre grand nom de cette école, qui appartient à la même génération : le général Jean Nemo. Né en 1906 et décédé en 1971, saint-cyrien (promotion 1924-1926) comme Lacheroy, cet autre colonial choisit le Tonkin comme première affectation. Prisonnier évadé en 1940, il effectue après la guerre deux nouveaux séjours en Indochine, l'un en 1946-1948, l'autre en 1952-1955. Son expérience de commandant de secteur lui vaut d'être recruté comme conférencier au CEAA. Écrivain prolifique, Nemo s'attache à démontrer l'importance du rôle des facteurs politiques et sociaux dans l'évolution d'une guérilla. C'est le général Nemo qui a introduit dans la pensée stratégique française le concept de « *guerre dans le milieu social* » et de « *guerre dans la foule* »¹⁵.

¹³ L'essentiel de sa pensée est regroupée dans ses mémoires : Charles Lacheroy, *De Saint-Cyr à l'Action psychologique Mémoire d'un siècle*, Editions Lavauzelle, 2003.

¹⁴ « *Le colonel Lacheroy, théoricien de l'action psychologique* », Colloque « *Des hommes et des femmes en guerre en Algérie* », CNRS, 7-8 octobre 2002.

¹⁵ Concepts présentés par l'auteur in *Revue de la Défense nationale*, mai 1956 et juin 1956. Sur Jean Nemo, lire : « *Développer le service militaire adapté en Afghanistan Un dispositif français de contre-insurrection* », par le chef de bataillon Hugues Esquerre, in *Défense et sécurité internationale*, n° 55, janvier 2010.

Autour de ces figures (et de quelques autres), gravitent une poignée d'officiers de la génération de Galula, jeunes et expérimentés. Un nom, oublié depuis sauf d'une poignée de spécialistes¹⁶, se détache nettement : Jacques Hogard (1918-1999). Plus jeune de dix ans que ses pairs, servi par une intelligence vive – il est sorti 2^e de sa promotion de Saint-Cyr et major de l'École de guerre –, ce Lorrain, né dans une famille où l'on est officier de père en fils, se différencie de ses camarades par au moins trois aspects singuliers de sa personnalité. Ces traits contribuent à expliquer son rôle et sa place dans cette école stratégique française. D'une part, lorsqu'il est affecté au CEAA à Paris en 1953, il vient de passer quasiment sept années continues en Indochine, à se battre contre la rébellion communiste. Hogard multiplie les missions opérationnelles de contre-guérilla et de guerre antissubversive. Il agit constamment au milieu des populations autochtones. Persuadé de l'importance de leur rôle pour gagner cette bataille, cet officier brillant a délibérément fait le choix de servir dans des formations de recrutement autochtone, plutôt qu'à la tête d'une des prestigieuses unités d'intervention de la Légion étrangère ou des parachutistes coloniaux. Dans l'armée française du temps, très peu d'officiers peuvent se prévaloir d'une telle expérience. D'autre part, bien que n'ayant jamais publié d'ouvrage de synthèse sous son nom, il a multiplié les articles et les conférences sur la guerre révolutionnaire et les tactiques de la guerre antissubversive durant ses affectations parisiennes successives des années 1950. Enfin, il est l'un des rares membres de cette école de pensée dont les travaux ont directement enrichi les publications militaires officielles.

Son état signalétique et des services témoigne de ce riche passé opérationnel. Il est titulaire de 8 citations, dont deux à l'ordre de l'armée, commandeur de la Légion d'honneur, décoré de la Croix de guerre 39/45 (avec étoile d'argent), de celle des TOE (2 palmes, 1 étoile de vermeil, 1 étoile d'argent) et de la Valeur militaire (3 étoiles de vermeil). À la fois meneur d'hommes et stratège, Jacques Hogard cumule une solide expérience de terrain avec d'incontestables qualités d'analyse et de synthèse. Cet officier réconcilie en quelque sorte les héritiers de l'école tactique et stratégique française avec la géné-

ration de ses camarades, plus anticonformistes et majoritairement issus du rang, qui furent les véritables acteurs et les praticiens de la guerre antissubversive. En effet, à l'exception de quelques généraux, tels Beaufre ou Allard, le haut commandement de l'époque paraît ne s'être jamais réellement, personnellement, impliqué dans la réflexion sur la contre-insurrection¹⁷.

1.2 Jacques Hogard : un colonial face à la subversion

1.2.1 1919-1945

L'apprentissage dans la douleur

Fils d'Emile Hogard, officier général de l'armée d'Afrique ayant longtemps servi dans les tirailleurs avant de prendre le commandement des goums marocains pendant les campagnes de France et d'Allemagne, Jacques Hogard naît à Beaune le 18 septembre 1918. Il passe une partie de son enfance outre-mer, notamment au Maroc, où il confirme sa vocation militaire.

Entré 39^e sur 769 à Saint-Cyr en 1939, Hogard en sort 2^e sur les 580 élèves classés que compte sa promotion baptisée « *Amitié franco-britannique* ». L'un de ses camarades s'appelle David Galula. Nommé sous-lieutenant, il choisit l'infanterie coloniale et est affecté le 20 mars 1940 à la 3^e compagnie du 16^e régiment de tirailleurs sénégalais (16^e RTS), une unité qui appartient à 4^e Division d'infanterie coloniale (4^e DIC).

Aussitôt le jeune officier participe aux combats de la Somme contre les Allemands, au cours desquels il se fait remarquer par ses qualités de courage et d'initiative. Son comportement, le 24 mai 1940, lui d'être cité à l'ordre de la division et l'attribution de la croix de guerre 39/40 avec étoile d'argent. Jeune chef de section, témoigne sa citation, il « *est parvenu à porter sa section sur le deuxième objectif alors que le reste de la compagnie était cloué au sol par un feu violent. Est resté sur cet objectif pendant tout l'après-midi et a réussi à se dégager à la faveur de la nuit* ».

¹⁶ Gérard Chaliand, *Stratégies de la guérilla, Anthologie historique de la Longue Marche à nos jours*, op. cit. et Claude Delmas, *La guerre révolutionnaire*, Puf, Que sais-je, Paris 1972, p. 65-67.

¹⁷ Etienne de Durand, « Francs tireurs et Centurions », op. cit., p. 17.

Le 20 juin 1940, deux jours avant l'armistice de Rethondes, le sous-lieutenant Hogard est fait prisonnier. Transféré en Allemagne, il tente par trois fois de s'évader en vain. Son entêtement lui vaut d'être finalement interné dans la forteresse de Colditz de sinistre mémoire, en Saxe. Ce château, transformé par les Nazis en prison pour les officiers alliés, est connu pour avoir compté plus de gardes que de prisonniers ! Hogard n'en est libéré qu'en avril 1945.

1.2.2 1945-1953 À l'école de la subversion en Extrême-Orient

Aussitôt, le lieutenant Hogard est provisoirement mis à la disposition du général Leclerc en Allemagne et se porte volontaire pour le suivre en Indochine. Leclerc y est arrivé en août pour former et commander le corps expéditionnaire d'Extrême-Orient, avec l'objectif de dégager Saïgon et de reprendre Hanoi aux rebelles (réalisé le 18 mars 1946). Débarqué le 15 novembre 1945 à Saïgon, Hogard est affecté au 1^{er} bataillon du 6^e RIC pendant un an.



(Source : leguerreindochine.forumactif.org)

◀ Insigne du 6^e B.C.L.

En octobre 1946, il quitte la Cochinchine pour rejoindre les « Troupes françaises d'Indochine du Nord ». Promu capitaine, il prend le commandement de la 1^{re} compagnie du 6^e bataillon de chasseurs laotiens (BCL), unité implantée dans la province de Phong Saly, dans le nord du Laos, à la frontière avec la Chine et le Vietnam, au nord-ouest de Diên Biên Phu. Il devient rapidement officier adjoint du bataillon, poste qu'il conserve jusqu'à son départ en novembre 1948.



(Source : © ECPAD)

Bataillon de chasseurs cambodgiens en opérations.

En décembre, il rejoint sa nouvelle affectation : le commandement militaire du Cambodge. Le capitaine Hogard est mis à la disposition de l'Armée royale khmère jusqu'en décembre 1949, dans le cadre d'une mission d'instruction. Il prend le commandement de la 3^e compagnie du 2^e Bataillon de chasseurs cambodgiens (2^e BCC). À ce poste, il obtient une citation à l'ordre du corps d'armée, qui comporte l'attribution de la croix de guerre des TOE avec étoile de vermeil : « *En trois jours d'opérations menées avec intelligence et vigueur, du 11 au 14 avril 1948, a détruit avec son unité les bandes pirates Issaras dont les incursions répétées menaçaient de ruiner notre région. A obtenu cet important succès grâce à la promptitude de son action, à l'audace de sa poursuite mettant à profit des conditions atmosphériques paraissant interdire tout déplacement, réalisant de ce fait la surprise totale* ». Pendant ce premier séjour, au Laos comme au Cambodge, Jacques Hogard se familiarise avec les autochtones et se persuade qu'aucun avenir ne pourra se construire sans eux en Indochine.

De retour en métropole en décembre 1949, l'officier enchaîne jusqu'en juin 1950, une permission de fin de campagne, puis les cours du Centre d'études asiatiques et africaines (CEAA). Volontaire pour une nouvelle mission en Extrême-Orient, il repart pour le Cambodge à l'été.

Hogard est nommé adjoint au lieutenant-colonel chef de la Mission française d'instruction militaire au Cambodge (MFIM) et chef d'état-major de la Défense nationale du Cambodge. Il occupe successivement les fonctions de sous-chef d'état-major (fonction « emploi ») de la Défense nationale du Cambodge, et de commandant du 4^e Bataillon de chasseurs cambodgiens (4^e BCC). L'unité est localisée dans le secteur de Kratié, une grosse localité en bordure du Mékong, à mi-chemin entre la capitale, Phnom Penh, et la frontière avec le Laos.

À la tête du 4^e BCC, Hogard accomplit l'un de ses plus hauts faits d'arme en débusquant et éliminant le général Nguyen Binh, dit Le Borgne, chef des armées Viet Minh du sud et grand spécialiste de la guérilla. Durant cette période, l'officier contribue à l'édification *ex nihilo* de l'armée du Cambodge. Il met au point une méthode d'encadrement des

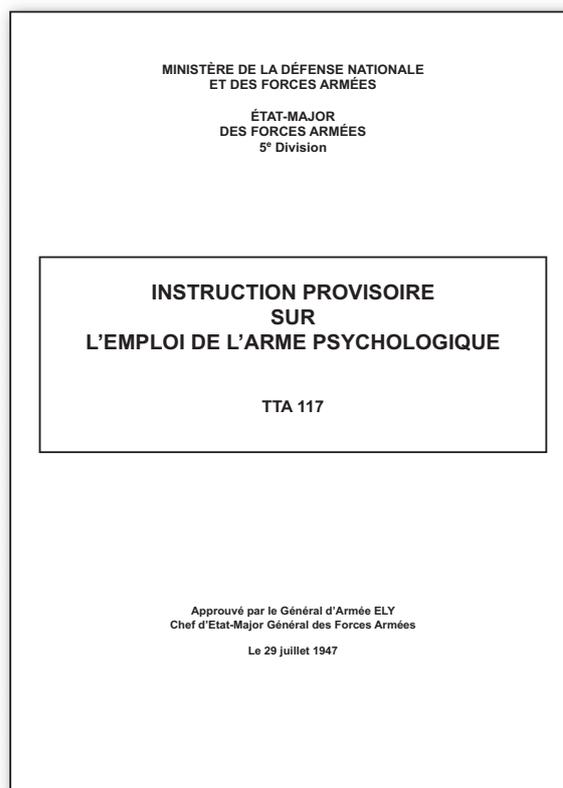
villageois armés, destinée à assurer leur auto-défense. En janvier 1953, il quitte définitivement l'Indochine.

Entre 1945-1953, Jacques Hogard a reçu quatre citations (deux à l'ordre de l'armée, une à l'ordre du corps d'armée et une à l'ordre de la division) et a été promu chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur à titre militaire exceptionnel. Sa citation à l'ordre de la division en 1949 témoigne de son investissement personnel sur le terrain : « *Commandant d'un sous quartier (...) a magnifiquement réussi à conserver l'intégrité de son territoire, en intervenant sans relâche sur tous les points menacés (...). Toujours sur la brèche, a participé à toutes les opérations offensives du quartier et obtenu des résultats appréciables, tant en Cochinchine qu'au Cambodge* ». Il est fait chevalier de Légion d'honneur le 5 juillet 1952, en reconnaissance des résultats obtenus au cours d'une série d'opérations conduites durant l'hiver 1951-1952 et qui se soldent par une centaine de rebelles tués, une cinquantaine de prisonniers et la récupération ou la destruction d'un armement important. Dans la foulée, il est cité à l'ordre de l'armée. Le texte de la citation résume les résultats obtenus par le capitaine Hogard à la tête du 4^e BCC de l'Armée royale khmère. Le chef de la mission française d'instruction militaire au Cambodge note dans le dossier militaire de son subordonné : « *Responsable de la sécurité et de la pacification d'un vaste territoire aux confins de l'Annam, de la Cochinchine et du Laos, a mené sans désespérer depuis 10 mois une action de guérilla politico-militaire extrêmement efficace et citée en exemple par le commandement. A fait de son jeune bataillon une unité remarquablement aguerrie, ardente et enthousiaste. Doué de réelles qualités de chef et d'organisateur, a su coordonner et développer l'activité de différentes unités (supplétifs, commandos, blindés, compagnies de base) placées pour emploi sous ses ordres, permettant ainsi de contrôler une voie de communication d'un intérêt stratégique capital pour le théâtre d'opérations d'Extrême-Orient. Parlant le cambodgien et connaissant parfaitement le pays, s'est imposé à l'autorité civile locale et a su créer dans les provinces de Kratié et de Stung Treng un climat de collaboration confiante* ». Une telle appréciation marque déjà que, pour le capitaine Hogard, l'action au cœur des populations est inséparable de l'action militaire elle-même.

1.2.3 1953-1958 L'enseignement militaire supérieur à Paris

De retour en métropole, Jacques Hogard enseigne un temps au Centre d'études asiatiques et africaines (CEAA), situé à Paris dans l'enceinte de la caserne Lourcine. Le colonel Charles Lacheroy dirige le département des études de cet établissement de formation des cadres de l'armée coloniale, rebaptisé en 1955 Centre militaire d'information et de spécialisation pour l'outre-mer (CMISOM). Maîtrisant quatre langues asiatiques, considéré comme un spécialiste de l'Indochine, Hogard est chef de cours à la section Vietnam. C'est dans ce cadre, puis au cours de deux années passées à l'École supérieure de guerre dont il intègre la 69^e promotion en 1955 et sort major en 1957, complétées par une troisième année comme enseignant, que Jacques Hogard s'affirme comme l'un des meilleurs spécialistes français de la guerre révolutionnaire, multipliant les travaux d'état-major, les articles et les conférences. À l'issue de son passage au CMISOM, le colonel Lacheroy écrit dans son dossier militaire : « *A obtenu des résultats tout à fait remarquables. Par sa classe intellectuelle, ses états de service, la connaissance de l'Extrême-Orient et des langues de la Péninsule indochinoise (cambodgien, laotien, thaï, vietnamien), exerce un indiscutable ascendant sur ses officiers élèves* ».

Le général Lecomte, commandant de l'École supérieure de guerre, renchérit : « *Spécialiste des problèmes de guerre révolutionnaire du fait de ses études antérieures faites par goût personnel sur son sujet qui le passionne, est l'auteur d'articles remarquables dans diverses revues militaires françaises et étrangères. Chargé de la direction des cours de guerre subversive, a élaboré des documents solides et bien construits. Ses nombreux exposés, faits non seulement aux stagiaires de l'école, mais à des auditeurs extérieurs variés, produisent un effet de choc, tant il est maître d'un sujet qu'il connaît à fond et animé d'une foi à toute épreuve* ». Promu chef de bataillon à son entrée à l'École supérieure de guerre, Jacques Hogard est le principal rédacteur, à la fin de l'année 1956, de l'Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique. Document de référence essentiel, le TTA 117 fixe officiellement pour la première fois les principes et méthodes à adopter au sein des armées face à la menace de la guerre révolutionnaire.



1.2.4 1958-1975 De l'Algérie à l'ESORSEM

En 1958, Hogard est affecté en Algérie. Le commandement lui donne l'occasion de mettre en œuvre ses idées. Il prend le commandement du 1^{er} bataillon du 4^e RIC (qui devient le 4^e RIMa) et du secteur de Saint-Charles, situé près de Philippeville, petite ville côtière à l'est d'Alger.



◀ Insigne du 4^e régiment d'infanterie coloniale.

En Algérie, Jacques Hogard obtient trois citations à l'ordre du corps d'armée. Le général Challe, sous les ordres duquel il sert un temps, écrit à son sujet : « *S'est confirmé comme un brillant commandant de quartier, humain et habile dans sa tâche de pacification. S'est imposé sur le terrain, commandant et manœuvrant avec aisance les unités de toutes armes, a su prendre un ascendant définitif sur son adversaire* ». Un autre de ses supérieurs, le général Gambiez, confirme cette notation élogieuse : « *S'est appliqué pendant 2 ans et demi avec une foi peu commune à mettre en confiance les populations de sa circonscription et à rechercher toutes mesures susceptibles de leur apporter bien être et sécurité* ».

Mais sa carrière bascule en 1961. Après le Putsch (21-26 avril), il est relevé de son commandement et muté à Dakar dans un poste d'état-major au quartier général des forces françaises du point d'appui du Cap Vert. Promu lieutenant-colonel en 1963, il rentre en métropole à l'été 1964. Il est affecté comme instructeur au cours supérieur interarmes, puis à l'état-major des armées. Il passe colonel en octobre 1966. Les événements de mai 1968 et la part active qu'il prend pour maintenir l'ordre et la discipline au sein des armées lui permettent de rentrer en grâce.

[Source : tropesdememories.org]



◀ Insigne du 5^e RIAOM.

Il est désigné le 1^{er} septembre 1968 pour prendre à Djibouti (Territoire français des Afars et des Issas), la tête du 57^e RIAOM (régiment interarmes d'outremer), qui devient sous son impulsion le 5^e RIAOM en 1969.

En septembre 1970, à l'issue de son temps de commandement, il rejoint Baden-Baden, pour prendre les fonctions de sous-chef d'état-major des Forces françaises en Allemagne (FFA) pour deux ans (1970 à 1972). Promu général de brigade en 1973, Hogard est alors désigné pour commander le groupement d'instruction des troupes de marine de Fréjus (1973-1975), puis l'école des ORSEM à Paris. Il quitte le service actif en 1976.

Le 12 juillet 1999, il décède à l'hôpital Percy à Clamart, non sans avoir transmis la flamme de la vocation militaire à ses fils Jacques et Jean-François.

À la fois praticien de la contre-subversion et théoricien de la guerre contre-révolutionnaire, Jacques Hogard laisse derrière lui une réflexion légitime, originale et subtile, où l'impératif d'efficacité – une guerre est faite pour être gagnée – cohabite avec le souci du bien commun et du devenir des âmes. Cet officier, de culture et de sentiment catholiques, place le sort des populations au cœur de sa stratégie. À l'inverse des penseurs de la guerre révolutionnaire, prêts à tous les extrêmes pour imposer leur système aux peuples, Hogard prêche pour une action d'influence reposant, d'abord et avant tout, sur la force de conviction de la vérité, ainsi que sur la capacité simultanée des forces armées à instaurer et maintenir la sécurité. Héritier de l'ancienne armée coloniale française, convaincue de sa mission civilisatrice, il explique : « *les opérations n'ont d'intérêt que dans la mesure où elles favorisent la pacification* ».

CHAPITRE 2

INDOCHINE : LEÇONS DE LA « GUERRE QUE NOUS AVONS FAITE »

« La politique et la guerre sont désormais inextricablement liées ».

Boulganine¹⁸

« **A**ux côtés des lois de la guerre en général, la guerre révolutionnaire est gouvernée par ses propres lois spécifiques [...]. Si l'on ne prend pas en compte ces conditions spécifiques, ces catégories et ces lois, il n'y a aucun moyen de diriger une guerre révolutionnaire ou de remporter la victoire dans la guerre de ce genre »¹⁹. Jacques Hogard cite volontiers cette affirmation du « Grand Leader » chinois Mao Tsé-Toung. En Indochine, explique-t-il, « la guerre que nous avons menée, avec l'aide de nos alliés des "États associés", ne ressemble guère à celle du Viêt-minh. Une conclusion s'impose d'emblée : nos méthodes ne valaient pas celles des communistes, puisque, malgré une supériorité militaire constante²⁰, nous n'avons pu en venir à bout ».

Pour comprendre les raisons de cet échec final et mettre à jour les forces et les faiblesses de la forme de guerre que la France conduisit en Indochine,

Hogard a « comparé ce qui a été fait de notre côté aux réalisations du Viêt-minh ». Il tire de cette analyse deux leçons majeures. La première est « le manque d'unité de pensée politique dans notre camp où il n'existait pas de véritable idéologie à opposer au communisme ». La seconde est que « l'incertitude de la direction à la guerre et le partage des pouvoirs politico-militaires ont conduit à négliger l'enjeu de la lutte – la population indochinoise – et, par conséquence, à demander à notre supériorité strictement militaire ce qu'elle n'aurait pu donner qu'avec des moyens beaucoup plus considérables ». Tout le travail conceptuel et doctrinal de Jacques Hogard sur la guerre révolutionnaire et la stratégie antissubversive repose sur les leçons de son incomparable expérience indochinoise et sur plusieurs années (1949-1953) consacrées à la fois à lutter contre les partisans communistes et à pacifier les royaumes sous protectorat de cette mosaïque de l'Union indochinoise, forgée de haute lutte, à 12 000 kilomètres de la « métropole », à la fin du XIX^e siècle.

Passant en revue le contexte politico-stratégique, la structure de nos forces armées et la conduite des opérations, il en tire un bilan, souvent très dur, toujours sans fard, qui prend la forme d'une comparaison de nos atouts et de nos handicaps par rapport à ceux de l'ennemi. Certaines leçons, strictement inscrites dans l'environnement des années 1950, sont définitivement datées, comme les conséquences de l'instabilité gouvernementale chronique sous la IV^e République. D'autres, au contraire, font écho au présent. Revue de détail selon Jacques Hogard.

¹⁸ Cité par Jacques Hogard.

¹⁹ Mao Tsé-Toung, *Problèmes géostratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine*, 1936.

²⁰ En 1954 selon Jacques Hogard, environ 500 000 Indochinois portent les armes aux côtés des militaires français à divers titres (réguliers, supplétifs, autodéfense). En face, le Vietminh aligne environ 300 000 combattants armés. Le corps expéditionnaire français *stricto sensu* totalise 190 000 hommes en 1951. Le bilan de la guerre d'Indochine est lourd : 500 000 tués entre 1945 et 1954, dont 100 à 150 000 personnes assassinées par le Viêt-minh. On compte 60 000 tués et disparus pour le corps expéditionnaire (dont 26 900 autochtones) et 58 000 tués et disparus parmi les forces vietnamiennes. André Corvisier (dir.), *Histoire militaire de la France*, T 4, Puf, 1994, p. 289-320 ; Yves Gras, *Histoire de la guerre d'Indochine*, Denoël, 1992, p. 579.

2.1 Enseignements politico-stratégiques

Selon Jacques Hogard, quatre paramètres de niveau politico-stratégique ont contribué à handicaper l'action des forces françaises en Indochine :

- l'absence d'une unité de pensée politique ;
- l'atomisation et l'instabilité des pouvoirs ;
- la méconnaissance des enjeux ;
- la faiblesse du renseignement.

2.1.1 Absence d'unité de pensée politique

Face à l'organisation communiste internationale, cohérente et disciplinée, il n'existait pas de véritable « front anti-communiste », ni dans le monde, ni même en France. Cette faiblesse pèse lourdement sur la guerre d'Indochine.

Des alliés défaillants

Alors que Pékin, Moscou et les pays satellites soutiennent sans réticence le Viêt-minh, les pays affichant leur neutralité adoptent fréquemment une attitude malveillante et les alliés des Français sont peu présents. L'Inde et la Birmanie voisines sont hostiles jusqu'au bout. Quant aux États-Unis, ils ravitaillent et arment le Viêt-minh jusqu'en 1945, puis lui permettent de prendre le pouvoir en confiant l'occupation du nord de l'Indochine à l'armée chinoise, en refusant à nos troupes de Chine de repasser la frontière après la capitulation japonaise, et en retardant le départ du Corps expéditionnaire. Il faut attendre 1950 pour



(Source : jacqueline-ferreux.blogspot.fr)

Pièces anti-aériennes d'origine chinoise conservées au musée de Dien Bien Phu.

que Washington, confronté à la guerre de Corée, retire sa sympathie au Viêt-minh et devienne alors la seule capitale à fournir une aide matérielle à l'armée française, soutien qui ne fait que compenser celui que le Viêt-minh reçoit désormais massivement des Chinois.

Or, dans les années 1945-1949, cette aide aurait probablement permis à la France de vaincre la rébellion. La Grande-Bretagne, pour sa part, demeure en retrait après 1945, refusant de participer à une intervention aérienne alliée en 1954 contre Diên Biên Phu. Les dockers australiens, eux, rechignent à charger les bateaux en partance pour le Vietnam. Hogard résumait le problème auquel était confronté la France en Indochine : « *Aucun allié n'est loyal de bout en bout et aucun neutre n'est bienveillant* ».

L'opinion se déchire en métropole

Pendant ce temps, en France, une intense propagande s'exerce librement en faveur du Viêt-minh, parfois prolongée par de véritables manœuvres illégales (refus de charger les navires à destination de l'Extrême-Orient). Les centristes et les libéraux sont paralysés par un complexe d'infériorité (voire de culpabilité) par rapport au Parti communiste, qui représente alors le quart de l'électorat. Les gouvernements successifs hésitent à s'engager avec détermination dans une politique nette et hardie (avant de quitter l'hexagone pour prendre son commandement en chef en Extrême-Orient, le général Navarre reçoit simplement pour consigne de mettre la France en position favorable pour négocier avec l'oncle Ho). S'y décideraient-ils que leur engagement risquerait d'être remis en cause par le premier débat parlementaire. À Paris, au début des années 1950, l'alternance intervient tous les six mois.

2.1.2 Le partage et l'instabilité des pouvoirs

La guerre d'Indochine est donc menée par la France à peu près seule ou plus exactement par le gouvernement français soutenu par une partie seulement de la population métropolitaine, dans un environnement qui oscille entre l'indifférence ou l'hostilité. Les gouvernements successifs doivent tenir compte de l'avis de leurs alliés, les États associés, et ne peuvent (ou ne veulent) jamais réaliser sur place l'unité de commandement politico-militaire, qui est si utilement

mise en œuvre par le Viêt-minh. Les conséquences d'une telle situation sont néfastes à tous les échelons. Les 12 000 kilomètres qui séparent Paris d'Hanoï justifieraient une large décentralisation des pouvoirs. Or il n'en est rien, car cette guerre est déjà considérée comme perdue par une partie des élites hexagonales et s'inscrit dans le cadre mondial de la Guerre froide naissante.

En Indochine, commandement militaire et commandement civil sont distincts et poursuivent des objectifs parfois différents. À cela s'ajoute le fait que l'indépendance des trois États associés (Vietnam, Cambodge, Laos) s'affirme chaque jour davantage, chacun arguant de sa souveraineté retrouvée pour défendre des positions strictement nationales. Cela se traduit non seulement par des hésitations, voire des divergences, mais aussi par la montée en puissance d'administrations jalouses de leur indépendance et de leurs prérogatives, sans compter les différences traditionnelles, et parfois les oppositions, entre les trois pays (ou « Ky ») qui composent le Vietnam²¹ unifié par les Français. Ces facteurs interdisent d'avoir une conception stratégique de la direction de la guerre et font échec au respect du principe de « concentration des efforts ». Il ne sera jamais possible, par exemple, de faire porter l'effort durablement sur la Cochinchine ou sur le Tonkin, les forces engagées étant déplacées dès que la situation semble être stabilisée.

Sur le terrain, ce système de responsabilités enchevêtrées et d'équilibres complexes des pouvoirs se traduit par une véritable anarchie. Au Cambodge par exemple, entre 1950 et 1953, le général commandant le territoire n'exerce son autorité que sur une partie du royaume seulement. Tout le Nord-ouest est « secteur autonome khmer », placé sous le contrôle direct du Roi. Par ailleurs, dans sa zone de responsabilité, le général n'a sous ses ordres qu'une partie des troupes régulières ainsi que les supplétifs des TFEO. Le reste n'obéit qu'aux gouverneurs des provinces. En matière d'autodéfense, les responsables sont les gouverneurs, qui dépendent du gouvernement et non du Roi ou du commandement en Extrême-Orient. Mais les armes leur sont fournies par le Commissaire de la République, ce qui lui octroie un droit de regard sur leur emploi.

Les buts de guerre divergent parfois. Le commandement français, qui voit la guerre à l'échelon indochinois, a longtemps tendance à négliger les minorités et surtout concentrer son attention sur le Viêt-minh, parti politique et organisation militaire. Le souverain et le gouvernement, eux, considèrent que le Viêt-minh, qui serait battu au Vietnam, ne serait plus vraiment dangereux au Cambodge et s'intéressent donc en priorité à la gestion de ses minorités qui menacent l'unité du pays et la monarchie. Tantôt ils traitent avec eux en sous-main sans coordonner leur politique avec les Français, tantôt ils les combattent à outrance mais se heurtent aux Français qui les utilisent contre le Viêt-minh.

En définitive, dans les provinces, le commandement politico-militaire, et même les responsabilités strictement militaires, sont partagées entre trois autorités théoriquement réunies dans un « comité de pacification » : le gouverneur local, le délégué du commissaire de la République française, le commandement militaire du secteur. Tout repose donc sur leur bonne entente, leur valeur personnelle, la convergence des instructions qu'ils reçoivent et l'esprit dans lequel ils les appliquent. Il est rare, en réalité, que ces conditions soient remplies en même temps. Lorsque c'est le cas, les résultats viendront immédiatement prouver l'efficacité du principe de « l'unité d'action ».

A ce défaut d'unité, s'ajoute le manque de stabilité dû au changement fréquent des chefs civils et militaires. D'une part, le séjour des Français est « bref, environ 27 mois », et d'autre part ils le passent rarement dans le même poste. A peine un chef commence-t-il à connaître son secteur qu'il est déplacé. En face, le Viêt-minh est souvent là depuis le début de la guerre et il sait qu'il ne s'en ira qu'après la victoire. Il ne peut se contenter de résultats superficiels. L'expérience montre aujourd'hui que presque tous les chefs français qui ont servi suffisamment longtemps au même endroit ont obtenu de réels succès. La durée du séjour, le travail dans le temps long, restent une valeur essentielle de l'action contre-insurrectionnelle.

2.1.3 Méconnaissance de l'enjeu

Sans coordination véritable de la politique et de l'action militaire, il n'est pas étonnant que l'enjeu même de la lutte ait été fréquemment méconnu : la population.

²¹ Les trois « Ky » ou provinces du Vietnam : Bac Ky ou Tonkin, au Nord (capitale : Hanoï) ; Trung Ky ou Annam, au centre (capitale Hué) ; Nam Ky ou Cochinchine, au Sud (capitale Saïgon).



[Source : © ECPAD]

Patrouille de supplétifs Sedak.

A aucun moment, les autorités françaises ne choisissent durablement leurs appuis. Il semble plutôt qu'elles se contentent souvent de recueillir ceux qui viennent spontanément à elles. Or, ceux qui se rallient sont généralement soit les puissants traditionnels, inquiets pour le maintien de leurs positions et peu susceptibles de susciter l'adhésion du plus grand nombre, soit les faibles, ceux qui se sentent menacés par le dynamisme Viêt-minh et le nombre vietnamien. Les petits peuples d'abord, Khmers et Laos, puis les différentes minorités Thaïs et Moïs, les catholiques, les sectes du Sud-Vietnam, les propriétaires terriens isolés, etc. Toutes ces populations représentent en définitive une somme de faiblesse plus qu'une force. Certains alliés pourtant incontournables gênent souvent l'action de la France. Quand celle-ci défend l'autonomie des plateaux montagnards du centre Vietnam et de la fédération Thaï, elle irrite le patriotisme vietnamien...

Les conceptions démocratiques et libérales, toujours mises en avant pour expliquer la présence du corps expéditionnaire, empêchent d'organiser les masses que l'on prétend pourtant vouloir contrôler : centralisme et parti unique répugnent aux Occidentaux. Les autorités politiques et les chefs militaires veulent que les hommes viennent librement se placer aux côtés de la France et des États associés, mais le Viêt-minh ne leur laisse pas cette liberté et tend sa toile dans les grandes agglomérations comme dans les provinces isolées. Paradoxalement, il n'est donc possible que de compter sur la police et sur la force armée pour faire régner l'ordre public et sembler donner aux populations la liberté de choisir. Aussi les masses échappent-elles peu à peu à l'influence de la France. Pourtant, partout où elles sont organisées, le Viêt-minh se révèle impuissant à les pénétrer : catholiques, caodaïstes ou Hoa-Hoa savent résister et attaquer.

Pour conquérir ces masses il aurait fallu leur proposer une « idéologie » aussi cohérente et complète que le Viet-minh, susceptible de les soulever. Or, pendant des années, les représentants de Paris n'offrent aux Vietnamiens qu'un vague concept d' « Union française », trop abstrait pour les simples citoyens et suspect aux yeux des couches supérieures de la société. Quand la France se décide à donner à la guerre son véritable caractère de lutte contre le communisme, le Viêt-minh a déjà une sérieuse avance : il monopolise depuis plusieurs années les thèmes de la libération et du nationalisme. Une idéologie simplement négative – l'anti-communisme – est nécessairement moins efficace et plus difficilement susceptible d'enthousiasmer les foules.

Pourtant au Laos et au Cambodge où, spontanément, des officiers se sont appuyés sur le patriotisme local, les populations ont répondu favorablement et se sont dans l'ensemble « engagées » aux côtés du CEFEO dans la lutte. Le Viêt-minh a peu mordu sur elles, preuve qu'un message fort soutenu par des officiers longuement immergés dans l'environnement local est crédible et constitue une excellente protection contre les progrès de la guérilla communiste. Si un tel discours avait été étendu à l'échelle de la péninsule, encore eut-il fallu le présenter sous un jour favorable pour inciter les peuples de la région à l'adopter. C'est

le rôle de la propagande, qui n'est vraiment efficace que sur les masses organisées, alors que les efforts français en la matière sont marqués par l'amateurisme et par des faiblesses. Elle manque d'unité. Chaque chef conduit « une forme » de propagande, sans grande cohérence avec l'échelon supérieur en dépit des directives. L'organigramme est trop fréquemment bouleversé, les responsabilités mouvantes, les moyens dédiés insuffisants. L'importance de l'action psychologique est apparue trop tardivement (1950), et elle manque cruellement de matériel et de personnel de qualité. Il faut en effet être un fin connaisseur de la langue et de la psychologie des populations auxquelles on s'adresse pour espérer parvenir à un résultat significatif. Souvent, enfin, les chefs, au niveau supérieur, ne croient pas à l'action psychologique et confient cette tâche aux moins brillants, ou aux derniers arrivés... Les exemples ne manquent pas d'incohérences provoquées aux petits échelons par des activités de propagande divergentes, souvent maladroites et parfois contradictoires du fait des commandements locaux ou intermédiaires, du représentant du pouvoir civil, voire de l'action des troupes de passage. Ainsi donc, « *Il faut croire que notre cause était juste et les bonnes volontés suppléaient à bien des lacunes pour que, malgré ces insuffisances, nous ayons conservé jusqu'au bout l'amitié et la confiance de tant d'Indochinois* ».



(Sources : © ECPAD)

Partisans cambodgiens dans le secteur de My Tho.

2.1.4 Faiblesse du renseignement

Si le Viêt-minh avait perdu le bénéfice de la surprise et si son service de renseignement avait pu être annihilé, la supériorité de moyens du CEFEO aurait pu vraiment jouer et la partie aurait été vite perdue pour l'adversaire. L'organisation politico-militaire viet-minh l'a bien compris et a mis tout son soin et toute son énergie dans l'organisation de son service de renseignement. Jamais, malgré quelques remarquables efforts, les Français n'ont pu l'égaliser sur ce point. « *L'absence d'unité politico-militaire et de contrôle de la population nous ont toujours condamnés à être mal et tardivement renseignés (...). Et lorsqu'on n'a pas acquitté le prix du renseignement, il faut régler la facture de la sûreté par une lourde dépense de moyens, sans être mieux garanti pour autant* ». Ces propos rappellent ceux du général Ely, dernier commandant en chef en Extrême-Orient, dans son rapport de fin de campagne : « *Un bon officier de renseignement vaut un bataillon, mais aucun chef n'a jamais accepté de se priver d'un bataillon* ».

L'armée française souffre de déficits structurels anciens et pêche par un « *grave défaut d'organisation, qui est en grande partie la cause du partage du pouvoir : le compartimentage du renseignement nous gêne pour établir une synthèse exacte* ». Il existe trop d'organismes parfois rivaux, souvent réorganisés, qui ne sont jamais durablement centralisés, coordonnés et orientés au bon niveau. Le commandement, par conséquence, possède rarement une vue complète et actualisée de l'ennemi.

De plus, dans une guerre antisubversive, il est contre-productif de distinguer entre renseignement intérieur et extérieur, politique, économique et militaire : « *l'ennemi est un et chez lui, le commandement est politico-militaire, la population est toute entière combattante* ».

Le CEFEO paie le prix du manque d'officiers de renseignement, spécialistes, formés, qui parlent la langue et connaissent la psychologie autochtone. Aussi brave, investi dans sa mission et dévoué soit-il, un jeune lieutenant métropolitain sortant d'école, immergé dans un environnement où tout, de la taille à la couleur de peau le désigne comme « étranger », n'est pas en capacité avant plusieurs années de devenir un officier de renseignement performant. Les crédits nécessaires pour rémunérer les informateurs, dont le coût est d'autant plus élevé que

l'ennemi fait régner la terreur dans la région, sont très nettement insuffisants. En définitive, les seules sources crédibles de l'officier de renseignement sont les prisonniers et les documents saisis sur eux, ou à l'occasion de fouilles. Ces vecteurs sont certes intéressants pour connaître la situation passée, mais ils se révèlent souvent inadaptés pour anticiper les événements futurs. Dans ces conditions, le commandement est fréquemment contraint de monter des opérations *a priori*, sur la base d'informations très incomplètes. Pourtant, l'expérience confirme que chaque fois qu'une opération est préparée et conduite à partir de renseignements avérés et suffisants, elle aboutit favorablement, comme celle menée sur Lang Son en 1953²².

2.2 La conduite des opérations

Hogard poursuit son analyse critique de la campagne d'Extrême-Orient. L'absence de commandement unifié politico-militaire pèse lourdement sur la conduite des opérations. En l'absence de contrôle des masses populaires, le maintien ou le rétablissement de la sécurité repose entièrement sur les forces armées. Celles-ci englobent donc dans des tâches secondaires de nombreuses unités, qui manquent d'autant ailleurs. En outre, à cause de la faiblesse du système de renseignement, le maintien d'une sûreté minimale coûte également quotidiennement des moyens et des effectifs considérables.

En résumé, malgré l'infériorité globale de son corps de bataille, le Viêt-minh conserve la plupart du temps l'initiative stratégique et tactique et peut presque toujours appliquer la doctrine de Mao : « *stratégie du 1 contre 10 et tactique du 10 contre 1* ». Preuve qu'il applique autant que possible systématiquement le principe de l'unité et de la globalité de l'action, son manuel de guérilla – dont plusieurs exemplaires tombent aux mains des Français – explique noir sur blanc : « *Pour encercler un poste ennemi, cela exige la combinaison de trois formes de lutte : politique, économique, militaire* ».

²² 17 juillet 1953 : le général Navarre déclenche l'opération « Hironde » : Deux bataillons parachutistes sont largués sur Lang Son, dans le nord-est du Tonkin. Leur mission : détruire les dépôts d'armes et de munition du Viêt-minh localisés par les services de renseignements, et se replier dans la foulée. Sur place, ils neutralisent l'équivalent de la dotation d'une dizaine de bataillons ennemis.

2.2.1 Limitation de l'efficacité opérationnelle

La portée des actions entreprises est régulièrement limitée par trois facteurs handicapants : l'imprécision des missions, la dispersion des efforts, la faiblesse de l'organisation.

Le manque d'unité de vue politique et l'incertitude gouvernementale se traduisent d'abord par une imprécision de la mission.

Aux échelons supérieurs, les objectifs poursuivis restent longtemps ambigus. Personne ne sait si le Corps expéditionnaire travaille : à rétablir la souveraineté française en Indochine ; à saisir des gages pour négocier avec le Viêt-minh ; à défendre les États associés contre le communisme ; à remporter une victoire partielle ou totale. Aux échelons subalternes, le flou est encore plus perceptible. C'est ainsi que « les meilleurs se fixent leur propre mission, tandis que les autres tombent dans la routine ».

Autre conséquence : les efforts sont dispersés.

Les forces du CEFEO et des États associés sont disséminées sur les cinq grandes régions de l'Indochine sans que sur l'une d'elles ne stationne jamais un effectif suffisant pour vaincre. La dispersion est tout aussi palpable dans la conduite de l'action, pour faire face à trois tâches différentes : le contrôle du territoire, la destruction des forces rebelles, la protection contre une éventuelle intervention chinoise. L'exécution d'une seule de ces tâches aurait suffi à absorber la totalité des effectifs. Aussi le commandement est-il contraint en permanence à effectuer des « choix impossibles » entre deux « moins mauvaises solutions », à décider à quel aspect de la mission il donnera provisoirement la priorité, s'il adoptera la politique des « gros » ou des « petits paquets »... Ce problème se pose à tous les échelons. La dispersion est également due au fait que l'ennemi impose une guerre en surface. Dans cette guerre sans front, la population étant mal contrôlée, la sécurité des « arrières » de la force repose uniquement sur elle-même. C'est un véritable cercle vicieux : à partir d'effectifs totaux inférieurs aux besoins, il faut tout à la fois être capable de mener l'offensive et de conduire la défensive, alors que la faiblesse en renseignement nécessiterait d'être compensée par des moyens humains et matériels bien supérieurs. Les

points sensibles sont multipliés, mais ils ne peuvent pas être correctement défendus. La carte du territoire tend à ressembler à un gruyère, dont les trous deviendraient de plus en plus grands. Pour trancher ces dilemmes, la personnalité du chef joue un grand rôle.

« Par manque d'imagination ou de rigueur, nous suivons le Viêt-minh au lieu de le précéder ».

Dans un tel contexte, les meilleures volontés s'épuisent, les implantations se figent, les activités deviennent routinières. Combien de postes sont tombés parce qu'ils n'ont pas été réaménagés et adaptés, ou parce que leur petite garnison pratiquait chaque jour les mêmes activités ou utilisait les mêmes itinéraires ? En définitive, sans moyens suffisants, « face à un ennemi inconnu, nous tâtonnons, essayons les méthodes connues ou modernes dont le succès dépend toujours de la réalisation simultanée des conditions qu'ils impliquent ».

2.2.2 La pacification des zones contrôlées

Pour faire échec à la guerre révolutionnaire du Vietminh, Hogard considère que l'armée française est dans l'obligation de pacifier les zones occupées. Cela signifie être capable de mener trois tâches différentes mais complémentaires et en partie redondantes : le contrôle en surface, le contrôle des axes et la pacification proprement dite.



Patrouille dans un village.

Le contrôle en surface pour assurer le contrôle de la population.

Pendant neuf ans, ce sera la tâche essentielle du CEFEO. Pour y parvenir, les forces disposent de deux moyens principaux :

- là où la population est organisée et animée par une religion ou idéologie structurante (zone caodaïste, zone catholique, etc.), la présence française peut être légère et discrète. Même l'hypothèse d'une opération réussie de l'ennemi n'est pas grave, car elle n'entame pas le moral d'une population qui, au contraire, brûle de se venger ;
- ailleurs, c'est-à-dire sur la plus grande partie du territoire, son contrôle repose sur la présence des troupes. Dans ce cas, la seule présence réellement efficace consiste en l'implantation de postes en nombre suffisant pour permettre un contact permanent avec les autochtones et la protection effective de leur vie et de leurs biens.

Si ces conditions sont remplies et si une politique locale exempte de maladresse est conduite, le problème est, de fait, résolu car la population préfère rester fidèle aux autorités légales. Le Viet-minh est alors contraint de mener quotidiennement des actions de harcèlement contre les postes pour obliger les Français à se regrouper au sein de garnisons plus importantes, ce qui rend le maillage du territoire (et le contrôle de la population) moins efficace. Le Viet-minh y parvient d'autant plus facilement que, toujours à cours d'effectif, le commandement doit les économiser en permanence, tant en qualité qu'en quantité. Des troupes régulières aguerries sont prématurément retirées de certaines zones supposées pacifiées, pour confier la garde de ses postes à des supplétifs peu formés, avant de remplacer ces derniers par de simples milices villageoises, à la fidélité parfois douteuse. C'est là que le Viêt-minh réapparaît et les contingents du CEFEO sont à nouveau confrontés à de grandes difficultés pour tenter de reprendre la région en main.



[Sources : © ECPAD]

Poste de Dak Pek sur les hauts plateaux.

Regroupements : les postes ou la nomadisation dans une zone.

Le plus souvent, lorsqu'il est jugé nécessaire de regrouper des effectifs isolés, les autorités choisissent de réunir *les petites garnisons dans des gros postes*. On espère que ces garnisons plus importantes pourront mieux rayonner en force, multiplier les patrouilles et colonnes et reprendre la situation en main. La technique serait pertinente si elle n'était envisagée que comme une phrase préparatoire à la réimplantation prochaine de petits postes. Or l'expérience démontre que, dans la durée, un gros poste mobilise un effectif important rien que pour le faire vivre et le défendre, au détriment des missions de rayonnement, de pacification ou de reconquête.

Pour contourner cette difficulté, on a testé *la nomadisation* sur zone permanente d'une unité. Cette unité mobile s'appuie simplement sur une base arrière fortifiée et économiquement défendue. Intéressante en théorie, cette option nécessite pourtant des formations nombreuses, bien adaptées au terrain et à l'environnement, parfaitement disciplinées, endurantes et instruites, avec des cadres d'une rare qualité morale, physique et technique. Le CEFEO ne possédait que très peu d'unités répondant à ces critères et les expériences complètes furent peu nombreuses, d'où la difficulté à analyser cette expérience.

Le problème n'est jamais d'étendre le périmètre « contrôlé » mais d'être efficace car, faute d'effectifs suffisants, la tâche devient vite délicate, même dans une zone limitée. Ce manque chronique de disponibilités et de réserves explique pourquoi la Cochinchine ne fut jamais complètement pacifiée, en dépit des efforts considérables qui y furent déployés.

En résumé, le contrôle en surface, facile à réaliser à peu de frais quand la population est organisée, devient difficile et coûteux²³ quand les conditions suivantes ne sont pas, ou sont mal remplies : unité de commandement et stabilité des chefs ; association étroite des civils et des militaires ; action psychologique intense et bien adaptée.

²³ En janvier 1954, au Tonkin, 85 200 combattants répartis dans 920 postes sont employés au contrôle de surface, contre 37 000 combattants viêt-minhs, selon Jacques Hogard.

A défaut de contrôler efficacement une zone en surface, il faut en contrôler les axes.

Cette méthode permet de soutenir l'action en surface et de préserver l'infrastructure de manœuvre. Car le Viêt-minh, qui n'utilise pas les axes de communication des Français puisqu'il a les siens propres (sentiers, canaux et rachs secondaires), sait qu'ils constituent les « artères vitales », le point faible des Français, et s'efforce d'y faire régner l'insécurité, voire de les détruire si possible. Le contrôle des axes repose sur l'implantation de postes ou de tours de garde et sur l'ouverture quotidienne des itinéraires, une tactique délicate : rares sont ceux qui, malgré les multiples directives, font un effort minimal d'imagination pour en varier les modalités. Pourtant, lorsque cette mission discrète mais essentielle devient une routine, elle finit tôt ou tard par coûter très cher (embuscades). En région forestière, elle exige aussi un large débroussaillage des abords de la route, besogne fastidieuse qu'il faut toujours renouveler.

Le rôle de la population le long des axes.

La question s'est souvent posée de savoir s'il fallait évacuer la population installée le long de l'axe à protéger. Dans les zones bien contrôlées, les habitants constituent par leur simple présence une protection : ils se battraient ou s'enfuiraient à l'arrivée des Viêt-minhs. Ailleurs, leur présence sert directement le Viêt-minh, en dissimulant au sein des communautés villageoises leurs infiltrations. Une difficulté supplémentaire réside dans le fait que la situation peut évoluer rapidement, sans qu'un commandement local peu investi ou pris par d'autres missions ne s'en rende compte.

Le contrôle des axes coûte très cher.

En 1954, l'armée utilisait une trentaine d'hommes au kilomètre, et en perdait 3 à 4 par jour et par 100 kilomètres, pour ouvrir six heures par jour quatre tronçons de route du delta tonkinois. Compte tenu du facteur temps, il paraît, dans ces conditions, préférable de pacifier la région entière, sous réserve de disposer du nombre de bataillons nécessaires²⁴.

²⁴ Il a été calculé qu'il faut en permanence un bataillon pour contrôler un tronçon d'itinéraire. Si celui-ci se trouve dans une région dont la pacification exigerait 3 bataillons pendant 6 mois par exemple, il est plus économique sur une période de deux ans de pacifier la région (18 bataillons par mois) que de contrôler l'axe (24 bataillons par mois). Mais cela suppose de pouvoir aligner le nombre de bataillons suffisants au départ...

Trop souvent, les postes ne servent à protéger un axe... qui ne sert plus qu'à ravitailler les postes. Le commandement devrait alors, selon Hogard, renoncer à contrôler les routes qui ne lui sont pas strictement indispensables et ne les rouvrir que pour une opération déterminée. C'est ce qui a été fait pour la route coloniale (RC) 2 lors de l'opération « Lorraine », ou pour la route provinciale (RP) 59 lors de l'opération « Mouette ». L'affaire présente néanmoins toujours un inconvénient, car l'ennemi excelle à « déménager » une route dans la rizière et il faut de puissants moyens du génie pour la rétablir.

La meilleure solution consiste à pacifier entièrement le pays pour assurer ainsi largement la sécurité des voies de communication.

La pacification ne devient donc effective dans une province que lorsque le contrôle en surface est suffisamment complet et solide, et que toute l'infrastructure ennemie est entièrement détruite²⁵.

C'est à ces conditions que la population reprend confiance, donne spontanément des renseignements sur le Viet-minh, livre les agents qui tentent de se ré-infiltrer. Plusieurs régions d'Indochine ont été (re)conquises comme cela. Mais la pacification reste fragile. Il faut continuer à protéger la population contre différentes menaces : un éventuel retour en force de l'ennemi, des exactions commises par les troupes amies, les abus des grands propriétaires terriens, des usuriers ou de fonctionnaires corrompus. Il faut poursuivre et relayer à tous les niveaux l'action psychologique. Cela suppose de maintenir les effectifs nécessaires pendant longtemps (trop longtemps au regard des besoins des autres provinces) et ne les diminuer que très progressivement, avec prudence. *A minima*, il faut réaliser l'*unité d'action* des pouvoirs civils et militaires, français et vietnamiens, et *organiser* la population. Contrairement à ce que peut attendre un pouvoir politique toujours trop pressé, une région récemment pacifiée coûte encore durablement des effectifs et des efforts. Pour l'avoir oublié ou n'avoir pas pu le faire, des zones entières qui étaient pourtant bien acquises ont finalement été perdues.

²⁵ L'expérience est formelle : il est inutile de passer à la propagande avant d'avoir détruit entièrement la structure d'encadrement communiste, car sans cela la population n'a pas recouvré tout son libre arbitre et des cellules ennemies peuvent subsister en son sein.



(Source : © ECPAD)

Construction d'une route par le génie en Algérie.

2.2.3 Une pacification réussie : Chlong, Cambodge, 1951-1953

Dans un document de synthèse rédigé en décembre 1954, à l'issue de son stage au Centre d'études asiatiques et africaines (CEAA), le sous-lieutenant Antoine tire les leçons de son expérience vécue en Indochine d'une « *pacification à l'échelon des petites unités* » dans le territoire de Chlong, situé dans la province de Kratié, au Cambodge, d'avril 1951 à août 1953. Il rédige ce mémoire sous la direction de son instructeur, Hogard, muté dans cet organisme à son retour d'Extrême-Orient en vue de préparer l'École de guerre. Or, au Cambodge, le sous-lieutenant Antoine a servi sous l'autorité du chef de bataillon Hogard, qui commandait le 4^e bataillon de chasseurs cambodgiens.

À l'aune de son expérience, Antoine affirme que si le succès de la pacification repose « *indiscutablement sur quelques grands principes généraux* », il « *réside avant tout dans une analyse très poussée du problème local particulier et dans la foi du chef qui lui permet d'exécuter sans faiblesse les décisions prises en pleine connaissance de cause* ».

Qu'est-ce que pacifier ?

Antoine précise dès les premières lignes que « *pacifier une région donnée n'est pas seulement exterminer ou chasser les rebelles armés qui s'y trouvent, mais également ramener le calme et la confiance dans les esprits* ».

Pour que la pacification soit « *réelle* », il faut que les habitants de la région concernée puissent jouir d'une liberté individuelle normale, satisfaire leurs aspirations et leurs ambitions légitimes. Pour que la pacification soit « *durable* », la population doit éprouver un sentiment de délivrance et, consciente du danger auquel elle a échappé, qu'elle puise dans le souvenir de ses malheurs passés la volonté de consentir les quelques sacrifices indispensables (entretiens de partisans, autodéfense) pour défendre énergiquement cette paix qu'elle vient de recouvrer.

Description de la pacification de Chlong

Le territoire cambodgien de Chlong revêt une importance stratégique, car il constitue un carrefour géographique et un centre économique qui en font un enjeu pour le Viêt-minh. Non seulement la province est parcourue par la RC13, qui relie Saïgon au Laos, mais elle est le lieu de passage obligé des troupes viêt-minh qui veulent transiter du Sud au Nord-Vietnam. Le territoire est coupé en son centre par le Mékong, voie de pénétration naturelle.

Au départ, les Français disposent de peu de moyens et déplorent l'absence de coordination des éléments amis, avec une tendance à l'exagération de la menace. Leur action pacificatrice débute par la mise au point d'un plan d'ensemble réfléchi, suivi d'une préparation poussée, et d'une mise en œuvre rationnelle et dynamique, clés du succès de la pacification. Les militaires français établissent l'unité de lieu avec les autorités civiles. Ils mettent l'accent sur le renseignement.

Les premiers succès provoquent des tensions avec la population civile. Elle est encline à négocier avec les vainqueurs plutôt que de chasser l'intrus par la manière forte. Elle est au cœur d'un jeu subtil de trafics en tous genres, dans lequel tout le monde se retrouve. La majorité de la population assiste sans prendre parti à la guerre qui oppose les forces de l'ordre et le Viêt-minh. Les élites économiques protestent auprès des premières car elles sont en affaires

avec le second. On assiste à l'affrontement des influences entre les autorités militaires et la hiérarchie civile, jusqu'à ce que le plan du commandement militaire fasse l'unanimité.

Une fois le combat gagné, les différentes hiérarchies se rallient, au pire à la neutralité, au mieux à la collaboration. L'accroissement des effectifs réguliers, notamment grâce à l'enrôlement de supplétifs, accélère la mise en place de la politique d'autodéfense. Pour traiter les irréductibles, la solution consiste à les déplacer et à les regrouper, pour mieux les contrôler à défaut de les soumettre. Une fois la pacification achevée, une partie des effectifs est libérée et peut être engagée dans une campagne destinée à détruire définitivement les derniers réduits viêt-minh. En moins de quatre mois, les dernières implantations rebelles de l'intérieur sont détruites et les villageois qui étaient sous leur contrôle sont regroupés et placés sous la protection de nouveaux postes amis.

Les leçons de cette pacification

Les résultats ont été obtenus en résolvant des problèmes particuliers au territoire. « *Chaque pacification se fait sur la base d'une solution originale. Mais il importe de connaître les quelques facteurs dont l'influence peut être variable en importance, tout en demeurant intangibles dans l'orientation de leurs effets* ».

En utilisant une dose de force, dont l'emploi est délicat et le résultat incertain, et de persuasion, il faut créer ou provoquer l'émergence des conditions favorables suivantes :

- obligation absolue de faire participer la population toute entière à la lutte pour la paix ;
- nécessité de créer une confiance parfaite entre l'échelon supérieur et le chef local ;
- il est indispensable que les autorités civiles et militaires collaborent. Cette collaboration sera facilitée si le découpage militaire de la région est calqué sur les divisions administratives ;
- le nationalisme représente un facteur prépondérant ;
- il est intéressant d'utiliser une troupe autochtone, bénéficiant de quelques cadres français insérés dans le pays, parlant la langue, portant les galons et l'uniforme local ;

- l'action militaire est capitale mais insuffisante et ses succès sont moins importants en termes de pertes infligées à l'ennemi que pour leurs répercussions sur la population ;
- à chaque évolution de l'état d'esprit des autochtones par rapport aux militaires correspond un comportement différent, qui conditionne en partie l'action : au début, il aurait été inutile d'instaurer l'autodéfense car la population aurait refusé d'être armée de crainte de provoquer une réaction du Viêt-minh. Plus tard, c'est la population elle-même qui réclame l'installation de postes à ses frais ;
- la foi du chef en la finalité de sa mission est primordiale car les moyens ne seront jamais suffisants pour tout faire en même temps.

2.2.4 La destruction des forces rebelles

Cet objectif a été poursuivi à tous les échelons. Bien des procédés ont été utilisés, qui ont chacun leurs défenseurs et leur intérêt si les conditions particulières requises sont réunies.

Le bouclage

Ce procédé a la préférence du commandement contre les opérations de guérilla, mais il est généralement frustrant pour ceux qui y participent.

Il consiste à encercler la zone dans laquelle s'est infiltré l'ennemi et à procéder à un « nettoyage » par rétrécissement progressif de l'étreinte. Ce type



[Source : © ECPAD]

Algérie : progression du 2^e REI pendant l'opération Prométhée.

de manœuvre réussit parfois. L'expérience prouve que plusieurs conditions impératives doivent être simultanément réunies :

- des forces rebelles (importance du renseignement) ;
- mettre le dispositif en place à temps (secret et mobilité) ;
- disposer de forces suffisantes pour réaliser un véritable bouclage, c'est-à-dire un rideau de surveillance continu de nuit et de jour, une position d'arrêt doublée voir triplée, soutenue par des réserves et un dispositif de sûreté extérieure pour prévenir les tentatives de dégagement. Il a été calculé que cela suppose de mettre en ligne des effectifs au moins six fois supérieurs à ceux de l'ennemi repéré ;
- disposer d'autant plus de temps pour effectuer une fouille complète que la population est plus contaminée ou terrorisée par le Viêt-minh ;
- conduire l'affaire de façon très souple et être prêt en permanence à adapter ou déplacer le dispositif.

En Indochine, ces conditions sont d'autant plus rarement réunies que le renseignement est souvent déficient et que les moyens furent souvent insuffisants. Globalement, les résultats se révèlent décevants.

Le harcèlement

L'action de petits détachements est privilégiée par les cadres car elle donne souvent de bons résultats et laisse à chacun la plénitude de ses initiatives.

Elle peut être engagée sur renseignement ou *a priori*, grâce à une excellente connaissance du terrain. Ses résultats sont d'autant plus importants que le Viêt-minh, rassuré par la faiblesse des moyens mis en œuvre, ne cherche même pas à se dérober. En pratique toutefois, ce type d'opération n'est payante que là où on dispose d'un *minimum de renseignements et de liberté d'action*.

Le tourbillon

Cette action consiste en la nomadisation permanente d'un certain nombre d'unités dédiées, adaptées à la zone visée.

Il s'agit de multiplier les patrouilles et les embuscades, de jour et de nuit, de créer l'insécurité pour l'adversaire. Sa première réaction est de se terrer, mais il lui faut bien, à un moment donné, sortir de ses caches. Quand cette opération est suffisamment longue et le volume des unités qui y sont consacrées suffisamment élevé, les succès sont au rendez-vous. Malheureusement, ces conditions furent rarement réunies en Indochine.

Le commandement s'entête souvent, pour le plaisir d'un grand chef de mener lui-même la bataille et de se mettre en valeur, à mener de grandes opérations de bouclage qui s'avèrent la plupart du temps inefficaces, alors que les deux techniques de harcèlement et du tourbillon portent davantage de fruits et devraient être préférées.

Mais ces trois actions posent deux problèmes à ne pas négliger : pour obtenir des résultats significatifs, elles doivent être préparées et exécutées par le commandement du territoire concerné, quand il existe, et il faut contrôler de près l'attitude des troupes venues en renfort, qui opèrent dans un secteur qui n'est pas le leur. A tel point que certains chefs de sous-secteurs ont toujours préféré se débrouiller seuls...



[Source : © ECPAD]

Indochine : commando Vandenberghe.

Les raids chez l'ennemi

Les raids légers sont souvent les plus fructueux car ils sont exécutés par des unités spécialisées (des commandos dont certains sont composés d'anciens ennemis ralliés) et parce que leur mission est courte et de portée limitée.

Les opérations importantes obtiennent parfois des résultats appréciables mais jamais déterminants, parce que l'ennemi retire ses unités plus vite qu'il nous est possible de les suivre, et que nous devons rapidement lâcher prise. Ces opérations ont un inconvénient : donner de faux espoirs à la population qui se dévoile et se fait ensuite massacrer par l'ennemi.

Bref, « *autant les procédés qui permettent la destruction de l'ennemi sont bien identifiés, autant les conditions pour les rendre efficaces sont rarement remplies* » ; en particulier l'existence en amont de renseignements précis et des moyens suffisants, car l'extrême mobilité de l'adversaire dans une zone dont il connaît tous les détails du terrain peut lui permettre de compenser la supériorité numérique des troupes engagées.

Il faut toutefois ajouter que « *tuer l'ennemi n'est pas un but mais un moyen de reprendre ou de conserver le contrôle de la population, ce que beaucoup de militaires n'ont pas perçu* ». Le véritable enjeu est toujours, et reste, la population. Mieux vaut donc une opération où les pertes ennemies sont peu nombreuses mais dont le succès le prive des ressources humaines et économiques de toute la région dont il avait pris l'habitude de tirer soldats et subsistance : « *Toute opération de guerre, si petite soit-elle, doit avoir un but politique et psychologique* ».

Enfin, il faut éviter de courir après le but qui consiste à vouloir détruire tous les combattants ennemis : le premier principe de la doctrine révolutionnaire leur impose de reculer quand l'adversaire avance ! Il est donc préférable de détruire le socle sur lequel repose l'armée populaire adverse, c'est-à-dire l'organisation et l'encadrement de la population.

2.2.5 Un cas particulier : la guerre dans les grands vides

Face à l'infanterie Viêt-minh qui tente de s'ouvrir à travers la jungle le chemin du Mékong pour s'emparer du Laos dans la perspective de toucher Saïgon,

« *notre infanterie s'avère trop lourde, imbuë du principe de la combinaison des armes et ne bénéficie guère dans ces régions de l'appui de l'artillerie ou de l'aviation, et nos effectifs sont trop faibles* ». Contre cette progression qui semble inexorable et tient à la fois de la pénétration par capillarité et du rouleau compresseur, il ne saurait être question de maintenir tous les postes de compagnie ou de bataillon qui tiennent le pays, pas plus qu'il n'est possible de déployer localement une force équivalente, puisque les moyens disponibles ne le permettent pas.



(Source : © ECPAD)

Installation sur le site de Na San.

Le haut commandement utilise alors une méthode originale inaugurée à Na San. Des camps retranchés bien situés, que l'on peut ravitailler par avion, placent l'ennemi devant un dilemme : soit attaquer frontalement, contrairement à sa doctrine, avec un risque de pertes élevées sans succès ; soit poursuivre son avance, avec tous les risques que cela comporte pour ses voies de communication et de ravitaillement sur ses arrières. La manœuvre a été pertinente jusqu'à Diên Biên Phu, où les conditions avaient changé. Ce camp, installé dans une cuvette, est proche de la frontière chinoise, alors même que les troupes régulières viêt-minh sont mieux équipées et qu'en métropole l'opinion publique française est proche de basculer. Malgré d'extrêmes difficultés et après de longs débats internes, l'ennemi choisit de mener une très active guerre de siège avec les moyens importants fournis par la Chine et remporte une victoire aux effets psychologiques (politiques et diplomatiques) plus importants que les résultats tactiques (le corps expéditionnaire connaît une défaite mais n'est pas écrasé). Par ailleurs, le sacrifice de la garnison de Diên Biên Phu a permis de sauver le nord-Laos.

Les bases terrestres ont donc dans l'ensemble rempli la mission défensive qui était la leur, mais elles ont contribué à disperser les efforts et ont immobilisé de très nombreux bataillons et une logistique aérienne vitale, qui a manqué sur le reste du territoire puisque le nombre d'appareils disponibles a toujours été à peine suffisant en situation ordinaire. Surtout, *« elles auraient pu jouer un rôle décisif si nous avions eu les moyens suffisants pour en faire des bases résolument « offensives », d'où nos troupes auraient pu rayonner avec l'aide des partisans »*. Nous ne disposions pas d'une infanterie adaptée et d'un soutien aérien d'appui des troupes au sol abondant. Les bases aéroterrestres constituaient sans doute le procédé le plus adapté à mettre en œuvre et elles *« ont rempli leur rôle retardateur »*, mais n'ont pas pu suffisamment rayonner au-delà de leurs étroites limites : elles *« ont manqué de moyens pour être transformées en bases offensives »*.

2.2.6 La logistique française

Elle est fortement marquée pendant la guerre par trois caractéristiques qui contribuent à l'alourdir, alors que l'efficacité repose sur la vitesse et la réactivité :

- l'éloignement de la métropole (délais de transport : 2 mois) et l'approvisionnement des troupes françaises par les États-Unis ;
- l'équipement des forces à l'européenne, ce qui génère des besoins considérables (4 kg/homme/jour en période « calme » et jusqu'à 10 kg/h./j. en période d'opérations actives, contre 1,5 kg pour le Viêt-minh) ;
- la rareté des voies de communication et l'insécurité générale sur la plus grande partie du territoire allonge encore les délais d'approvisionnement.



[Source : © ECPAD]

Ravitaillement d'un poste.

Les différents paramètres se cumulent pour accroître les difficultés. Des besoins élevés, des équipements nombreux, des conditions d'acheminement aux unités incertaines par voie terrestres : la distribution et le soutien sont déficients et, paradoxalement, les formations sur le terrain ont le sentiment d'être démunies alors que leur supériorité matérielle sur l'ennemi est avérée. Pour pallier cette difficulté tout en restant dans le cadre des besoins définis, il est de plus en plus souvent fait appel à la voie aérienne, mais les appareils ne sont pas assez nombreux. C'est la quadrature du cercle : le corps expéditionnaire est conçu comme une armée européenne moderne, mais est contraint à une rusticité qui n'est ni voulue, ni désirée par la plupart des unités. Enfin, la guerre est aussi conduite dans les conditions financières du temps de paix, avec un budget annuel soumis aux fortes contraintes financières d'une métropole en pleine reconstruction économique. Il est demandé aux armées d'évaluer d'une année sur l'autre les besoins, sans erreur prospective, car une fois les crédits votés, ils sont quasiment figés.

2.3 Qualités et faiblesses des forces armées françaises

Le CEFEO souffre de deux faiblesses essentielles : l'insuffisance chronique des effectifs, déjà plusieurs fois soulignée, et leur manque d'adaptation à la guerre qu'il faut conduire.

Inadaptation au pays.

Cadres et hommes débarqués en Extrême-Orient ignorent généralement tout du pays et font leur apprentissage sur le terrain, par expérience personnelle nécessairement longue et coûteuse. Le commandement, au fur et à mesure des années, s'efforce d'écrire des *guides à l'usage des cadres* arrivant en Indochine et de prévoir une (trop brève) période d'adaptation intellectuelle, physique et morale. Mais les besoins sont tels que cette ultime préparation avant l'engagement est souvent sacrifiée et les unités jetées dans la bataille peu après leur arrivée, alors que cette « mise en condition », pour reprendre l'expression aujourd'hui en usage, aurait le plus souvent permis d'éviter de longs et parfois

fâcheux tâtonnements. À cela s'ajoute une organisation générale trop lourde et l'équipement généralement inadapté des bataillons.

Ignorance de l'adversaire et de la guerre révolutionnaire qu'il réalise.

Au lieu de rassembler les expériences accumulées au long de neuf années de guerre et de les enseigner dans les écoles de formation métropolitaines, la France s'est trop souvent contentée d'y poursuivre l'étude de la forme de guerre envisagée comme probable en Europe, en espérant qu'à partir de ces « fondamentaux » les officiers, les sous-officiers et les hommes seraient susceptibles de s'adapter rapidement. Il eut été préférable, sans doute, de mettre sur pied résolument une « armée d'Indochine », avec ses cadres, ses troupes spécialisées et ses propres centres de formation. L'armée française n'y aurait pas perdu, au contraire, comme en témoigne un commandant de territoire s'adressant à l'un de ses commandants de bataillon : « *Je voudrais bien vous donner le commandement de ce secteur délicat, je serais sûr au moins que tout y marcherait bien alors que je suis très inquiet à l'idée de le donner à ce lieutenant-colonel qui arrive de France et ignore tout du pays. Mais je ne peux tout de même pas donner un secteur à un capitaine. Saïgon ne l'accepterait pas.* » Une telle mesure ne pouvait en effet être envisagée. Il est probable cependant que certaines armées étrangères, aux modes de fonctionnement plus adaptés, s'y seraient résolues, quitte à autoriser provisoirement le port des galons de lieutenant-colonel à un capitaine, le temps de sa mission²⁶.

Les règles de l'administration du temps de paix conservent tout leur rôle et l'on en reste au principe de gestion égalitaire. Toute l'armée française « défile » en Indochine pour les vingt-sept mois réglementaires au fur et à mesure des relèves, sans apprendre véritablement à connaître le pays, souvent sans comprendre les règles de la guerre que l'ennemi lui impose. Quant aux volontaires qui se passionnent pour le problème, ils sont incompris, voire rejetés, parfois même suspectés.

²⁶ Les autorités militaires britanniques, coloniales ou éloignées de la métropole, conservent à cette époque la possibilité de « *zinguer* », de leur propre initiative, tout officier dont elles estiment qu'il est le mieux à même d'assurer une responsabilité particulière en opérations.

2.3.1 Organisation et physionomie des forces françaises

Une valeur qui décroît

« Cette guerre repose sur l'infanterie. Or sa valeur, au lieu d'augmenter avec l'expérience acquise, ne cesse en général de décroître ». En décembre 1946, les 15 000 hommes stationnés en Indochine du Nord résistent victorieusement à l'agression viêt-minh puis, avec quelques renforts, le chassent du Delta et le poursuivent en Haute et Moyenne région. Cette force comprend nombre d'anciens de la 9^e Division d'infanterie coloniale ou de la 2^e Division blindée, bien instruits et très bien encadrés. Or, il est peu probable que, quelques années plus tard, 15 000 hommes rassemblés au hasard en Indochine aient pu obtenir pareil résultat. Les causes sont multiples.

La moyenne d'âge des cadres augmente et ils supportent moins bien les fatigues de la campagne et du climat. Au fur et à mesure des années, paradoxalement, ils sont dans leur majorité, moins bien adaptés aux exigences de leurs missions. Les échecs qui se produisent en particulier pendant la campagne du Laos en 1953-1954 s'expliquent presque uniquement par la fatigue et l'ignorance du pays d'officiers trop vieux, auxquels on a confié un commandement difficile parce que « *c'était leur tour* », et que l'on a envoyés en opération à peine débarqués de France.

L'infanterie est également usée.

La métropole gère les effectifs en fonction de critères purement hexagonaux, et non par rapport aux besoins indochinois. Après quelques mois de campagne, les hommes effectivement disponibles sont de moins en moins nombreux et les compagnies comptent rarement plus d'une centaine de combattants, auxquels on demande de remplir les mêmes missions opérationnelles que lorsqu'elles étaient allouées à leur effectif théorique. Ces hommes sont moralement et physiquement éprouvés.

Moralement, car l'on n'a jamais véritablement su leur donner « *des raisons de se battre* », ni protéger leur moral. Ils finissent par douter de leur pays, en raison des manifestations hostiles à la guerre qui s'y déroulent, des déclarations péremptoires des hommes politiques, ou de l'accueil réservé aux représentants

de l'adversaire officiellement reçus. Après la période de commandement en chef du général de Lattre, qui parvient à insuffler à tous une volonté positive, active, des cadres de plus en plus nombreux n'osent espérer la victoire et craignent l'effondrement moral de l'arrière ou l'abandon de la métropole. Or une armée ne se bat vraiment avec fougue et avec cœur que si elle sait avoir la confiance de ses autorités et partager le même espoir dans la victoire. Quant aux Vietnamiens, s'ils font généralement leur devoir avec courage et héroïsme, ils ne sont pas systématiquement animés d'un véritable enthousiasme et se perdent parfois dans des querelles locales ancestrales qui mobilisent une attention et une énergie considérables. Ceux qui étaient fidèles à la France sont progressivement déçus et le jeune gouvernement vietnamien, qui peine à obtenir leur confiance, ne leur offre guère plus de raisons de se battre que le gouvernement français.

Physiquement. Cadres et hommes sont las, surchargés de missions statiques et mobiles. Leurs tâches sont si multiples que le repos et la récupération deviennent inconnus. La situation est aggravée par le fait que toutes les unités ne sont pas toutes de même valeur militaire : les chefs ont souvent tendance à faire appel aux mêmes bataillons, auxquels ils font davantage confiance et dont ils exigent beaucoup. Ces formations se trouvent presque sans cesse en opération et ne compteront qu'une dizaine de jours de repos par an : même les compagnies les plus aguerries se fatiguent. Le Viet-minh est parfaitement conscient que, « *si en plus nous avons eu le temps de leur donner un peu de repos, leur efficacité aurait été largement accrue* » : il érige l'usure du CEFEO en principe d'action²⁷.

Une instruction négligée faute de temps.

Les effectifs venus de France sont souvent trop rapidement instruits et n'ont pas reçu une formation adaptée, tandis que les hommes recrutés sur place (de plus en plus nombreux avec le « jaunissement » des unités) font la plupart du temps leurs classes au feu. À tel point qu'en 1951, un bataillon formé en moins de 4 mois et composé aux trois quarts de nouvelles recrues paraît exceptionnellement bien instruit parce que les quatre mois ont pu, exceptionnelle-

²⁷ « *La fatigue est le point faible de l'ennemi, à cause de son moral médiocre* ». Manuel de guérilla viêt-minh saisi par les troupes françaises lors d'une opération.

ment, être consacrés à l'instruction : sa discipline de feu, ses aptitudes manœuvrières, l'efficacité de son tir sont jugés supérieurs à celles d'autres unités, formées de « vieux » soldats comptant déjà de plus longs états de service. Dans ce contexte, les unités régulières du Viêt-minh, qui passent jusqu'à huit mois sur douze à l'instruction dans ses zones de repli de la rébellion, surclassent en général l'infanterie métropolitaine ou autochtone, surtout dans le combat de nuit, que les Français subissent quand il leur est imposé mais qu'ils ne recherchent guère parce qu'ils ne l'ont pas étudié. « Usure de l'infanterie et manque d'instruction expliquent que nous ne puissions nous passer de la sacro-sainte "combinaison des armes", que nos unités se sentent peu sûres d'elles et aient un rendement médiocre en terrain difficile ».



S'affranchir des axes...

En résumé, adapter davantage les unités, les rendre plus mobiles (utilisation de l'hélicoptère), les habituer à s'affranchir des axes (rusticité), les instruire convenablement à leur arrivée sur le théâtre mais aussi pendant leur long séjour sur le territoire, leur donner confiance en elles-mêmes et les débarrasser de la quasi-dictature de la « combinaison des armes », qui fait qu'un fantassin ne peut plus agir s'il n'est pas systématiquement appuyé par des équipements lourds et modernes.

Une organisation bien souvent défectueuse.

Si le bataillon a été organisé sur le type quaternaire, le Groupement mobile (GM) n'a pas été rendu apte à opérer hors du Delta ; il reste trop lourd, trop dépendant des axes. Or, à partir de 1952, il faut recourir systématiquement aux GM pour faire face à la guerre de mouvement que le Viêt-minh a engagée dans les « grands vides ». Jusqu'à la fin du conflit, le CEFEO ne disposera jamais des forces suffisantes, entraînées pour la brousse indochinoise, qui seraient nécessaires²⁸.

« Nous sentons bien aussi que l'organisation de nos forces doit correspondre à celle du Viêt-minh. Des progrès importants sont réalisés dans ce sens ». Face aux « unités populaires » régionales et locales, le commandement met sur pied des milices, des forces supplétives et (trop tardivement) des maquis. C'est un succès quand il s'adresse à des communautés ethniques ou confessionnelles organisées... C'est un demi-succès quand il a affaire à des populations moins dynamiques, n'ayant pas d'identité forte, mais qu'il peut encore efficacement protéger comme ce fut le cas avec les milices villageoises du Tonkin jusqu'à ce que le Delta soit « pourri ». C'est un échec quand il s'agit de masses peu motivées (effondrement des autodéfenses tonkinoises en 1954).

Face aux troupes régionales ennemies, les Français déploient les troupes « en secteur ». Mais « le caractère trop « régulier » de ces unités, leur fréquente absence de liens et de contact avec la population, les rendent souvent mal adaptées à ce genre de tâche ». Elles sont cependant appuyées par les compagnies de supplétifs recrutés localement qui leur sont adjointes. Une initiative intéressante est lancée en ce sens, en 1953, par la jeune armée vietnamienne qui crée des bataillons légers. Mais, par défaut de cadres, les résultats ne sont pas à la hauteur des attentes.

Face aux unités régulières du Viêt-minh, le commandement dispose des forces mobiles, françaises ou des États associés. L'état d'usure, le manque d'instruction et l'inadaptation fréquente des premières

²⁸ On est interpellé par le fait que, sur les quelques 5 000 hommes engagés entre le 6 et le 8 octobre 1950, à Dong Khe, au Tonkin, le CEFEO perd 3 200 hommes, mais que la grande majorité des troupes qui échappent à l'étreinte viêt-minh est en quasi-totalité constituée de gومiers marocains, particulièrement endurants, rustiques et manœuvriers (1 500 gومiers sur 1 800 survivants). Les conditions tactiques de l'engagement expliquent en partie ce bilan, mais les qualités foncières de ces unités y jouent également un rôle considérable.

ont déjà été soulignés. Les secondes présentent sensiblement les mêmes défauts, car elles ont été formées à l'image des troupes françaises. Elles souffrent également d'autres handicaps qui proviennent de leur croissance trop rapide, dans des pays sans véritable tradition militaire. Leurs cadres officiers, affirme Hogard, n'ont généralement pas encore acquis ce sens du service et de l'honneur militaire qui soutient une armée, à défaut d'une idéologie dynamique. Trop vite engagés, ils sont chargés de responsabilités trop lourdes avant d'avoir acquis une véritable expérience et fait leurs preuves et restent marqués par des préjugés ancestraux : « *Au Vietnam, ils sortent trop souvent de la bourgeoisie et l'on ne fait pas assez appel comme le Viêt-minh aux éléments ardents de toutes les classes de la société* ». Une importance trop grande est accordée à l'instruction générale, qui devrait passer au second plan pour privilégier la formation morale et tactique dans une armée improvisée dans l'urgence. Enfin, à l'image de l'armée française, l'armée vietnamienne est officiellement voulue « apolitique », alors que la guerre qui lui est imposée sur son sol est d'abord politique et que l'enthousiasme ne saurait naître qu'avec un projet clair, adapté à la menace.

Pour renforcer cette armée nationale naissante, l'une des solutions retenues fut de détacher des cadres français dans les différentes unités. Cette méthode exige beaucoup de doigté, pour ne pas frustrer les jeunes indépendances, et les métropolitains sélectionnés, en petit nombre, doivent être choisis parmi ceux qui connaissent le mieux les usages et la psychologie de leurs hommes, qui parlent leur langue, qui consentent à porter leur uniforme, qui s'adaptent et s'intègrent vraiment. Là où l'expérience a été tentée dans de telles conditions, elle réussit, officiers et sous-officiers français sont admis, respectés, voire aimés. Leur présence valorise singulièrement leurs unités d'affectation. Mais, la plupart du temps, les préjugés et la routine interdisent de réaliser ces conditions, les services centraux désignent des cadres ignorant tout de leur nouveau milieu, parfois inaptes de caractère et l'on a vu des affectations prononcées pour « débarrasser » une unité opérationnelle d'un élément indésirable... Très peu d'attention est portée aux conditions particulières d'évolution du moral de ces troupes et le commandement les utilise en fonction de ses seules urgences, sans toujours respecter leur personnalité ou leurs aptitudes particulières.



[Source : © ECPAD]

Stagiaires de l'école des commandos lao.

L'expérience n'est donc, au mieux, qu'un demi-succès dans l'armée vietnamienne. Elle est plus réussie au Cambodge et au Laos où une stabilité supérieure des affectations et une adaptation plus grande des cadres sont recherchées.

2.3.2 Quelques remèdes

Tous les défauts des forces françaises n'auraient pas pu être corrigés, mais certains auraient pu être atténués.

Avant tout, il eut fallu augmenter et protéger le moral des troupes, mais le préalable était que dans l'hexagone même la situation réelle, les enjeux du conflit aient été clairement affirmés et que le défaitisme (on trouve parfois dans les correspondances des soldats le mot « *trahison* », ce qui témoigne de leur ressenti) ait été combattu.

En débarquant en Indochine, Hogard percevait rapidement le décalage entre ce qui lui a été dit à Paris et la situation qu'il découvre sur le territoire : il constate que personne ne sait clairement où se situent les zones amies et les zones ennemies, que nulle part il n'existe un front au sens classique du terme. A l'intérieur des zones censées être sous contrôle, l'ennemi parvient à maintenir des « îlots de sécurité », nombreux et reliés entre eux. De jour, la situation peut sembler maîtrisée, mais de nuit c'est une toute autre affaire. Parallèlement, les moyens d'action contre les zones contrôlées par le Viêt-minh manquent, différence qui engendre une asymétrie aux dépens du CEFEO, non plus seulement au seul plan militaire, mais dans le cadre plus large d'une pacification effective : « *Une formation politique et psychologique eut ensuite été nécessaire pour donner à tous les cadres au moins et si possible aux hommes le désir de conquérir et de garder l'amitié de la population et leur apprendre comment y parvenir* ».

Hogard insiste : le contingent français aurait eu besoin d'un nombre plus élevé de spécialistes du pays, de ses populations, de l'action psychologique, pour retourner contre l'adversaire les armes mêmes qu'il utilise. Grâce à ces spécialistes, la mise en œuvre « d'offensives » contre le moral adverse, de « défense » du moral des troupes et des populations amies, de recherche du renseignement et de conservation du secret aurait pu être exécutée en parfaite cohérence avec le projet politique global au niveau supérieur

d'une part et les actions tactiques au niveau subordonné d'autre part. Cette cohérence d'ensemble n'a jamais pu être obtenue.

2.4 Quelques réflexions

L'armée française, estime Jacques Hogard, sait pourquoi elle a été frustrée de sa victoire : « *l'irrésolution a caractérisé la conduite de la guerre et n'a pas permis de réaliser ni les conditions politiques qui permettent de vaincre avec un minimum de moyens militaires, ni les conditions militaires, d'autant plus exigeantes que les conditions politiques sont incomplètement et mal remplies* ».

Cette irrésolution dans la définition de l'objectif final recherché a eu les conséquences suivantes :

- face à un ennemi monolithique, étroitement encadré, la France s'est engagée dans le combat en ordre dispersé sans réaliser de front cohérent ;
- face à un adversaire totalitaire, la France a éparpillé les responsabilités politiques et militaires ;
- face au communisme, dont la force idéologique charpente toute l'organisation, décidé à vaincre par tous les moyens, les autorités ont pêché par excès de libéralisme naïf, oubliant l'enjeu véritable de la lutte (les populations), insuffisamment défendu le moral des arrières en France et en Indochine. Le caractère total, entier, de cette nouvelle forme de lutte imposée par l'ennemi, qui sait conserver l'initiative stratégique et politique, a été méconnu et ses aspects politiques, psychologiques et sociaux n'ont pas été pris en compte.

Dès lors « *nous avons été amenés à demander surtout le succès à l'action militaire. Et nos forces ont dû tout faire* » : protéger la population pour lui laisser le libre choix, garder tous les points, axes et zones sensibles, étendre son influence aux zones viêt-minh, poursuivre ou détruire l'ennemi qui se reformait sans cesse, monter la garde aux frontières de la Chine. Mal servies par un renseignement défectueux et handicapées par leur absence de préparation, les troupes étaient trop peu nombreuses pour venir à bout d'une tâche aussi écrasante. « *De 1945 à 1954, la métropole a toujours consenti les moyens*

indispensables pour "faire face". Elle n'a jamais donné ceux qui auraient permis de créer une "marge" suffisante entre nos moyens et ceux de l'ennemi pour pacifier le pays par "submersion" du territoire et choc psychologique sur la population ». Or une telle « politique du nombre était concevable », voire indispensable, « elle était même la seule qui permette de venir à bout de l'ennemi révolutionnaire quand on s'est laissé surprendre et que les hostilités sont mal engagées ». Si les effectifs présents en Indochine en 1954 avaient pu être lancés dans la bataille en 1947, ils eussent été suffisants à pacifier le pays, tout en tenant compte qu'au-delà des seuls résultats militaires, il fallait également, avant de les retirer, détruire radicalement toute l'organisation politique ennemie et enraciner celle que la France voulait voir lui succéder. La force d'un mouvement subversif n'est en effet que marginalement dans ses unités combattantes : elle repose d'abord sur son infrastructure politique et sociale d'encadrement des populations. La « guerre révolutionnaire », au sens militaire du terme, n'est qu'une manifestation des formes prises par cette lutte. Pour vaincre, il faut détruire le parti qui l'a déclenchée et les organes subordonnés ou périphériques grâce auxquels il maîtrise le territoire et contrôle la population, mais il faut aussi venir à bout des causes profondes et des contradictions internes à partir desquelles il justifie son action.

Mais la seconde hypothèse n'a guère plus de chance d'être réalisée que la première. Pour pouvoir demander à la nation l'important effort nécessaire, il eut fallu faire preuve d'une claire et inébranlable volonté « *et oser l'informer honnêtement qu'elle était en guerre* ».

A la lumière de l'échec final de la campagne d'Indochine, les conditions de la victoire dans une guerre révolutionnaire apparaissent donc nettement. Hogard les résume ainsi :

- *Les conditions politiques* : en métropole, un pouvoir résolu à vaincre ; sur le territoire menacé, un commandement politico-militaire unifié à tous les échelons, conscient des méthodes de la guerre révolutionnaire, au minimum une parfaite unité de pensée entre civils et militaires ; une organisation unifiée et stable du renseignement ; un souci constant de mettre la population à l'abri de l'emprise rebelle, en détruisant

son organisation politique de base, et de la rallier en lui offrant une alternative adaptée, en exerçant une propagande adroite et puissante et en l'organisant en hiérarchies territoriales solides ; des alliés loyaux.

- *Les conditions militaires* : des effectifs calculés rationnellement en fonction des besoins opérationnels, de la superficie et des caractéristiques du territoire à reprendre ou à conserver, du volume de sa population, de la force militaire de l'ennemi, de ses possibilités d'obtenir et de faire entrer dans le pays une aide extérieure ; des cadres jeunes et dynamiques, des unités adaptées, bien instruites et au moral élevé, bénéficiant du renfort du nombre de spécialistes nécessaires, connaissant le milieu local et la langue ; des troupes de recrutement local en proportion aussi élevée que possible et encadrées par des métropolitains très soigneusement sélectionnés ; une organisation territoriale souple qui l'emporte sur toute autre : « *Si nous tenons compte de ces conditions, nous avons toutes les chances de réussir car la population nous préfère généralement aux rebelles* ».



A la fin de l'opération Hirondelle, la population fuit la zone vietminh sous la protection des troupes.

CHAPITRE 3

THÉORIE ET DESCRIPTION DE LA GUERRE RÉVOLUTIONNAIRE/SUBVERSIVE

« La première des erreurs à éviter est de ne pas reconnaître sur le terrain les caractéristiques de la guerre révolutionnaire ».

André Souyris-Rolland²⁹

Quintessence de la guerre subversive, la guerre révolutionnaire bouleverse la forme et les conditions de la guerre, explique Jacques Hogard : « son mécanisme et ses règles sont suffisamment neufs et efficaces pour qu'il y ait, en plus de la "guerre de la révolution", une révolution dans l'art de la guerre qui se manifeste dans la conduite de toutes "les guerres révolutionnaires locales" actuelles ».

Jacques Hogard tire, pour la première fois, une définition précise de la guerre révolutionnaire des leçons de son expérience en Extrême-Orient, et il en propose une théorie, par nature fortement connotée du fait de l'intensité des conflits de la Guerre froide, si mal nommée. Cette expression, selon lui, caractérise « la guerre de la révolution pour la conquête du monde ». Elle renvoie à « une lutte permanente et universelle, dirigée contre toutes les forces étrangères ». Ses formes diffèrent en fonction des régions où elle est appliquée, et des exigences ponctuelles de la stratégie communiste. Voilà pourquoi éclatent, ici et là, des guerres révolutionnaires « chaudes », qui ne sont que les sous-ensembles, les éléments constitutifs épars de « La » guerre révolutionnaire. L'habileté première du communisme est d'exploiter les « contradictions internes de ses adversaires en agissant chaque fois que possible par personne interposée. Il y a donc,

selon Hogard, « guerre de la révolution » et « révolution dans l'art de la guerre » : « Nous sommes en présence d'une transformation plus radicale encore que celle imposée jadis par la Révolution française aux conceptions politiques et militaires de l'époque : la guerre est devenue permanente, universelle et véritablement "totale". A nous de nous mettre à l'école de l'ennemi, de consentir les transformations et les sacrifices indispensables à notre salut et de forger les nouvelles tactiques qui nous donneront la victoire ».

3.1 Révolution dans l'art de la guerre

Le maréchal Foch écrivait : « au-dessus des armées à commander victorieusement, il y a le pays à servir pour son bonheur tel qu'il l'entend, il y a la Justice à respecter partout. Au-dessus de la guerre, il y a la paix ».

Pour les Français, et plus généralement les Occidentaux, marqués dans leurs esprits et dans leurs chairs par un passé récent mais révolu, le recours à la violence était devenu l'exception, le suprême recours. L'état normal est désormais l'état de paix, qui se caractérise par un dialogue aussi équilibré que possible entre les nations, condition de l'ordre et de la

²⁹ Frère d'armes de Jacques Hogard.

prospérité. Après 1945, la « drôle de paix », trop rapidement baptisée Guerre froide parce qu'elle n'a pas dégénéré en affrontement direct entre les deux grandes puissances, s'est faite suffisamment « chaude » pour allonger pendant de nombreuses années les listes des monuments aux morts. Mais ce n'était déjà plus la guerre comprise et voulue par l'adversaire au sens classique du terme, alors que pour les pays occidentaux le phénomène « guerre » était évidemment et par nature militaire.

Le sens pris par ce mot est désormais celui d'une offensive dans tous les domaines de la vie morale, intellectuelle, politique, économique, sociale des peuples, alors que les vieux pays européens en sont restés à une approche classique du déchaînement de la violence étatique. La guerre était conçue comme « l'heure du soldat », celle où la vie ordinaire d'un pays est suspendue par la mobilisation et où toute une population se rassemble pour se mettre au service de la nation menacée. Après les expériences traumatisantes des deux guerres mondiales la formule retenue était celle de « guerre totale ». Dans cette guerre, il s'agissait toujours d'appliquer une stratégie directe, de rechercher la destruction du corps de bataille ennemi et l'opération « décisive ». *« Il n'y a pas d'autre stratégie que celle qui assure la victoire par la bataille »*, disait Foch. Ce fut Ypres et Verdun, Stalingrad et Cassino. La tactique employée était également directe : il fallait forcer les lignes adverses ou se faire tuer sur place.

Mais une autre conception de la guerre, beaucoup plus totale et pourtant beaucoup moins « militaire », plus souple et plus nuancée donc plus délicate, a été formalisée par les penseurs révolutionnaires et leurs héritiers. La « guerre » (politique et sociale) est conçue comme l'état normal, permanent, des sociétés jusqu'au triomphe final, l'avènement de la société proclamée sans classe. La « guerre », dans ce cas, ne peut plus être seulement militaire. Elle utilise toutes les ressources imaginables, met en œuvre toutes les forces disponibles, avec pour objectif de déstabiliser, subvertir, renverser l'ordre établi.

Adoptée par tous les « barbares » modernes, cette conception de la lutte leur permet d'attaquer, de prendre et de conserver l'initiative dans les domaines les plus variés, alors que les sociétés occidentales se cramponnent à une conception juridique, moralement justifiée mais pratiquement dépassée, d'un illusoire temps de paix.

Dans ce type de « guerre », les stratégies indirectes combinées sont systématiquement privilégiées. La décision n'est plus recherchée par une bataille d'anéantissement, mais par une longue manœuvre, une sourde et lente conquête progressive de positions apparemment secondaires que l'on fait tomber les unes après les autres. Paradoxalement, la victoire idéale semble redevenir celle prônée par les souverains du XVIII^e siècle : imposer sa volonté à l'ennemi sans dilapider des ressources limitées, vaincre sans combattre. Il s'agit à tout le moins d'employer prudemment la forme militaire du « combat », de la doser savamment en complément d'autres moyens de lutte. La tactique choisie est aussi indirecte : c'est celle du pourrissement par capillarité, de la lente édification de bases amies dans les zones grignotées petit à petit.

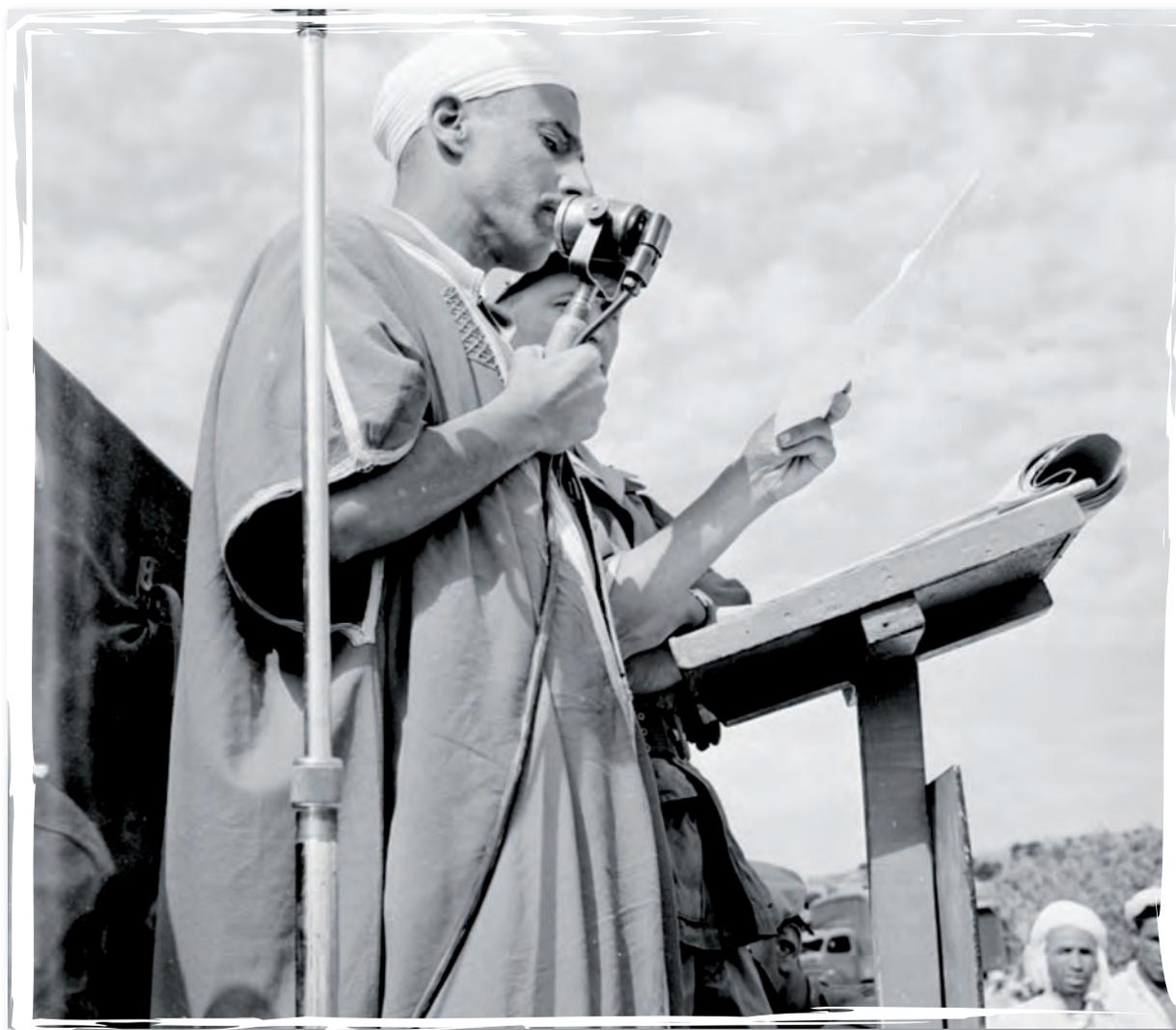
On comprend aisément quelle supériorité stratégique procure l'adoption de ce modèle de guerre, à une époque où la puissance nouvelle des armes de destruction rend absurde l'idée même de « guerre classique », dans une Europe dont les villes portent toujours la marque des destructions de la Deuxième Guerre mondiale et où chaque famille porte le deuil de ses morts de 1914-1918 et de 1939-1945. Le choix d'une action « de l'intérieur » permet d'éviter un affrontement classique à l'issue incertaine et au coût exorbitant, tout en dénonçant hautement les menaces « d'anéantissement atomique » que les « militaristes » feraient peser sur le monde. Cette méthode coûte peu à celui qui la met en œuvre, parce que cette forme de guerre trouve dans le moindre événement les arguments qui la nourrissent et donne une chance raisonnable au faible, décidé, de battre le fort, ligoté. En effet, *« la partie devient vite inégale entre l'organisation subversive et l'État à la foi tiède : l'un fait la guerre pendant que l'autre la subit, en rêvant sans cesse d'y mettre fin par un compromis possible »*.

3.1.1 La guerre subversive

Volet armé ou manifestation concrète de la guerre révolutionnaire, la guerre subversive désigne pourtant un genre de conflit rencontré maintes fois dans l'Histoire sous des formes diverses, mais porté à son paroxysme, *« mis en valeur comme jamais après la Seconde Guerre mondiale en raison de la conjonction de plusieurs facteurs »* :

- la puissance de fait d'une organisation politique fortement centralisée, qui peut s'appuyer sur les ressources de 16 pays différents et représentée dans le monde entier : le mouvement communiste contrôlé de Moscou ;
- l'efficacité redoutable de la guerre subversive revisitée par les théoriciens communistes, et dénommée « guerre révolutionnaire », qui se fonde sur l'utilisation de toutes les « contradictions internes » des sociétés occidentales, dont les causes sont analysées à l'aune du matérialisme historique et dont les conséquences sont manipulées, provoquant la naissance des mouvements subversifs ;
- une utilisation habile, systématique, des progrès techniques de diffusion « artificielle » des informations et des idées ;
- la tendance des sociétés moderne à devenir des sociétés de masse, au sein desquelles l'individu n'a plus toujours conscience de sa place et de son rôle ;
- la peur qu'inspire la surpuissance des moyens de destruction, qui incite à l'emploi d'autres formes de coercition que le feu nucléaire ou même classique.

En résumé, l'époque moderne est celle de la guerre subversive, qui peut se définir ainsi : « *guerre menée à l'intérieur d'un territoire par une partie de ses habitants – aidés et renforcés ou non de l'extérieur – dans le dessein d'enlever à l'autorité de droit ou de fait le contrôle de ce territoire ou au minimum d'y entraver son action* ».



[Source : © ECPAD]

Compagnie de haut-parleur (action psychologique) en Algérie.

La guerre subversive ne peut donc pas être réduite à la *guerre psychologique*. Inséparable de toutes les formes de conflits – classiques, nucléaires ou subversifs –, la guerre psychologique vise l'emploi d'une « technique » particulière par deux ennemis, déclarés ou non, comme on le ferait avec des moyens plus conventionnels. Elle recouvre un des aspects seulement de la guerre. La guerre subversive n'est pas non plus limitée à la *guerre idéologique*. Celle-ci désigne un conflit où les deux camps sont animés par de puissants mobiles partisans et qui peut tout autant revêtir n'importe quelle forme objective de combat – nucléaire, classique ou subversif. Quant à la *guérilla*, ce n'est qu'un mode d'action militaire qui peut être employé dans tous les genres de guerre.

3.1.2 La guerre révolutionnaire

« Cette forme de guerre subversive revisitée par les communistes est une synthèse de la pensée militaire et de la pensée révolutionnaire, de l'action guerrière et de l'action révolutionnaire ».

Avant son développement, les buts de guerre des belligérants étaient connus, généralement précis et limités. Ce type de conflit par contre veut tout, comme la révolution : le pouvoir complet, sur les corps et les esprits, d'où l'accent mis sur « l'action par l'intérieur », seule capable d'assurer un triomphe durable. Parfois, l'agression extérieure la complète, mais elle se réduit dans la plupart des exemples à une menace complémentaire que l'on fait peser sur l'adversaire. Elle ne poursuit pas nécessairement la conquête d'objectifs militaires, mais le contrôle des populations.

Dans ce type de guerre, le contrôle des foules ou des masses, devient à la fois le but et le moyen. Pour y parvenir, ses acteurs cherchent simultanément à dissoudre la société existante en l'attaquant, et construire en son sein une société nouvelle, jusqu'à ce que la seconde subvertisse la première et soit en mesure de la remplacer. Ces deux entreprises sont poursuivies au niveau moral et matériel par des techniques alternativement destructrices et constructives, dont la « mobilisation populaire » est l'arme principale, comme l'explique Mao Tsé-Toung : « *L'infériorité matérielle n'est pas grave, ce qui compte, c'est la mobilisation populaire* ». Dans la guerre classique, la force sert essentiellement à

détruire l'adversaire. Dans la guerre révolutionnaire, elle sert surtout à renforcer la cohésion de la société en construction et à accélérer sa formation. Fondée sur la conquête progressive des masses, cette guerre peut être engagée dès le temps de paix, discrètement, de façon insidieuse, et la violence n'est utilisée que si le besoin s'en fait sentir. Elle compense sa faiblesse dans une stratégie du 1 contre 10 en pratiquant la tactique du 10 contre 1, engluant littéralement l'ennemi dans un étroit maillage de pressions et de contradictions, politiques, militaires, diplomatiques, économiques ou sociales. Débutée par une guerre du faible au fort au cours de laquelle les rebelles esquivent systématiquement les affrontements directs, ses combattants augmentent peu à peu leurs ressources en puisant chez l'ennemi, jusqu'au moment où le renversement du rapport de forces est susceptible de lui donner un avantage décisif. « *Le peuple doit être le grand océan dans lequel l'ennemi se noiera* », dit toujours Mao Tsé-Toung.

A l'origine, il y a la guerre révolutionnaire, conduite par le mouvement communiste et définie comme « *totale* », « *permanente* » et « *universelle* »³⁰. Elle est déclinée en « *des guerres révolutionnaires locales* », qui sont de véritables miniatures de la « grande » et ne peuvent être comprises et appréhendées que dans ce cadre. Des guerres subversives « *chaudes* », qui en vertu du vieux principe selon lequel « *les ennemis de nos ennemis sont nos amis* » peuvent même paraître non communistes, sont parfois instrumentalisées pour opposer les autorités légales à ses alliés, et créer (ou approfondir) des divergences entre eux³¹. Le mécanisme et les règles de ces guerres sont suffisamment neufs et efficaces pour qu'il y ait, en plus de la « *guerre révolutionnaire* », une véritable « *révolution dans l'art de la guerre* ».

³⁰ Pour Jacques Hogard, la guerre révolutionnaire est totale car elle « *vise l'homme dans son cœur et dans son esprit comme dans son corps* » ; elle est permanente car le communisme est une lutte de tous les jours et qui prend du temps ; elle est universelle car la subversion – de quelque nature qu'elle soit – n'est pas cantonnée à des frontières.

³¹ Jacques Hogard fait référence à la guerre d'Algérie. Les rebelles ont été soutenus par les communistes, bien qu'ils ne le soient pas eux-mêmes, mais les forces légalistes n'ont pas reçu le soutien qu'elles pouvaient espérer de leurs alliés, et certains ont même joué un jeu double (les États-Unis).

3.2 Techniques de conquête et contrôle des masses

A l'instar du colonel Lacheroy³², on a pu écrire que les techniques de conquête et de contrôle des masses constituent « *l'arme de base* » du communisme. Les révolutionnaires, qui les ont formalisées et mises en œuvre, sont les plus habiles à en manier les concepts et à en adapter les manifestations formelles car elles s'appuient sur une pratique et une conception militantes des évolutions collectives à laquelle ils sont formés, la dialectique marxiste et le matérialisme historique. Les sociétés et les hommes ne sont plus considérés sous un angle « spirituel », mais comme des manifestations ou des victimes d'une organisation sociale qu'il importe de maîtriser. « *Les révolutionnaires de toutes obédiences les emploient aujourd'hui plus ou moins complètement, plus ou moins habilement, et tous sont convaincus que l'objectif dont la conquête leur assurera la victoire est le contrôle physique et psychologique des "masses" »*, c'est-à-dire de la majorité de la population, en prenant soin d'y inclure les éléments les plus ardents, en particulier la jeunesse. Ainsi, « *le contrôle des masses est le moyen de la guerre révolutionnaire mais aussi le but* ».

Pour mener à bien cette conquête, les révolutionnaires cherchent à dissoudre la société attaquée et à organiser simultanément en son sein la société révolutionnaire. Pour parvenir à leur but, ils mettent en particulier en œuvre différentes techniques, utilisées parallèlement.

3.2.1 Techniques destructives et constructives

L'efficacité de ces dernières repose sur la combinaison de celles qui visent le moral, individuel et collectif, et de celles qui attaquent directement les personnes physiques. Les révolutionnaires cherchent à conditionner autant que de besoin de simples complices par leur silence, qu'il sera particulièrement difficile d'identifier ; des sympathisants actifs, qui participent

à la collecte d'informations et au soutien matériel ; des soldats réguliers et des guérilleros, voire même des « *volontaires de la mort* », véritables martyrs de la révolution dont le sacrifice exemplaire sera proposé à l'admiration du plus grand nombre. En déployant une violence progressive, il s'agit de persuader les partisans de l'ordre en place, mais aussi les masses inorganisées, de l'inanité (voire de l'injustice intrinsèque) de toute tentative de résistance au processus révolutionnaire et à un « sens » irréversible de l'histoire. Accessoirement, il s'agit aussi de paralyser les neutres de l'intérieur comme de l'extérieur et de rassurer les « *compagnons de route* ».

La dislocation

Ce procédé désigne les techniques qui visent à la destruction effective de l'ancien ordre social. Différents modes d'action peuvent être adaptés à des situations locales changeantes : la résistance passive, les grèves de diverses formes, l'émeute populaire et jusqu'au terrorisme sélectif permettent de « *couper les ponts* », c'est-à-dire de supprimer les liens et les références entre la population et des élites traditionnelles (instituteurs, médecins, etc.), susceptibles de faire comprendre l'intérêt ou l'importance de défendre l'ordre existant.

L'intimidation

La dislocation est complétée et renforcée grâce aux techniques d'intimidation : le maniement des foules par la propagande et d'importants rassemblements, qui développe l'embrigadement ; le terrorisme systématique, qui entretient l'incertitude et la peur ; le sabotage, qui pénalise indirectement les forces de sécurité ; la guérilla, qui immobilise les effectifs militaires.

Dans le terrorisme systématique, il ne s'agit pas seulement de faire disparaître par la menace ou l'assassinat telle personne hostile à la cause ou redoutable par son influence, mais de « *produire un effet psychologique à portée générale* ». Si l'on inflige à des individus représentatifs d'un groupe déterminé (banquiers, industriels, hommes politiques, fonctionnaires) un traitement ayant valeur d'exemple, c'est pour atteindre à travers eux tout le groupe, le réduire à la défensive ou l'inciter à la fuite.

³² Colonel Charles Lacheroy, *La campagne d'Indochine ou une leçon de guerre révolutionnaire*, Centre d'études asiatiques et africaines, juillet 1954.



[Source : © ECPAD]

Protection des moissons en Algérie.

Il en est de même pour les sabotages : l'incendie des récoltes ne vise pas simplement à détruire immédiatement une ressource locale, mais il interdit par exemple aux paysans de s'acquitter de leurs impôts ou les décourage rapidement de ravitailler les troupes loyalistes. Quant à la guérilla, ses véritables effets ne résident pas uniquement dans les pertes matérielles localement infligées à l'ennemi ou dans l'armement récupéré : en harcelant l'appareil administratif, policier, militaire en place, elle incite à se recroqueviller pour se protéger ; « *en provoquant une insécurité permanente, elle achève de couper la masse du gouvernement* ».

La démoralisation

A tout moment, à tous les échelons, la démoralisation des moyens politico-militaires de répression est poursuivie : négation des succès obtenus par les autorités légales, amplification de leurs échecs, scepticisme public sur l'exercice de la justice et sur l'efficacité des mesures favorables à la population, mise en doute

systématique de la bonne foi des dirigeants. On s'efforce ainsi de paralyser les représentants de l'État ou, au moins, de les faire douter de la qualité et de la pertinence de leurs actions. Cette politique est complétée par l'intoxication des neutres : ceux qui n'ont pas encore pris parti, qui pour des raisons diverses ne peuvent être terrorisés ni démoralisés dans l'immédiat, reçoivent tous les apaisements désirables et sont ensevelis sous des flots de justifications. L'essentiel est de les maintenir hors de la lutte par une véritable logorrhée verbale jusqu'au moment où leur cas pourra être tranché.

L'élimination

Chaque fois que se présente une occasion favorable, l'élimination des irréductibles est poursuivie. Lorsque l'épreuve de force, dont le succès n'était jusqu'alors pas acquis, devient possible dans des conditions favorables aux révolutionnaires, ceux-ci peuvent avoir recours aux moyens les plus radicaux : bataille d'anéantissement, liquidation physique des ennemis

de classe, procès truqués, déportations et exécutions en masse. Il n'y a jamais de pitié ou de faiblesse pour ceux qui ont résisté aux phases préalables d'intimidation, d'intoxication et de démoralisation. Les neutres impénitents sont alors sommés de fixer leur choix.

Pour en arriver à ce stade, les rebelles ont dû construire une à une les armes du succès. Simultanément à l'application des techniques destructives, les acteurs de la guerre révolutionnaire s'efforcent de mettre en place une société nouvelle grâce à la combinaison des techniques psychologiques et physiques, en érigeant des structures, des systèmes de hiérarchies parallèles qui gangrènent, subvertissent et détruisent toutes les organisations existantes.

Sélection et formation de base

Il leur a fallu d'abord trouver les éléments actifs, les convaincre de la nécessité d'agir en commun, forger leur volonté, les instruire, les mettre en place. Deux techniques sont étroitement imbriquées : *la sélection* et *la formation de base* des activistes (meneurs, orateurs, propagandistes, spécialistes d'un milieu déterminé ou d'une technique particulière), des volontaires et des cadres.

L'ensemencement

Il s'agit d'utiliser les éléments les plus déterminés ainsi formés, initialement pour noyauter, ultérieurement pour contrôler les différents milieux humains et les groupes organisés.

L'imprégnation psychologique

L'élaboration de slogans adaptés à la situation, la répétition incessante des affirmations, la reprise systématique des mêmes thèmes présentés comme des évidences par tous les moyens de diffusion, la polarisation de l'information sont au cœur de cette troisième phase.

L'encadrement

Entraînée par les activistes, quotidiennement endoctrinée, la « masse » est préservée de retomber dans son indifférence habituelle. Son engagement dans la

lutte est préparé par la technique de l'encadrement. Les hiérarchies parallèles mises en place se révèlent et commencent à jouer un rôle quasi-officiel.

L'édification

La population, qui n'était à l'origine qu'un ensemble extrêmement divers et politiquement inerte, se transforme progressivement en un groupe humain organisé et animé d'une volonté. Dans le même temps, elle est peu à peu séparée, dissociée du gouvernement légal par l'effet des techniques destructives.

3.2.2 Mécanisme des hiérarchies parallèles

Le contrôle des corps s'obtient surtout par le système des « hiérarchies parallèles ».

La population est d'abord encadrée par une hiérarchie politico-militaire (dite « *hiérarchie des comités* ») dont le caractère dictatorial est justifié par les menaces permanentes de répression et qui remplace les organisations administratives, militaires, économiques, judiciaires, sociales ou culturelles étatiques. A chaque échelon, du hameau isolé ou du pâté de maisons dans une zone urbanisée jusqu'au sommet de la hiérarchie, le pouvoir appartient à un comité dont les membres sont soigneusement choisis. Il ne s'agit pas ici de reproduire le fonctionnement des « *assemblées irresponsables* » du « *régime bourgeois* », mais de réunir tous les responsables d'un même niveau : des affaires économiques, de l'état-civil et du personnel, des questions militaires, du renseignement, de l'information/propagande et de la Justice. Cette structure assure l'unité d'action à l'échelon considéré et la subordination étroite de chacun de ces responsables à leurs chefs garantit la cohérence du système et la fidélité à la « ligne » fixée.

Cette hiérarchie souvent clandestine, pourtant déjà plus efficace que celle des autorités légales, est complétée par une seconde, indépendante de la première. En Indochine, l'armée française a été confrontée au « Lien Viet », qui regroupait toute la population dans des associations particulières suivant les catégories sociales : groupement de jeunes masculines et féminines, de catholiques

ou de bouddhistes résistants, d'agriculteurs, syndicats du caoutchouc ou des dockers, etc. L'essentiel était que personne ne puisse échapper à l'embrigadement, que chacun se sente pris dans un double maillage : une hiérarchie sociale recoupe la hiérarchie territoriale, la surveillance et est surveillée par elle, toutes deux étant en outre contrôlées de l'intérieur et de l'extérieur par la toute puissante « Sûreté » de l'organisation subversive qui les noyautent et les anime. Ce système de hiérarchies parallèles a été comparé à une double comptabilité vérifiée par deux experts-comptables : aucune « irrégularité » ne saurait lui échapper.

On comprend dès lors qu'un fils dénonce son père coupable d'avoir murmuré contre le parti, renseigné une patrouille ennemie ou simplement tué une poule dans le village pour améliorer l'alimentation familiale. S'il s'abstenait de le faire, il deviendrait complice et serait lui-même inévitablement dénoncé. La redoutable perversion de ce système, où la délation est érigée en « devoir civique » (ou social), est que le plus grand nombre en vient à considérer qu'il vaut mieux dénoncer le père plutôt que de perdre toute la famille. Chacun étant toujours susceptible d'espionner et d'être espionné, toute cellule organique est rapidement détruite et l'individu est livré sans « défenses naturelles » au pouvoir central.



Mao pendant la « Longue marche ».

Un tel système, par sa sophistication, facilite aussi l'emploi des techniques d'action psychologique, systématiquement appliquées, soigneusement différenciées selon l'âge, le groupe social, ethnique ou régional auquel elles s'adressent.

3.2.3 Techniques psychologiques

Ces techniques servent à embrigader les esprits. La propagande est la plus connue et la plus banale. D'autres apparaissent beaucoup plus redoutables et la plus originale est la pratique de l'autocritique.

S'inspirant du principe de la confession catholique (le pêcheur reconnaît ses propres fautes), mais appliquée de manière régulière et fréquente, écrite ou verbale, généralement publique, l'autocritique est encadrée par un véritable « inquisiteur », qui maîtrise les dogmes politiques et tient à la fois du prêtre, du policier et du psychanalyste. Le « pénitent » sait que sa « confession » va être attentivement écoutée, éventuellement enregistrée, recoupée avec les précédentes, avec celles des membres de sa famille, de ses camarades, de ses chefs et de ses subordonnés. Personne n'est naturellement préparé à subir ce type de manipulation. Épuisé mentalement, un individu « normal » s'incline rapidement et, croyant pouvoir sauver ce qui peut encore l'être, préfère adopter la ligne qu'on lui propose plutôt que de lutter sans cesse contre tous pour dissimuler ses pensées. Avec soulagement, il devient « l'homme nouveau » du régime.

Tous les révolutionnaires n'appliquent pas avec subtilité ces techniques mais tous s'en inspirent à des degrés divers en raison de son extrême efficacité. C'est de la conjugaison de ces différentes techniques de conquête et de contrôle des corps, des esprits et des cœurs que se servent tous les révolutionnaires pour convaincre, former de simples complices ou des combattants, imposer *a minima* une neutralité bienveillante.

3.2.4 Faut-il parler de « guerre idéologique » ?

Paradoxalement, pour Hogard, on attribue alors à « l'idéologie » de l'ennemi une importance qu'elle n'a pas. Les révolutionnaires modernes, s'ils sont persuadés de la force d'une mystique bien choisie, « considèrent l'idéologie comme moyen sans valeur propre ». En Chine et au Vietnam, ils utilisent un discours qui s'appuie sur un « nationalisme démocratique-populaire », qui plaît aux paysans asiatiques, xénophobes et souvent exploités par leur propre classe dirigeante. En Afrique du Nord, la plupart des

chefs insurgés sont des incroyants ou du moins des tièdes qui « utilisent » l'Islam pour vaincre. De même, le mouvement communiste se dissimule derrière un discours qu'il juge adapté à la « masse » qu'il se propose de conquérir. Ce masque a l'avantage de faciliter l'assimilation progressive des nationalistes, qui deviennent peu à peu communistes sans s'en apercevoir ou doivent disparaître, et de piper les relations entretenues avec des appuis extérieurs inattendus, en particulier dans certains milieux progressistes, libéraux ou anticolonialistes dans les États occidentaux.

Les dirigeants révolutionnaires choisissent donc de développer une phraséologie « adaptée » aux masses dont ils souhaitent s'assurer le contrôle. Le paysan indochinois a pu ainsi combattre fanatiquement pour promouvoir les objectifs stratégiques de ses chefs, tout en croyant lutter pour assurer l'indépendance de son pays et offrir à sa famille un avenir meilleur.

3.3 Le mécanisme de la guerre révolutionnaire

Disposant d'un appareil de commandement efficace, habiles à utiliser les techniques qui permettent de contrôler les masses, avec ou sans recours à la terreur, les chefs de l'insurrection distinguent, depuis Trotski, cinq phases dans leur action, qui repose avant tout sur la notion de « base ».

3.3.1 L'édification d'une base

La notion de « base » désigne les zones ou régions où la population a été conquise et soumise à l'étroit contrôle décrit plus haut. Dans ces espaces, les autorités révolutionnaires disposent d'une entière liberté d'action, ses derniers éventuels ennemis sont immédiatement démasqués les habitants n'apportent plus aucune aide aux forces de l'ordre, qui ne s'aventurent plus qu'aux lisières du territoire perdu. Les chefs rebelles savent tout ce qui s'y passe et y disposent de toutes les ressources humaines et économiques, leurs troupes et leurs dépôts y sont à peu près invulnérables. La stratégie générale et la tactique mise en œuvre qui en découle servent à créer, développer et multiplier les bases, jusqu'à prendre possession de régions entières, puis du pays dans son ensemble.

Pour parvenir à cet objectif, cinq phases sont définies.

Constitution de noyaux actifs secrets d'agitation et de propagande

Ces noyaux diffusent le discours public élaboré et enveniment les « contradictions internes » de la société à détruire. C'est le début de l'organisation et de la préparation du terrain sur lequel va prospérer la guerre révolutionnaire : la population.

Mise sur pied d'organisations plus développées

Elles forment un réseau de plus en plus dense de renseignement et de structuration de l'opposition, aident les réfractaires, isolent, intimident et déconsidèrent les adversaires, noyautent les associations de tous ordres et les rouages de la société à détruire. Simultanément, elles développent et entretiennent un climat favorable à la révolution par des mouvements de grève et des manifestations pacifiques ou violentes.

Création de bandes armées qui passent à l'action

Elles développent des sabotages, font régner la terreur dans certaines zones jugées stratégiques par l'élimination des adversaires les plus dangereux. La guérilla apparaît tandis que la propagande et l'action psychologique se font plus dures.

Création de « zones libérées »

C'est dans ces zones que les autorités insurgées cherchent à installer un gouvernement insurrectionnel, afin de donner à la révolution une apparence légale, une audience et un prestige international. Les unités régionales apparaissent et se développent grâce au recrutement local, tandis que les propagandistes armés, partout présents, dosent savamment pressions, persuasion et terreur pour élargir le fossé entre « masses » et « élites », pour engager et compromettre les populations au regard du gouvernement central. A la fin de cette phase, apparaît une armée régulière, la « force principale de combat », qui achève de donner une apparence légale et légitime à l'action.

La lutte peut alors entrer dans sa dernière phase : la contre-offensive générale

L'effort principal est dirigé contre la résistance morale des troupes et du pouvoir adverse ; la révolution combine adroitement les opérations néo-classiques de son corps de bataille avec l'action des guérillas, pour aboutir à la « contre-offensive générale », plus politique et psychologique que militaire. L'idéal est de parvenir à développer une « contre-offensive » sur le modèle de celle organisée par le parti communiste en Chine en 1949, lorsque les forces du pouvoir se décomposaient littéralement et que les troupes révolutionnaires s'emparaient de tout le territoire sans difficulté et presque sans perte, tous les attentistes s'engageant dans les rangs de l'armée rouge dont la victoire ne faisait plus de doute.

Ce schéma est infiniment souple, il est possible de passer d'une phase à l'autre très rapidement ou de revenir à une phase antérieure si la situation l'exige. L'expérience prouve même qu'il est rarement besoin d'aller jusqu'au bout des cinq phases pour parvenir au but. Ce découpage peut donc paraître un peu artificiel, mais la distinction est importante entre les deux premières phases – durant lesquelles la guerre révolutionnaire, bien qu'engagée, n'est pas encore violente, se fait discrète et n'est encore traitée que par les autorités civiles – et les trois dernières – où l'on fait, bien tard déjà, appel aux militaires. La faiblesse intrinsèque des gouvernements légaux saute aux yeux : la dualité du commandement dans le temps et l'espace, alors que la guerre révolutionnaire est une de bout en bout et que son commandement est unifié à tous les échelons.

Le danger de « disséquer », de « saucissonner » ainsi en phases distinctes les réponses apportées à la guerre révolutionnaire est de ne plus en saisir la cohérence, la continuité et le rythme. Or ceux-ci présentent une grande diversité.

Il semble qu'on approche de plus près la réalité du phénomène en définissant trois processus essentiels selon lesquels s'organisent, à chaque instant, toutes les activités déjà étudiées.

Cristallisation

Il faut être attentif au rythme du ralliement des volontés autour des motifs communs de lutte. Il est évidemment progressif et se renforce constamment

par le double jeu de l'attaque du moral de l'adversaire et l'imprégnation psychologique de la masse. Le rythme de cette expansion varie selon le degré de cristallisation déjà atteint et les réactions de l'adversaire : périodes d'expansions, périodes de durcissement.

Organisation

Il faut y inclure l'instauration et le fonctionnement des hiérarchies parallèles, puis leur plein rendement dans les zones de partisans et les bases d'appui.

Militarisation

Il faut entendre la mise sur pied et la mise en œuvre simultanée d'un appareil de plus en plus complexe, engagé au fur et à mesure de sa création ; organisation et engagement des unités vont de pair. D'abord limitées aux équipes d'action, peu à peu étoffées et rassemblées en bandes locales, les forces armées s'appuient de plus en plus sur la population armée (milices d'autodéfense) et se différencient en unités territoriales et d'intervention.

La situation générale d'une guerre révolutionnaire peut être appréciée et définie par le degré de développement de chaque phase à l'instant considéré. Inversement, une fausse appréciation de la situation peut être donnée si l'on ignore ou si l'on évalue de façon erronée le niveau de développement de certains processus.

Par exemple, si la population d'un territoire paraît sensible aux thèses révolutionnaires mais si elle n'est pas encadrée par des hiérarchies parallèles efficaces et si elle ne dispose pas d'un bras séculier proche, une occupation militaire suffisamment dense et adroite sera en mesure de renverser la situation (*cristallisation bonne, organisation et militarisation faibles*).

Au contraire, si la majorité de la population est acquise à l'idéologie révolutionnaire, si des responsables clandestins sont en place aux échelons essentiels (*cristallisation et organisation forte*), mais si l'appareil militaire révolutionnaire est rudimentaire ou gauchement manié (*militarisation faible*), la situation objective ne sera pas aussi favorable, le « pourrissement » ne pourra pas être entrepris aussi facilement que pouvait le faire croire une étude superficielle du facteur « ennemi » entendu au sens classique.

3.3.2 L'armée populaire : socle des opérations

Dans le domaine militaire, les théoriciens de la guerre révolutionnaire considèrent que tout individu doit être un combattant. Grâce à ses techniques, le commandement procède à la « mobilisation populaire » en enrôlant dans différents types d'unités ou d'organismes toute la population en son pouvoir. Il se forge ainsi deux instruments à peu près parfaits : l'armée populaire et un système tentaculaire de renseignements.

L'armée populaire

Elle regroupe toute la population sous contrôle mais les différentes missions sont réparties entre les trois catégories du peuple mobilisé : troupes populaires et guérilleros, forces régionales (plus performantes), force principale ou armée régulière (corps de bataille). Le système est très souple, le personnel passe facilement d'une catégorie à l'autre. Cette armée est bien renseignée, puisque tout le monde renseigne, sans vaine distinction entre politique, économique ou militaire, intérieur ou extérieur. De même la logistique fonctionne à merveille car elle enrôle tout le monde. La mobilisation populaire fournit donc une armée solide, qui plonge ses racines dans le peuple et en tire une grande force. L'organisation militaire sert surtout à durcir la société révolutionnaire en cours de construction, à la discipliner et à lui imposer le sens du sacrifice.

La solidité des arrières

Bien armé, parfaitement renseigné, l'ennemi révolutionnaire applique l'un des premiers principes de Lénine dans la conduite de la guerre : la solidité des arrières.

Il cherche à la fois à préserver les siens et à gangréner ceux de son adversaire. Il lui est facile de préserver ses bases, inaccessibles, à peu de frais. Pour « pourrir » les arrières de son adversaire hors du territoire en lutte, il n'hésite pas à s'allier à tous ceux qui, *in fine*, peuvent travailler pour lui. Dans les vastes zones d'affrontement, il utilise les techniques déjà décrites : guérillas, guerre de mouvement. Pour l'une comme pour l'autre, le succès repose au préalable sur la conquête des populations. Les opérations sont alimentées de façon très souple car la logistique est aussi « populaire ».

La guérilla sert à créer, développer et multiplier les bases et la guerre de mouvement n'est en un sens qu'un élargissement de la guérilla à une plus grande échelle. Elle n'apparaît que lorsque l'armée régulière a pu être constituée, formée, entraînée, c'est-à-dire quand des zones libérées sont suffisamment sûres, mais les forces régulières n'agissent autant que possible qu'à coup sûr, elles ne sont très rarement risquées dans des combats incertains. Dispersée et insidieuse au début, la guerre révolutionnaire s'achève par l'abandon de l'essentiel du territoire et, souvent, en une seule grande bataille que le gouvernement légal a perdu d'avance.

3.3.3 Ces « réponses » qui ne résolvent rien

Les caractéristiques de la guerre révolutionnaire permettent d'écarter certaines tentations. Il peut être tentant de négocier avec l'adversaire, mais la négociation accroît le prestige des rebelles et par conséquent leur pouvoir sur les populations. Par ailleurs, les clauses d'un accord initial ne sont jamais observées et l'adversaire obtient vite par son travail de pourrissement – qui peut s'accélérer grâce aux nouvelles facilités que lui sont accordées et la diminution de la confiance dans le gouvernement qui en résulte – ainsi que par la simple menace de reprendre par les armes, ce que la violence n'avait pu lui donner. En fait, la négociation déclenche la véritable « contre-offensive générale », parce qu'elle accélère la conquête des masses et affecte le moral des forces et des populations amies. L'expérience prouve que traiter avec les rebelles équivaut à abandonner rapidement les populations, dont les autorités ont la charge et qu'elles ont promis de conduire vers un avenir meilleur, à l'arbitraire d'une dictature³³.

³³ Ces réflexions sont largement inspirées du contexte historique de la Guerre froide, comme l'explique Jacques Hogard : « *Impossible de ruser avec le communisme. On peut être son complice ; mais alors, ou bien l'on devient communiste par l'engagement dans l'action – combien de « compagnons de route » ont éprouvé que l'action selon les méthodes communistes et en compagnie des communistes menait au communisme : nationalistes vietnamiens de 1945, chrétiens progressistes de Pologne et de Chine, certains prêtres ouvriers de France... On ne saurait s'en étonner puisque le communisme n'est qu'un guide pour l'action – ou bien l'on est tôt ou tard rejeté, condamné, physiquement liquidé. Il n'y a pas de coexistence pacifique possible. Si elle se produisait, cette "coexistence" ne serait qu'une pause – mieux, une ruse. Le communisme poursuit la destruction de tout ce qui n'est pas lui-même. S'il en était autrement, il ne serait plus le communisme ».*

La guerre révolutionnaire étant universelle, elle peut cesser sur un territoire mais redoubler ailleurs. Or il vaut toujours mieux se battre aux avant-postes plutôt que sur la position de résistance ou, si nous cédonc toujours, dans le « réduit ».

Guerre « caméléon » comme aurait pu dire Clausewitz, qui sait parfois se faire insidieuse au point que les autorités se croient encore en temps de paix et se cramponnent à une législation périmée et dépassée. Et pourtant guerre totale, universelle, et permanente. Voilà, pour Hogard, la guerre révolutionnaire.

Evidemment, il est tentant aussi « *de vouloir supprimer les contradictions sur lesquelles l'ennemi fait prospérer sa propagande. Mais outre que ces contradictions sont présentes dans toutes les sociétés, il faut rappeler que l'ennemi se sert simplement de ces contradictions comme d'un outil. Les conséquences du lissage des contradictions sont bénéfiques, de la même façon qu'il est nécessaire et utile de pourchasser les bandes armées ennemies. Mais la victoire ne sera obtenue que par l'acte essentiel : la destruction complète de l'organisation politique rebelle et la mise hors d'état de nuire de ses cadres. Et lui substituer la nôtre, ferme et juste, par l'action psychologique. Voilà les secrets du succès* ».

3.4 La « Médo » de la guerre révolutionnaire

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les maîtres de la guerre révolutionnaire, champions du matérialisme, ont su approfondir et mettre au point une méthode de raisonnement fondée principalement sur l'analyse des facteurs humains considérés comme primordiaux, alors que les Occidentaux, tenants du spiritualisme, continuent à raisonner en fonction des éléments matériels d'une situation donnée. Pour eux, il ne s'agit plus seulement, dans l'étude de l'ennemi, d'évaluer ses forces apparentes, son poids et son volume, mais surtout de connaître son art de conduire « sa » guerre et les méthodes qu'il emploie effectivement. Il convient de ne pas considérer seulement la forme mais le fond sur lequel repose la puissance de cet adversaire, qui s'appuie aussi sur l'apparente irréfutable logique de sa méthode de

raisonnement. Il s'agit donc de déterminer les règles générales d'examen d'une situation qu'utilisent les chefs révolutionnaires.

3.4.1 Les trois règles d'analyse de la guerre révolutionnaire

A la question « *De quoi s'agit-il ?* » du maréchal Foch, correspond le « *Que faire ?* » de Lénine. À partir d'exemples empruntés à Mao Tsé-Toung, on a déduit les règles d'examen implicitement ou explicitement utilisées par les chefs chinois, mais dont la valeur intrinsèque dépasse ce cadre national particulier. Voici ces règles.

Le cadre

Le premier facteur de la situation, le plus général, le plus stable, celui que le chef peut aussi apprécier le plus objectivement, c'est le cadre.

Les révolutionnaires ne se contentent pas de l'étudier géographiquement (dimensions, caractéristiques du territoire, climat, ressources, peuplement). Ce qui les intéresse au plus haut point, c'est l'état de la population au double point de vue économique et social. Quelles sont les évolutions des données démographiques ? D'où tirent-ils leur richesse ? Quelle est le rapport entre urbains et campagnards ? Leurs niveaux de vie respectifs ? Quelles sont les caractéristiques de l'organisation sociale, ethnique et confessionnelle ? Les influences internationales se manifestent-elles sous une forme particulière ?

Le rapport des forces politico-militaires

Le deuxième facteur est le rapport des forces politico-militaires, envisagé essentiellement du point de vue des possibilités amies et ennemies en matière de contrôle de la population : appareil administratif, judiciaire, policier et militaire de l'autorité en place ; qualités et faiblesses, possibilités de défense et de réaction, perméabilité au noyautage, syndicats, presse radios, armement, etc.

Les capacités purement militaires sont ici secondaires. Le succès des armes n'a en effet d'intérêt que s'il permet de maintenir ou d'étendre le contrôle sur la population, de desserrer ou de supprimer le contrôle ennemi.

La volonté de lutte

Ce troisième facteur est capital. Il correspond à l'appréciation de la volonté de lutte des combattants. Dans l'étude des facteurs classiques, les « forces morales » ne constituent qu'un aspect des moyens, même si certains auteurs leur accordent une place importante. Ce qui est important pour le chef militaire classique, c'est de défaire les forces ennemies organisées. Il ne pourra, il le sait, remplir sa mission si ses moyens sont insuffisants, quelles que soient leurs forces morales. Les chefs révolutionnaires au contraire semblent évaluer la volonté de lutte (ou les motifs de lutte) indépendamment des moyens. Cela s'explique si on se reporte à leurs préoccupations. Ce qui est important pour eux, c'est de bénéficier de l'appui effectif de la population : les vicissitudes de leurs moyens, et en particulier de leurs moyens militaires, ne se répercutent pas immédiatement sur l'attitude de la population, surtout si celle-ci est contrôlée par une infrastructure clandestine. A plus forte raison quand une base est créée dans un milieu favorable et que ses habitants partagent, au prix d'un certain nombre d'éliminations, les motifs de la lutte révolutionnaire, les revers militaires ne suffisent pas à entamer durablement la conviction idéologique des habitants. Observons ici que, dans une base rebelle, la victoire de l'autorité (équivalente à la destruction ou à la capture d'une armée dans la guerre classique) ne peut être obtenue que par la destruction ou la capture de la totalité des moyens révolutionnaires. *« Cela signifie soit "un dessouchage" méthodique, lent et coûteux, soit la déportation massive de ses habitants »*³⁴ pour prévenir une « rechute ».

3.4.2 Un effort permanent de transformation

Cette méthode d'analyse d'une situation de guerre révolutionnaire permet d'établir, pour une situation « globale », c'est-à-dire s'appliquant à la totalité des aspects – économiques, sociaux, politico-militaires, psychologiques – de la guerre révolutionnaire comprise dans son ensemble et non à un de ses moments ou à une de ses branches particulières, les bases objectives d'un projet d'action et de déterminer la

« ligne stratégique » à suivre. Le passage à l'exécution bouleverse les données initiales, également modifiées par les réactions de l'adversaire et par l'évolution de données mineures qui avaient pu, au début, être négligées.

Une nouvelle situation globale se dessine peu à peu et il devient nécessaire de le prendre en compte après une nouvelle analyse. Le cours de la lutte est ainsi scandé par une série de « radiographies » qui permettent *« de restituer fidèlement l'évolution profonde des phénomènes essentiels »*. L'analyse globale doit donc rester permanente. Mais *« la méthode ne vaut pas seulement pour les "moments" successifs, ceux qui appellent des décisions majeures. Elle vaut aussi pour chaque situation particulière et décisions tactiques »*.

Si cette méthode permettait seulement de déterminer le bilan des facteurs favorables et défavorables à la conquête des objectifs visés, elle serait au fond assez proche de la méthode de raisonnement classique, aujourd'hui baptisée « Médo » dans l'armée de Terre française.

Il se trouve que les éléments objectifs d'un tel bilan semblent toujours catastrophiques pour les insurgés. L'art de la guerre révolutionnaire serait-il donc de vaincre la puissance par la faiblesse ? La réponse est moins paradoxale qu'il n'y paraît, car les rebelles refusent de jouer le jeu auquel on les invite, évitent l'épreuve décisive tant qu'ils n'ont pas amélioré leur bilan et retourné la situation à leur profit. Ils y parviennent en étudiant de très près les facteurs d'environnement susceptibles de devenir favorables. Ils en tirent des conclusions qui leur dictent les premiers résultats à rechercher. La plupart du temps, il est plus important pour eux de modifier ces facteurs « périphériques » à leur profit que de risquer « le tout pour le tout » avec les seuls facteurs déjà favorables. C'est *« cet effort permanent de transformation qui donne à la guerre révolutionnaire ce rythme d'abord extraordinairement lent, jusqu'à ce que le bilan soit devenu incontestablement positif. Alors la conduite de la guerre s'accélère et devient fulgurante »*. Or, les armées classiques sont rarement adaptées à d'aussi brusques changements de rythme.

La guerre révolutionnaire se présente donc comme une lutte politico-militaire de complexité et d'envergure croissante. Ses modes d'action se sont généralement révélés supérieurs à ceux qui leur étaient

³⁴ Ce à quoi se sont essayés les Soviétiques en Afghanistan, entre 1979 et 1989 lorsqu'ils se sont trouvés confrontés au dilemme du manque d'effectifs. *« Vider l'eau du bocal pour tuer le poisson »*, selon l'expression de Mao Tsé-Toung.

opposés, mais on peut tout aussi bien considérer que ses réussites ne sont pas dues seulement à l'application de principes de guerre nouveaux, à l'emploi de l'arme psychologique ou à la valeur technique intrinsèque des armées révolutionnaires. En dépit de leur efficacité relative avérée, ces facteurs ne suffisent pas à déterminer le succès.

3.4.3 Les deux leviers de puissance de la guerre révolutionnaire

En effet, les principes classiques de la guerre s'appliquent également à toutes les guerres révolutionnaires. Aucun des prétendus nouveaux principes (solidité des arrières, moral de l'armée, nombre et qualité des divisions, armement, capacité d'organisation des cadres) ne paraît avoir une influence si grande et une portée assez générale pour servir de règle permanente de conduite. L'emploi judicieux de l'arme psychologique confère aux opérations politico-militaires une cohérence et une continuité remarquables. Cette arme toutefois peut préparer les conditions du succès et permettre de l'exploiter au maximum, mais elle ne le crée pas. L'épreuve de force, qui met classiquement en jeu des moyens de combat politiques et militaires, est inéluctable pour emporter la décision. Les forces armées révolutionnaires restent, généralement, en dépit des efforts consacrés à leur amélioration, d'une valeur technique inférieure à celle d'une bonne troupe de métier. Où réside donc la supériorité de la guerre révolutionnaire ? Dans deux leviers d'une extraordinaire puissance : la conquête de la population et la conviction idéologique.

La conquête de la population

Dans une guerre révolutionnaire, renseigner, harceler, saboter, paralyser l'adversaire est l'affaire de chacun, et non de quelques spécialistes. La population doit donc être considérée non seulement comme un objectif essentiel, un terrain de recrutement ou un appareil de production, mais aussi comme une « moyen » d'action polyvalent.

Comment parvenir à cette maîtrise du milieu humain ? Il faut d'abord le connaître. Or les dirigeants révolutionnaires sont mieux armés pour cela que les chefs occidentaux puisqu'ils en sont souvent

issus et peuvent y bénéficier de solidarités naturelles. Puis il faut détacher la population de l'autorité qui la contrôle : là, les techniques destructives et constructives précédemment évoquées jouent à plein. Parallèlement, il faut gagner à la cause des rebelles cette masse populaire (intérêt porté au sort des plus déshérités, aux problèmes quotidiens de telle couche de la population, etc.). Enfin, détachée du pouvoir légal, prêtant une oreille attentive aux nouveaux *leaders*, la population est progressivement contrôlée. Ce contrôle présente également un double aspect, défensif et constructif. Une partie de la population, avec un armement de fortune, est portée au-devant de l'ennemi, autant pour le tester que pour l'accrocher. C'est « *l'engluement* » des forces classiques, condamnées à « *donner des coups de poing dans un oreiller* ». Bousculé, le pouvoir perd de vue les provocateurs qui disparaissent dans la masse et ses coups manquent de précision, même lorsque la foule n'est pas hostile. Idéalement pour leurs chefs, les guerres révolutionnaires peuvent se terminer ainsi : la force principale de la rébellion livre des batailles d'anéantissement à un adversaire loyaliste immobilisé et déjà affaibli par la seule présence d'un peuple devenu hostile.



[Source : © ECPAD]

Grève à Alger.

La conviction idéologique (ou la guerre du moral)

Il n'est pourtant pas facile de faire jouer à la population le rôle de « bouclier de l'insurrection », de lui confier les ingrates missions de main-d'œuvre et de moyens de transport ou celles, plus exaltantes mais plus meurtrières, du guérillero et du partisan. « Elle ne participera et ne persévèrera dans son épuisant effort que dans la mesure où elle saura pourquoi elle se bat ». Les révolutionnaires ne réussissent à enrôler de plus en plus de partisans qui combattent avec une volonté toujours plus farouche qu'en construisant et en entretenant le moral ami et en détruisant méthodiquement celui de leur adversaire. Ces deux objectifs sont atteints par une série de démarches déjà décrites.

En résumé, « la guerre révolutionnaire, conflit "global", porte la lutte au cœur des sociétés comme des consciences » et s'exerce dans un domaine infiniment plus vaste que la guerre classique, à laquelle on ne peut la réduire. Le double ou triple jeu de ses techniques s'exprime en un subtil contrepoint et tend vers un seul but qui n'est pas militaire : le renversement de l'ordre établi et la prise du pouvoir. Ses succès sont certes impressionnants, mais il est aussi inexact de tenir son triomphe pour inéluctable que de sous-estimer son ampleur et de rétrécir son champ au seul domaine des armes. Une analyse complète et cohérente de la situation doit permettre de déterminer le faisceau de mesures susceptibles de rétablir la paix, au sein duquel la composante militaire joue un rôle essentiel mais non exclusif. En aucune façon, il ne saurait être question de rétablir le *statut quo ante* : « Politiques, économiques, sociales, militaires, les solutions envisagées doivent s'appliquer aux différents plans et conjuguer leurs efforts pour créer un équilibre neuf ».

L'armée peut fournir aux autorités de précieuses indications sur les problèmes à résoudre, mais il ne lui incombe pas de choisir les remèdes appropriés. Elle

peut par contre, et elle doit, éclairer sur la « mission globale », s'imprégner des mesures à promouvoir et s'engager à fond aux côtés des autres intervenants pour les faire triompher. D'où la notion de guerre totale et globale.

« Cette guerre, nous ne l'avons pas voulue ; l'ennemi nous l'a imposée ; il est libre de choisir l'endroit et le moment où son agression se fera violente (sous-entendu : Indochine hier, Algérie demain...). De l'issue de ce conflit dépendent, non seulement, notre existence mais tout ce à quoi nous tenons plus qu'à nous mêmes » : pour Jacques Hogard, la lutte contre la guerre révolutionnaire est forcément longue mais, heureusement, celle-ci présente des faiblesses. D'une part, l'arme psychologique, dont l'ennemi fait un si large emploi, est pour lui d'une mauvaise trempe puisqu'il est obligé de pervertir le sens moral des foules pour obtenir un résultat. Elle pourrait être plus efficace dans les mains des autorités légales que dans les siennes. D'autre part, l'ennemi envisage une guerre longue en plusieurs phases. Il ne tient qu'aux loyalistes de bloquer le mécanisme de la guerre révolutionnaire.

Cependant, ce résultat ne peut être obtenu exclusivement ni par les réformes, ni par les opérations militaires, ni par la négociation, mais seulement par une conjonction de tous les moyens disponibles, parallèlement à la destruction des infrastructures de base et de l'appareil politico-militaire sur lequel repose toute leur action, et qui est le secret de leur force.

Pour atteindre cet objectif, il faut d'abord consentir à des sacrifices, transformer les modes de raisonnement et l'appareil politico-militaire étatique. Le colonel Lacheroy explique : « Ce que nous avons le moins ressenti du système ennemi, c'est son unité, ses immenses possibilités. Son armée de base est un orchestre et non un instrument. Mais comme il s'agit uniquement de techniques, on peut les imiter en les rendant au passage plus vite et beaucoup plus efficaces »³⁵.

³⁵ Charles Lacheroy, *La campagne d'Indochine ou une leçon de guerre révolutionnaire*, op. cit.

CHAPITRE 4

STRATÉGIE

ET TACTIQUE ANTISUBVERSIVE : LA GUERRE DES LIEUTENANTS ET DES CAPITAINES

« Vos hommes savent se battre, mais ils ne savent pas combattre ».

André Malraux³⁶

Parce qu'une armée au combat a toujours besoin d'une doctrine et d'un règlement et que les révolutionnaires ont déjà défini les leurs, Jacques Hogard s'est pragmatiquement efforcé de proposer les éléments qui pourraient guider l'action de l'armée française, sans perdre de vue que ces méthodes « *ne sauraient constituer que des bases sur lesquelles forger notre succès. Car il repose surtout sur leur énergie et habile application. La guerre est un art simple et tout d'exécution* ».

4.1 Quatre principes fondamentaux

4.1.1 Seul le politique peut concevoir et actionner la stratégie

La guerre révolutionnaire est « une », dans l'espace, dans le temps, dans ses méthodes.

³⁶ Cité par Jacques Hogard dans ses travaux.

Dans l'espace

Il devient difficile de vaincre une telle insurrection, pour peu qu'elle se prolonge dans le temps, sans mener une action diplomatique et exercer une intense propagande à l'étranger, et surtout sans assurer nos « arrières ». Comme le font d'ailleurs les rebelles, il faut conduire une politique extérieure non pas honteuse, mais qui exprime nettement les convictions fortes du gouvernement.

Dans le temps

Souvent tenue à l'écart jusqu'au moment où les forces de police et de gendarmerie ne suffisent plus, l'armée entre en action, mal préparée, à un moment où la situation est devenue très délicate et où il lui faudrait disposer de matériels qu'elle possède rarement en dotation (car non prévus dans leur volume et leur forme). Aussi est-elle placée face à une alternative difficile : réprimer brutalement sur ordre, ce qui lui répugne ; ou bien s'accorder des délais pour découvrir l'adversaire et s'adapter à lui. Mais l'ennemi profite alors de ces délais pour augmenter ses forces ; les hostilités se prolongent ; les moyens exigés deviennent de plus en plus considérables ;

l'opinion se lasse ; un jour arrive où l'action de « pourrissement » des grands arrières devient telle que la nation, intoxiquée et désorientée, consent à une négociation qui équivaut à une capitulation. L'armée a perdu sa confiance et sa détermination.



(Source : © ECPAD)

Officier des SAS en Algérie.

Dans ses méthodes

Le soldat ne peut vaincre la rébellion par des procédés et avec des moyens exclusivement militaires. Il doit, à bien des égards, devenir lui aussi un « militant » et ne peut se passer d'une collaboration intime, à tous les échelons, avec les autorités civiles. Paradoxalement, le fonctionnement ordinaire des institutions en temps de paix ne prépare pas à cette action commune au moment opportun et de façon satisfaisante. Le temps perdu à décider de la mise en œuvre d'une forte réponse étatique au début de l'insurrection complique également cette situation, chaque département ministériel s'adaptant de manière autonome aux premières phases de la guerre.

La guerre antsubversive, telle qu'elle est perçue à l'époque, ne peut être gagnée selon Hogard que dans le cadre d'une stratégie conçue, dans l'idéal, à l'échelon de l'alliance des pays libres. Cette stratégie doit être évaluée et remaniée en permanence, sans distinction arbitraire entre « paix » et « guerre » et ne peut être que politico-diplomato-militaire.

S'il est vain de croire que l'on peut obtenir un succès rapide dans une guerre antsubversive, il l'est tout autant de vouloir vaincre par des moyens exclusivement politiques ou strictement militaires.

Plus encore que dans le cadre d'une guerre classique (où cela est déjà nécessaire), répondre à un conflit permanent, universel et total ne peut être que de la responsabilité du gouvernement : lui seul dispose de la légitimité, peut prévoir, préparer et conduire l'action publique politico-militaire. *« Ce qui est nouveau, c'est que l'état de paix n'existe plus et que les activités politiques et militaires sont étroitement mêlées. [...] En conséquence, le gouvernement doit en permanence bénéficier d'une partie au moins des pouvoirs exceptionnels qui lui ont toujours été reconnus en temps de guerre : il faut permettre à l'exécutif de mener la guerre avec autorité et continuité »*. A cette condition, les autorités de l'État peuvent faire porter l'effort simultanément au plan local et à l'étranger, renoncer aux improvisations et aux redondances qui coûtent cher, définir une politique dans tous les domaines (diplomatique, psychologique, social, économique, culturel, militaire), et s'y tenir, tout en procédant en conduite aux adaptations exigées par l'évolution de la situation. Seul le gouvernement est capable de remédier aux contradictions internes sur lesquelles l'ennemi fonde sa propagande, de transformer ses forces armées, d'intensifier l'action internationale et surtout de rendre espoir à l'ensemble de la population en exaltant et en protégeant son moral : *« Si la détermination du gouvernement dépend de celle du pays, l'inverse est encore plus vrai »*. Responsable de la cohérence de la doctrine et du programme d'action, le gouvernement a pour mission principale de définir les principes de la politique nationale et les thèmes essentiels qui permettent d'explicitier cette doctrine.

4.1.2 La défense doit associer civils et militaires à tous les échelons

Dans ce type de conflit, la défense est l'affaire de tous et dans de nombreux domaines les organismes du temps de paix doivent être réorganisés, réunis, contraints à l'indispensable action commune. *« Hiérarchie unifiée ou liaisons intimes, action psychologique puissante et conçue au plus hauts échelons, organe de renseignement unique sont les trois conditions qui permettront au gouvernement de conduire la lutte avec succès »*.

Le renseignement

Pour faire échec à un adversaire qui fait feu de tout bois en matière de renseignement, il est vital que tous les services d'État soient si possible unifiés, à tout le moins coordonnés, et que toutes les informations recueillies soient centralisées en un même point, partagées, diffusées rapidement à ceux qu'elles intéressent. L'armée, mais aussi le ministère de l'Intérieur, la Justice voire l'Économie doivent être tenus au courant, en permanence et partout, de toutes les activités ennemies, de même que chacun doit contribuer à abonder la base de données centrale.

L'action psychologique

Il est indispensable que le pouvoir dispose de tous les moyens modernes pour éclairer l'opinion et lui faire comprendre les raisons des sacrifices demandés au pays, comme pour agir sur l'ennemi et les neutres.

Or si l'importance de l'unité d'action psychologique est reconnue, elle est rarement pratiquée. La tête de chaîne, avec responsabilité directe sur l'ensemble du dispositif, doit être centralisée au plus hauts échelons, seuls susceptibles de définir les priorités, et être, elle aussi, concrètement, politico-militaire.

Liaisons intimes à tous les échelons territoriaux entre les organes du pouvoir

L'idéal théorique serait, pour faire pièce à l'insurrection, une hiérarchie unifiée administrativo-militaire, ce qui dans un État de droit moderne relève du rêve, ou du fantasme. Des états-majors mixtes, par contre, peuvent devenir une réalité : il importe peu, en définitive, que le chef de l'organisme soit le préfet ou le général ; l'essentiel est qu'il soit l'homme de la situation et qu'il dispose de subordonnés habitués à travailler ensemble, se connaissant bien et maîtrisant leurs dossiers.



[Source : © ECPAD]

Villageois et soldats.

4.1.3 Bâtir un système militaire adapté à l'ennemi et à ses méthodes

Le système retenu doit être très souple et capable de mettre à chaque instant à la disposition du pouvoir les forces dont celui-ci a besoin, sans peser trop lourdement sur la vie ordinaire du pays.

Pour y parvenir, il faut d'abord disposer d'un corps de bataille d'active étoffé, toujours équipé au plus proche du pied de guerre. Capable de remplir en permanence ses obligations en Europe, il est également en mesure de fournir les réserves immédiatement indispensables en cas de crise. Il faut en outre que la mobilisation puisse fournir rapidement les renforts nécessaires au corps de bataille. A cela s'ajoute la nécessité de disposer de troupes locales sur le terrain. La structure de l'armée idéale³⁷ serait donc la suivante : un corps de bataille d'active ; une réserve de grandes unités à noyau actif, mobilisable immédiatement en cas de besoin ; des unités locales formées de réservistes sûrs. Il faudrait prévoir d'ajouter à ces unités, en particulier dans les territoires ultramarins, des troupes supplétives.

Il faut également adapter les unités à l'action qu'elles sont susceptibles de mener. Ceci « suppose la restauration d'une véritable infanterie, nombreuse, sobre, rustique, capable de marcher à pied comme d'être transportée par avion ou hélico ; l'infanterie est redevenue la reine du champ de bataille » dans la guerre antissubversive. Cela suppose, comme en Indochine, de disposer de cadres et de troupes connaissant bien le milieu local et l'ennemi, capables d'analyser une situation nouvelle sans retard. Ils doivent pouvoir s'appuyer sur une troupe de recrutement local, suffisamment nombreuse et instruite, et de cadres de réserve préparés à cette tâche.

Toutes ces évolutions ne seraient rien, sans une indispensable « modernisation » de la législation. Remplir toutes les conditions énumérées ci-dessus serait en effet insuffisant si le cadre législatif ne changeait pas. Au prétexte que la « guerre extérieure » n'est pas formellement déclarée, faut-il admettre que le gouvernement n'ait pas les pouvoirs réglementaires nécessaires pour assurer la conduite stratégique de la guerre révolutionnaire ? Peut-on tolérer que la

³⁷ Il faut se souvenir que ces lignes sont écrites au cours des années 1950 : personne n'envisage alors que le service militaire puisse être suspendu.

trahison ou la désertion ne soient pas sanctionnées ? Doit-on se désintéresser des menaces que ferait peser une « cinquième colonne » ?

4.1.4 Faire preuve de détermination

Il ne peut pas y avoir de solution politique intermédiaire dans une guerre subversive : le pouvoir légal est condamné à la victoire ou à la disparition. Devant les formes prises par la guerre révolutionnaire sur les différents continents, les contemporains ont longtemps cru que ce type de conflit était en quelque sorte un « phénomène spontané », causé par des conditions locales particulières. Avec plusieurs de ses camarades, Hogard considère qu'il n'en est rien. La guerre subversive est selon lui parfaitement artificielle. Son origine réside dans la volonté d'une organisation politique totalitaire étrangère de conquérir le pouvoir. Elle s'empare des populations à l'aide de techniques et même une société relativement « saine » peut devenir sa proie. « Il s'ensuit qu'il est vain d'espérer trouver des solutions dans la négociation ou par des réformes ». Les chefs de la révolution, qui veulent la globalité du pouvoir, ne considèrent la négociation que comme une pause, un moyen d'accroître leur prestige auprès de la population tout en gagnant du temps pour mieux s'organiser et s'équiper. Ainsi utilisée par eux, la négociation accroît leur prestige. Les réformes destinées à améliorer les conditions de vie du peuple ne sont pas davantage une solution. « Ces réformes ne sont pas inutiles, elles sont même indispensables, mais elles sont insuffisantes : l'adversaire ne peut s'en contenter puisque c'est le pouvoir qu'il vise ». Elles sont faites trop tôt quand le pouvoir révolutionnaire est encore trop puissant, voire même dangereux. Les rebelles s'en servent pour persuader les masses que le pouvoir légitime se sent faible, puisqu'il doit faire des concessions. En s'évertuant de bloquer leur aboutissement et leur concrétisation ou en les vidant de leur substance, les rebelles contribuent ainsi à démoraliser le peuple et à le convaincre de l'impuissance de l'ordre établi à se renouveler et à progresser.

De par le caractère total de la subversion, la lutte ne peut se terminer que par le triomphe de l'un des deux adversaires, gouvernement légal ou rébellion. Il n'y a pas de moyen terme. La première règle qui s'impose dans la conduite d'une guerre contre un mouvement subversif est donc celle de la détermination. Traiter d'égal à égal avec la subversion ne met pas fin à son entreprise ; cela facilite et hâte seulement son succès.

4.2 Une tactique contre l'ennemi subversif

Les expériences vécues par les militaires français enseignent que le succès ne peut être obtenu que si toutes nos activités, politiques, économiques, sociales, culturelles et militaires, intimement intégrées et imprégnées d'un incessant souci d'action psychologique, s'exercent dans le but final de détruire l'organisation politico-militaire des rebelles et de la remplacer par la nôtre. Ce résultat ne peut être obtenu qu'à certaines conditions. En particulier, le principe de la « *concentration des efforts* », trop souvent négligé, doit reprendre toute son importance, et recevoir des applications nouvelles.

4.2.1 Une collaboration de confiance avec les autorités civiles

Avant le déclenchement des hostilités, l'armée est en mesure de retarder les effets de l'organisation subversive et de préparer le rôle qui sera le sien si les hostilités éclatent. Elle dispose pour ce faire d'une arme puissante : l'action psychologique intérieure aux forces armées.

En éduquant son personnel et en contribuant dans une large mesure à sa formation civique, politique même, en atteignant par l'intermédiaire des conscrits de nombreuses familles dans la nation, elle peut éclairer et fortifier leur patriotisme. Encore faut-il que l'importance de cette éducation soit reconnue³⁸.

Elle peut beaucoup, ensuite, pour assurer une présence sur le terrain et prévenir une rupture des liens qui unissent le pouvoir et le peuple. En revenant résolument au système des petits postes, elle garde un contact étroit avec la population (en particulier avec les anciens combattants et les réservistes), elle interdit dans une large mesure sa prise en main par de mauvais bergers, elle organise un réseau de renseignement étoffé. Si, un jour, en envisageant le pire, des violences se produisent, les réserves réunies dans l'urgence ne seraient plus aveugles et pourraient entrer presque immédiatement en action sur la base

³⁸ Jacques Hogard souligne que le Viêt-minh consacrait près de la moitié du temps passé à l'instruction à la formation « politique » de la troupe.

de cette organisation du temps de paix. Une telle organisation présente de surcroît l'avantage de permettre la formation pratique de spécialistes militaires pour chaque milieu – et l'on sait l'importance des besoins que les méthodes de guerre subversive créent au sein de l'institution militaire en spécialistes de toutes les techniques. Son efficacité serait plus grande encore si l'administration civile, comprenant toute aide que l'armée peut lui apporter, consentait à utiliser les chefs des postes militaires dans des fonctions au plus près des populations : ainsi serait réalisée, en partie au moins et pour ces échelons modestes mais importants qui sont au contact direct des habitants, l'unification administrative qu'impose la guerre antisubversive.



(Source : © ECPAD)

Collaboration civilo-militaire pour l'aménagement d'un canal d'irrigation en Algérie.

L'armée peut donc beaucoup pour empêcher les agitateurs d'isoler les autorités de la masse du peuple. Elle pourrait davantage si sa collaboration était recherchée par les responsables civils, mais c'est aussi à elle de proposer sa participation à certaines missions régaliennes, en évitant les malentendus, les ambiguïtés, les conflits de préséance et l'isolement. Ce n'est que par la pratique d'une collaboration

confiante avec les autorités civiles que pourra être préparée l'entrée en action éventuelle des forces militaires. Les autorités civiles doivent être convaincues que, dans cette forme de conflit, l'armée ne peut être simplement un instrument aveugle, sous peine de n'être plus un instrument du tout.

4.2.2 Les modes d'action contre la guerre subversive

Quand l'action des seules forces de sécurité intérieure devient insuffisante, les autorités de l'État ont fait, dans tous les exemples, appel à l'armée. Traditionnellement, elles lui laissent une marge d'autonomie d'autant plus grande que la situation est extrêmement détériorée et que la métropole éloignée. Dans ces circonstances, les missions et les moyens militaires sont tellement disproportionnés, par rapport à ceux de l'administration traditionnelle, que l'armée assume nécessairement le premier rôle et doit, bon gré mal gré, se mêler d'action politique, économique, sociale et parfois même culturelle (réouverture des écoles). Si cette situation n'a pas été anticipée et préparée en amont, il faut craindre que cette coopération imposée par la guerre ne se déroule pas au mieux : l'armée risque de méconnaître les compétences et les prérogatives des administrations civiles, ces derniers refusant d'abandonner des pans entiers de leurs responsabilités. Or, aucun des domaines d'intervention de l'État ne peut être dissocié des autres dans une guerre totale : *« il faut aussi que les militaires laissent aux civils toute la place que ceux-ci peuvent encore tenir, car ils ont besoin d'eux »*.

Pour substituer l'infrastructure légale à celle que l'ennemi a mise en place de façon souterraine, la collaboration intime de tous est une nécessité : fonctionnaires territoriaux, policiers, notables locaux, militaires, douaniers, services fiscaux, instituteurs, etc.³⁹ Même dans les régions apparemment encore calmes du territoire, il faut, pour empêcher l'adversaire de s'implanter, mettre en place des effectifs « préventifs » renforcés qui travaillent en commun.

³⁹ Au Kenya, souligne Jacques Hogard, les Britanniques ont institué jusqu'aux plus petits échelons locaux une sorte de triumvirat, composé de l'administrateur civil, d'un militaire et de l'officier de police.

La participation des armées à cette action d'ensemble se ramène à quelques missions d'importance très inégales, mais dont deux relèvent presque exclusivement de ses savoir-faire : le contrôle des axes et des points sensibles, et le contrôle en surface. Lorsque ces deux missions sont remplies, il devient possible d'envisager avec une forte probabilité de succès les deux dernières phases : la destruction du potentiel armé de l'adversaire et la pacification effective du territoire.



(Source : © ECPAD)

Harka montée au Sahara.

Le contrôle des axes et des points sensibles

Protéger les axes de communication et les points sensibles est une nécessité vitale, non seulement pour permettre le déplacement des troupes, mais aussi pour garantir la vie économique du territoire. C'est toutefois une mission terriblement « dévoreuse » d'effectifs, et qui, si l'on s'en limite à elle, devient avec le temps toujours plus onéreuse sans résoudre l'origine des difficultés. Il faut donc ne garder que ce qui est vraiment indispensable, sans tenir compte de certaines récriminations liées à des intérêts personnels, et toujours s'assurer que l'aménagement ou le rétablissement d'un itinéraire répond bien à un besoin stratégique. Il est parfaite-

ment contre-productif de s'imposer la garde avec des effectifs considérables d'une voie de communication qui ne serait utilisée que pour des raisons militaires : les postes et patrouilles en viennent à contrôler un axe qui ne sert qu'à les ravitailler. Chaque fois que le maintien de l'ouverture d'un itinéraire n'est pas justifié par de puissantes raisons politiques et économiques, il est préférable de se passer des axes en recourant soit aux moyens modernes (voie aérienne), soit aux moyens traditionnels (mulets⁴⁰, porteurs, etc.). « *Un bataillon sans véhicules est dix fois moins vulnérable. Il est aussi dix fois plus mobile s'il sait marcher et si l'on peut le déplacer par air !* »

Le contrôle des axes n'a d'intérêt que s'il prélude au contrôle en surface

En effet, on a parfois pu circuler en toute tranquillité en Indochine, à la suite d'efforts militaires incessants, sur des axes eux-mêmes bien gardés mais qui traversaient pourtant une région « pourrie ». Il s'agit d'une fausse quiétude qui entraîne une illusion de sécurité. Le contrôle en surface, dans une large zone, est finalement moins cher que celui des voies de communication et, seul, représente un progrès réel dans la lutte en maintenant ou en rétablissant la présence de l'État sur un territoire.

Le contrôle en surface peut être recherché par l'installation de « gros » postes, de « petits » postes et/ou par la nomadisation. Chaque système a ses partisans, chaque méthode a été essayée. En fait, le contrôle recherché n'est vraiment assuré que par un dispositif étoffé de « petits » postes actifs, dont la garnison agit dans une zone à *sa mesure*, où elle connaît bien la population. Mais il n'est pas toujours possible d'avoir recours à ce système et il ne faut pas, en particulier, implanter ces « petits » postes trop tôt : c'est une erreur grave en effet que de disséminer des effectifs trop faibles dans un environnement où la situation n'est pas encore en voie d'être contrôlée, où ils ne peuvent pas, ou n'osent plus, rayonner, et deviennent à la fois de véritables « kystes étrangers » au pays, dans lesquels la popu-

lation n'a pas confiance, et des proies faciles pour les groupes armés ennemis. Dans une phase préliminaire, il est préférable de recourir aux « gros » postes, ou mieux, si la qualité de la troupe le permet, à la conjonction de garnisons fixes et de troupes mobiles. La nomadisation, qui a l'avantage d'inciter les unités à ne pas « s'endormir dans la routine », fait peser une menace permanente sur les rebelles et facilite les contacts avec les habitants, est en effet parfaitement complémentaire dans la durée de l'implantation territoriale. Reste que nomadisation et « gros » postes ne contribuent à une solution d'ensemble que s'ils préparent l'implantation des « petits » postes : on ne contrôle la population qu'en vivant près d'elle en permanence. L'expérience prouve également qu'il ne faut pas, lors de la transition entre les deux méthodes, retirer trop rapidement les troupes mobiles de la région. Il serait même souhaitable que des unités particulièrement aguerries aient la responsabilité de la dernière phase, le rétablissement effectif de l'ordre et de la paix publique. Or, les déficits constants en effectif disponible incitent souvent les autorités à travailler dans l'urgence et à retirer trop tôt les bataillons d'un secteur qui n'est encore qu'en cours de stabilisation, pour l'engager dans un autre où la situation se dégrade.



(Source : © ECPAD)

Indochine : largage de parachutistes lors de l'opération Camargue.

⁴⁰ A noter qu'en 2010, la Task Force La Fayette, les contingents canadiens et australiens, ont remis au goût du jour l'utilisation des mulets et l'emploi des petits chevaux de montagne afin de pouvoir s'affranchir des axes traditionnels.

4.2.3 La pacification : quintessence de l'approche globale

Le but à atteindre est, en effet, bien plus ambitieux (mais aussi bien plus délicat à obtenir) que le simple contrôle en surface d'un territoire par les militaires. Seule une pacification foncière peut résoudre le problème posé par l'insurrection. Elle peut être de deux types.

Le résultat le plus médiocre est atteint quand la population est affranchie du contrôle rebelle, grâce à la destruction de l'infrastructure politique adverse, et vit tranquillement sous la protection des forces loyalistes. Cette pacification formelle est coûteuse, parce qu'elle exige de maintenir longtemps des effectifs importants. Elle est également fragile, parce que l'ennemi tente tôt ou tard de réorganiser ses structures souterraines et de reprendre en main la population.

Une forme plus aboutie de pacification, faisant de la population locale un acteur actif, est bien préférable. Elle peut être réalisée lorsque, par une action politico-militaire habile, les habitants s'engagent eux-mêmes contre les rebelles, se défendent contre leurs tentatives de pénétration, parfois les attaquent dans leurs bases proches. Dans ce cas, les autorités légales peuvent retirer sans risque la plus grande partie de leurs effectifs pour les porter dans une autre province : même si les rebelles réussissent un coup de main, ils ne parviennent qu'à augmenter le ressentiment contre eux. Ce qui importe donc en définitive, ce sont les sentiments de la population et sa volonté de se défendre, ce qui n'est obtenu qu'après un effort initial important des armées et de l'administration. Il faut en effet *« prendre garde à ne jamais imposer l'autodéfense : celle-ci doit être voulue et demandée par les collectivités locales ; elle n'est solide qu'à cette condition, et mieux vaut qu'il n'y ait pas d'autodéfense plutôt qu'une autodéfense peu convaincue »*. Le plus grand nombre de



[Source : © ECPAD]

Rassemblement dans un camp de Prisonniers internés militaires (PIM).

ceux qui vivent dans l'insécurité et dans l'inquiétude du lendemain hésitent à prendre le risque de s'engager aux côtés des forces loyalistes et se préoccupent d'abord de sauver leur vie et celle de leurs familles.

Pour amener progressivement la majorité de la population à vouloir devenir acteur de la pacification, à s'engager et à combattre si nécessaire à nos côtés, une seule méthode est donc possible : « *l'intégration ou au moins la combinaison étroite des efforts de tous, civils et militaires* ». Idéalement, il faut que chacun ait pu bénéficier des avantages de la paix retrouvée pour avoir la claire perception de ce qu'il « gagne » à défendre les autorités légales en se défendant lui-même, et de ce qu'il « perdrait » si le mouvement subversif prenait le contrôle de sa province. En un mot, il faut remplacer les « bases révolutionnaires » par une solide administration publique, car il est bien évident que les préoccupations de cette population sont au moins autant, sinon plus, économiques, sociales ou politiques que militaires.

Pour pacifier, il faut libérer la population du contrôle que les rebelles exercent sur elle ; mais pour briser leur infrastructure, il faut obtenir l'adhésion préalable d'au moins une proportion significative des habitants. Tout s'enchaîne, tout est lié et aucun secteur ne doit être négligé. A cette fin « *il est important de nous persuader de la force des idées : les hommes de toutes les races sont finalement plus sensibles aux arguments affectifs qu'à l'intérêt ou au raisonnement* ». L'action psychologique doit donc « *leur proposer un idéal susceptible de les rallier, tout en étant conforme à leurs intérêts* ». Cependant, « *si cet idéal, comme les thèmes généraux de l'action psychologique, doit être défini aux plus hauts échelons, il faut aussi qu'il soit adapté à chaque milieu local, à chaque communauté* ». Cette technique, on le voit, peut rapidement devenir contre-productive si elle est mise en œuvre par des responsables peu formés et éloignés des réalités locales. Pour donner sa pleine efficacité, elle doit s'appuyer sur des chefs qui connaissent parfaitement à la fois les règles de l'action psychologique et les individus comme les communautés sur lesquels elle s'exerce. Cette double exigence rappelle la nécessité d'une grande stabilité du commandement et de la formation en amont de nombreux spécialistes de chaque milieu et de chaque technique pour le conseiller utilement : « *Pour être efficace, l'action de pacification doit être menée le plus possible avec la participation de représentants du milieu où elle s'exerce, aussi bien pour des raisons psychologiques*

que par souci de renseignement et d'efficacité militaire ». Si les armées doivent apprendre et s'adapter au maximum (connaissance des langues, des mœurs, etc.), « *il est nécessaire de combler entièrement le fossé qui subsiste toujours entre elles et la population par l'utilisation d'autorités et d'auxiliaires tirés de cette population, et dès que possible de troupes de même origine. Il est important de ne pas recourir systématiquement aux "notables" pour nous aider car il est souvent facile aux rebelles de les isoler et de les déconsidérer, et tel simple cultivateur illettré se révèle souvent un chef d'autodéfense d'une autre trempe que tel chef de village* ». Il y a donc tout intérêt à miser hardiment sur le peuple.



(Source : © ECPAD)

Indochine : supplétifs indigènes postés.

Mais, quelle que soit la pertinence des modes d'action utilisés, même si le chef garde toujours une claire vision du but à atteindre, la composante militaire de « *la pacification repose en définitive sur deux piliers : une implantation militaire suffisamment dense et la volonté d'aboutir* ». Plus que par rapport aux seules caractéristiques de l'implantation armée de la rébellion (nombre, nature et équipement des unités), les effectifs déployés doivent être calculés en fonction de facteurs amis (nombre d'habitants, topographie et étendue de la province) : aucun moyen de transport, camion ou hélicoptère, ne peut s'affranchir de cette règle. Des chiffres variables ont été avancés (un homme pour dix à quinze habitants, un bataillon pour 100 km², etc.). En réalité, la meilleure solution possible ne peut pas se réduire à une simple équation, car

il faut tenir compte de l'importance stratégique de la province concernée par rapport au territoire dans son ensemble, de la qualité intrinsèque des troupes, du caractère et de l'état d'esprit de la population, du degré de « pourrissement » atteint, etc. Un vieux dicton toutefois témoigne de la sagesse populaire et rappelle que « *Trop fort n'a jamais manqué* ». La plus grave faute qui puisse être commise consiste à sous-estimer les effectifs nécessaires car, d'une part, les régions les plus difficiles à pacifier sont celles où les habitants se sont habitués à la gangrène progressive de l'autorité sous les yeux de forces insuffisantes et, d'autre part, rien n'est plus inutile, alors que les moyens sont toujours contraints, que d'éparpiller sans résultat objectif des unités qui manquent ailleurs. Les éléments fondamentaux de l'ancienne politique de « la tache d'huile » s'imposent : se fixer des objectifs réalistes dans la durée à l'échelle des forces et ressources disponibles, savoir préserver ce qui est essentiel, hiérarchiser ce qu'il faut reconquérir, gérer le temps.

La politique de la tache d'huile

Cette notion, héritée des premiers temps de la conquête coloniale, reste pertinente à presque tous les échelons, pourvu que l'on ne cherche pas à dilater trop vite la « tache ». L'action de pacification ne peut être étendue à une nouvelle zone que si la précédente, ou la voisine, est définitivement acquise. Vouloir trop vite, ou trop tôt, proclamer d'importantes victoires sur l'insurrection conduit à privilégier l'apparent au foncier. Seul un travail de fond, dans la durée, peut permettre d'espérer rallier effectivement les populations locales. Pour les armées, il faut trouver un équilibre délicat entre un maillage suffisamment dense du terrain, nécessaire, et le risque de disperser exagérément ses effectifs, dangereux. Paradoxalement, dans cette forme complexe de la guerre au milieu des populations, il ne faut pas dans le même temps, à l'inverse, laisser à l'ennemi l'entière disposition de « zones libérées » qu'il pourrait constituer en bases inexpugnables. Pour s'exonérer de cet écueil, la solution consiste parfois à créer des zones interdites.

Les zones interdites

Ce mode d'action n'est possible que dans un nombre limité de cas, dans les zones où l'habitat est extrêmement dispersé et la population peu dense. Les habi-

tants peuvent alors être évacués, sous réserve d'être convenablement réinstallés dans une région sûre où ils peuvent vivre décemment, afin de créer un territoire propice à l'action de force directe contre les rebelles.

La région peut alors être « nettoyée » par des moyens uniquement militaires, moins coûteux qu'un long investissement administratif et sans le souci des retombées médiatiques et psychologiques de ce que l'on nomme aujourd'hui les « dégâts collatéraux » : strafing aériens, raids de commandos, etc.

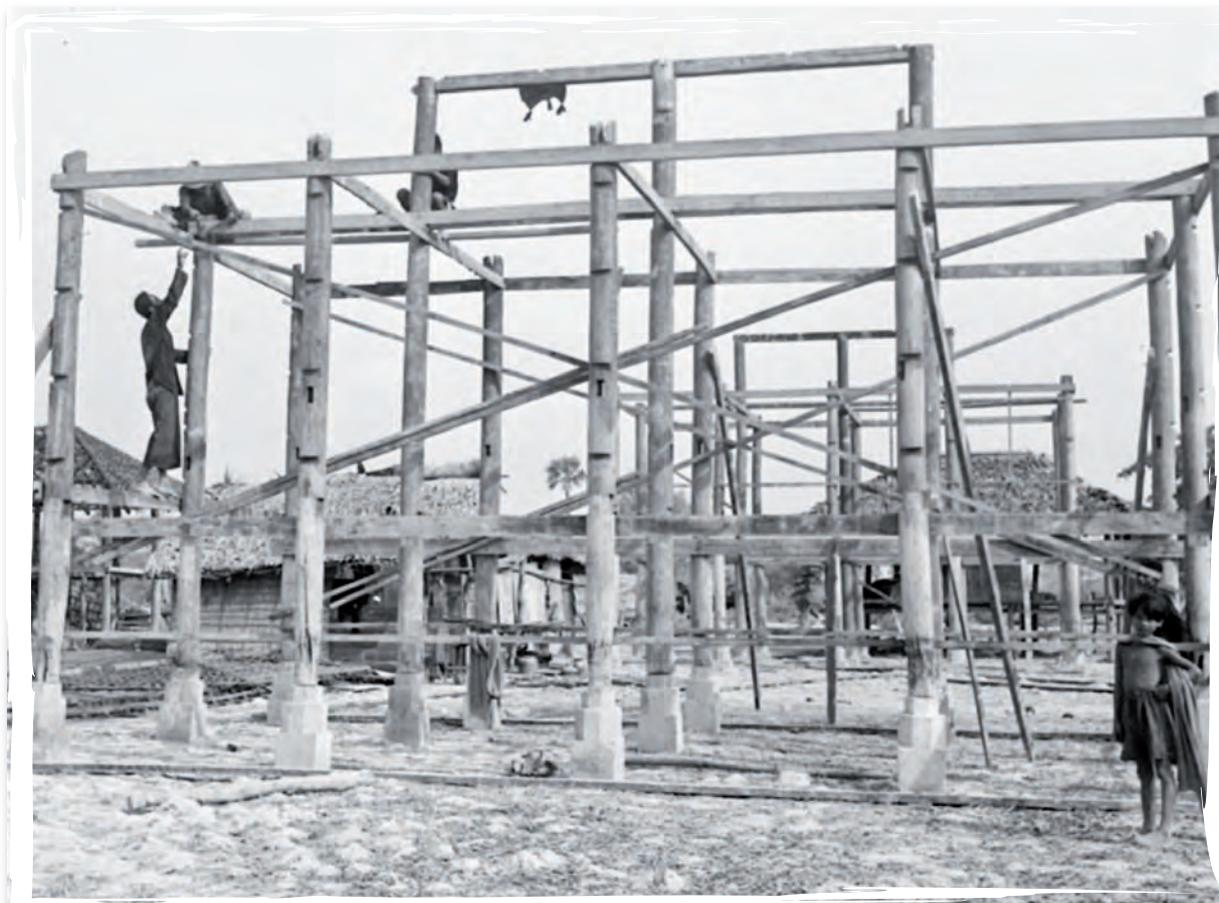
On voit bien que la création de zones interdites, pour éviter les effets induits négatifs au sein même de la population concernée que l'on veut protéger (perte des ressources locales et éloignement des siens, sentiments de déracinement, etc.), n'est pas envisageable dans les régions urbanisées et exige un effort financier supplémentaire en amont pour préparer l'accueil des familles.

Les regroupements de population

Parfois aussi, quand les conditions sont remplies, il est possible de regrouper la population d'un secteur en quelques points bien choisis, où il est plus facile d'assurer sa protection. Comme dans l'hypothèse précédente, ce regroupement ne doit pas porter atteinte aux intérêts vitaux des habitants, sous peine de créer de nouveaux noyaux de mécontents susceptibles de rejoindre la rébellion. Il est donc, comme la création de zones interdites, d'un maniement délicat et ne peut difficilement être systématisé. Dans certains cas, il est possible de rallier à la cause du gouvernement certaines communautés « périphériques », qui sans adhérer au projet politique de l'insurrection en sont devenues les alliées provisoires du fait d'un ressentiment antérieur contre les autorités légales, en leur consentant certaines garanties⁴¹. Employé notamment à grande échelle au Cambodge en 1952-1953 (un million de paysans regroupés), ce procédé du regroupement des populations a porté ses fruits en permettant un véritable redressement national, comme cela est expliqué dans la troisième partie de ce chapitre⁴².

⁴¹ Encore faut-il prendre garde, en ralliant certaines communautés, de ne pas en rejeter définitivement d'autres, significativement plus importantes, dans le camp rebelle.

⁴² Voir le focus sur « l'autodéfense des populations ».



(Source : © ECPAD)

Cambodge : construction d'un village dans le cadre du regroupement des populations.

Il faut, surtout, la volonté de réussir. Nul n'a jamais pacifié une région en se contentant de la routine des ouvertures de routes, des convois, et des opérations ponctuelles de ratissage. Face à un adversaire qui ne renonce jamais, utilise tous les vecteurs de propagande qui peuvent se présenter et n'envisage pas d'autre issue à la lutte que la victoire complète, il n'y a qu'une réponse : tendre toutes les énergies pour constituer un barrage solide, faire systématiquement preuve d'imagination créatrice pour conserver l'initiative, agir par tous les moyens possibles pour déstabiliser l'ennemi et détruire l'organisation qui fait sa force.

Dans certains cas, il sera possible de négocier, en particulier avec les communautés qui ne sont que les alliés provisoires de la subversion, qu'il est possible d'isoler et d'amener à la soumission, parfois même de retourner complètement en leur consentant des garanties. En revanche, il est impossible de négocier avec les cadres de la subversion car ces derniers n'envisagent les tractations que comme un simple moyen de parvenir à leur fin.

4.2.4 Pas de pacification sans destruction des rebelles

Pour pacifier un territoire, il « faut bien entreprendre la destruction des forces rebelles, mais en se gardant de croire que la pacification sera obtenue par la mise hors de combat de ces forces ». Les opérations militaires sont donc une condition indispensable, mais insuffisante, à la reprise en main d'une région. Elles peuvent même se traduire par un effet négatif si, par la façon dont elles ont été conduites en particulier, elles aliènent *in fine* aux autorités légales les sympathies d'une partie de la population : « Toute action de force a donc en définitive un but psychologique et politique plus que militaire ».

En réalité, « pacification et opérations vont de pair, car pour détruire définitivement les unités rebelles, il faut supprimer leur support : l'infrastructure politico-militaire révolutionnaire, qui permet à l'adversaire le contrôle des populations ». Dans cette forme idéolo-

gique de guerre, l'effondrement des bandes armées ennemies passe par la disparition des structures d'encadrement social de la population. Les armes seules sont impuissantes à obtenir ce résultat et il ne sert à rien de mettre hors de combat dix, cent ou mille combattants rebelles ou de saisir d'importants dépôts d'armes (ce qui est parfois préférable), si le résultat final d'une opération est de laisser à l'insurrection ses possibilités de recrutement, ou même de les augmenter, comme cela s'est vu, hélas, à la suite du retrait trop rapide des troupes engagées : « *Les opérations n'ont d'intérêt que dans la mesure où elles favorisent la politique générale de la pacification ; elles sont néfastes dans le cas contraire* ». Sont donc à rejeter toutes celles qui n'auraient pour objectif exclusif que de « casser » des unités adverses sans tarir leurs ressources, ou qui risqueraient de détourner les habitants de nous⁴³. En définitive, la lutte contre les forces armées ennemies est nécessaire à la pacification, ne serait-ce que parce que les chefs insurgés utilisent à la fois la guérilla et des formes plus classiques de guerre de mouvement. Mais, tout comme la guérilla n'est qu'un des aspects de la guerre révolutionnaire, la destruction des unités ennemies doit être conçue, menée et exploitée exclusivement dans le cadre de l'œuvre globale de pacification, sans jamais en perdre de vue l'objectif véritable. La mise hors de combat des forces rebelles est une responsabilité essentielle des troupes loyales : elle ne constitue pas la totalité de leur mission.

Dans ce cadre, plusieurs formes d'opérations sont à considérer. Lorsque l'insurrection a atteint un niveau tel que l'ennemi n'hésite plus à avoir recours à l'engagement massif de ses forces régulières, les combats prennent un aspect relativement « classique », auquel les armées formées à l'occidentale sont habituées du fait de l'instruction reçue. Mais, une nouvelle fois, il ne faut pas perdre de vue que la forme désormais connue de certaines opérations s'inscrit dans le cadre plus large et très particulier d'une guerre subversive et que les chefs militaires de la rébellion excellent à basculer d'une technique à l'autre, d'une tactique à l'autre et à se fondre dans l'environnement en fonction de l'évolution de la situation. S'il ne s'agit encore que de réduire quelques bandes armées

numériquement surclassées et pauvrement dotées en armement, trois procédés sont en général préconisés, sous le nom de bouclage, de tourbillon et d'actions locales.

L'opération de bouclage

Elle vise à encercler puis à détruire une unité rebelle. Elle se termine rarement sur un succès complet, bien que les résultats aient été meilleurs en Algérie qu'en Indochine en raison des nombreuses étendues dénudées de ce territoire et des possibilités nouvelles offertes par l'hélicoptère. L'expérience prouve en effet que le bouclage effectif d'un secteur implique la réalisation simultanée de plusieurs conditions impératives :

- situer avec précision les forces rebelles (importance du renseignement très récent de qualité) ;
- mettre la totalité du dispositif en place à temps et par surprise (conservation du secret et mobilité) ;
- disposer de forces suffisantes pour réaliser un isolement réel de la zone concernée par rapport au reste du territoire, dans tous ses compartiments du terrain et sur tous ses axes. Ceci implique un rideau de surveillance continu de nuit et de jour, une position d'arrêt si possible doublée, soutenue par des réserves et par un dispositif de sûreté extérieure. Dans les meilleures conditions (topographie, météo, disponibilité des appuis, etc.), cela suppose de pouvoir engager des effectifs au moins six fois supérieurs à ceux des rebelles que l'on veut encercler ;
- disposer de suffisamment de temps pour effectuer, immédiatement après les opérations de combat contre les bandes armées, une fouille complète de la zone. Ces délais seront d'autant plus longs que la population est contaminée ou terrorisée par les rebelles ;
- conduire l'affaire de façon très souple, et être prêt en permanence à modifier, adapter ou à déplacer le dispositif déployé sur le terrain en fonction des renseignements obtenus pendant l'opération elle-même.

⁴³ Toute opération doit être exploitée psychologiquement et dans ce cadre, bien entendu, Jacques Hogard admet que « casser » les unités rebelles peut avoir le plus heureux effet, mais encore faut-il que ce résultat militaire se traduise rapidement par des conséquences positives dans le quotidien des populations.

Toutes ces conditions sont rarement réalisées simultanément, et le bilan réel de ces opérations est donc souvent décevant au regard des moyens consentis, puisque le gros de la bande ou de l'unité rebelle poursuivie parvient généralement à s'exfiltrer. Elles présentent également l'inconvénient d'obliger à utiliser des troupes extérieures à la région qui ne connaissent pas tous les détails du terrain et sont susceptibles de commettre plus facilement des « bavures » ou plus simplement des fautes psychologiques envers la population. Enfin, les rebelles sont passés maîtres dans l'art d'exploiter le moindre échec, même partiel ou local, en faisant ressortir la disproportion entre les nombreuses forces loyalistes (impuissantes) et leurs modestes unités (très motivées). Les habitants de la région et des secteurs voisins perdent respect et confiance dans les capacités de l'État, les troupes s'épuisent et se lassent, les neutres témoignent de la sympathie pour celui qui se présente comme un résistant démuné : « *On ne doit donc recourir aux actions de ce genre que le moins possible, et seulement si les conditions énumérées ci-dessus sont remplies* ».

Les opérations du type « tourbillon »

Ce vocable désigne les unités qui, chargées de nomadiser dans une zone donnée, y multiplient les patrouilles et les embuscades, aussi bien de jour que de nuit. Ce mode opératoire a déjà été présenté dans un chapitre précédent et nous n'y reviendrons pas en détail, mais relevons que pour Hogard, ces opérations « *sont souvent plus efficaces* ». En effet, sous réserve qu'elles soient conduites dans la longue durée, les rebelles sont considérablement gênés par une activité incessante de nomadisation. Quelques succès d'abord mineurs entraînent d'autres plus importants, car les renseignements collectés deviennent plus précis et les langues des habitants se délient peu à peu. Mais il importe de bien intégrer dans le raisonnement « amont » que de telles opérations ne sont utiles que si l'on passe immédiatement à la phase de pacification dans toute la zone concernée. Dans le cas contraire, elles sont en réalité contre-productives, car le retrait des troupes est aussitôt suivi du retour des rebelles, qui réorganisent leur infrastructure un instant menacée, exercent les représailles et « épurent » la population des éléments qui se sont révélés favorables au gouvernement et la région bascule plus rapidement et plus profondément qu'auparavant dans le camp ennemi.



(Source : © ECPAD)

Commando de chasse en Algérie.

Les actions locales

« *La préférence devra donc être donnée en général aux opérations du troisième type : les "actions locales", lot journalier de toutes les unités 'implantées' qui s'efforcent de pacifier leur sous-quartier ou leur quartier* ». Effectués a priori par des chefs de contact connaissant bien leur environnement, ou de préférence sur renseignement, de nuit comme de jour, embuscades, patrouilles et coups de main font régner l'insécurité chez les rebelles, permettent de capturer agents de liaison et combattants, favorisent la collecte de renseignements précis et contribuent à désorganiser (puis détruire) l'infrastructure rebelle. Peu à peu, ces opérations donnent aux unités l'ascendant sur un adversaire dont elles connaissent les forces et les faiblesses, persuadent la population que les autorités légales sont fermement décidées à rester et à rétablir l'ordre public et contribuent ainsi à faire progresser la pacification. Le commandement local, responsable, évite plus naturellement les erreurs psychologiques qui viendraient parasiter ses relations avec la population, et exploite plus facilement tous les résultats favorables obtenus pour déconsidérer l'adversaire et s'attirer l'estime, puis la confiance des habitants. « *C'est pour cette raison que l'on a pu dire que la guerre subversive était une "guerre de capitaines et de lieutenants"* ; le caractère français est tel que les plus grands succès peuvent

être espérés chaque fois que l'on confie une zone à une petite unité [bataillon, compagnie], avec la mission de la pacifier, et l'assurance qu'elle ne sera retirée que quand cette tâche sera terminée ».

Une question se pose : que faire dans les zones que l'on n'a pas encore les moyens de pacifier ? La réponse est affaire de circonstances.

Dans certains cas, « *on pourra réaliser un blocus économique* » qui gêne considérablement les rebelles. Si les caractéristiques de la zone le permettent [région difficile d'accès, peu peuplée, etc.], cette tactique « *pourra être durcie en créant une zone interdite* », que l'on prive de ses capacités productives en retirant la population [l'expérience prouve qu'elle s'en console, si on lui donne ailleurs des moyens équivalents – ou supérieurs – de vivre], en détruisant les cultures, en empoisonnant les points d'eau, en évacuant le bétail, etc. et en y pourchassant les rebelles qui subsisteraient. « *Dans d'autres cas (zone peuplée), ce procédé est impossible ; il vaut mieux alors se contenter d'actions du type "commando", à objectifs précis, plutôt que d'envisager de "grandes opérations", rarement efficaces puisque effectuées dans une "base" ennemie et presque toujours d'un effet psychologique déplorable, car nos troupes ont tendance à se considérer comme en pays ennemi, et surtout parce que les habitants qui nous sont secrètement favorables (il y en a toujours) perdent confiance et espoir en nous quand ils nous voient nous retirer (l'adversaire leur présente toujours ce retrait comme opéré sous sa pression) ».*

Les réserves

Un dernier problème se pose au chef militaire : doit-il ou non conserver des réserves importantes ou non ? A quel échelon ? La réponse est nuancée ; elle dépend en effet de l'envergure des possibilités d'actions ennemies, à partir de l'intérieur comme de l'extérieur de la zone considérée, en particulier lorsque la proximité d'une frontière permet aux rebelles de trouver un refuge au-delà du territoire. Elle dépend aussi beaucoup des délais d'intervention de ces réserves : si l'on dispose de moyens vraiment rapides (commandos hélicoptérés, véhicules et blindés en densité suffisante sur un terrain adapté, etc.), leur action peut être efficace, voire déterminante. Par contre, il est désastreux d'hypothéquer de loin en loin des forces dites « d'intervention », qui ne peuvent entrer en action

assez rapidement et trouvent l'ennemi envolé parce que les délais de mise en œuvre sont trop longs. Il vaut mieux, dans ce cas, utiliser *a priori* les réserves, en intensifiant pendant quelques années les opérations dans une zone donnée, et s'efforcer d'y enlever l'initiative à l'adversaire. Son moral repose sur sa certitude de posséder la liberté d'action et de pouvoir frapper quand et où il le veut : si l'on parvient à lui donner au contraire le sentiment qu'il est en permanence, pris de vitesse et parfois surpris, il s'effondre vite.

4.2.5 La règle d'or de la lutte antissubversive

En définitive, l'œuvre de pacification repose sur une connaissance intime de l'insurgé, du rebelle, de l'ennemi révolutionnaire ou subversif en général et du milieu local au sein duquel il évolue en particulier. La conduite des opérations militaires n'en est qu'une partie, qui doit être intimement harmonisée avec les autres. Aussi apparaît-il clairement que « *le commandement doit être "territorial", stable et nourri d'une large initiative dans le cadre d'une mission précise* ».

A chaque échelon de la hiérarchie, on trouve un chef responsable, et un seul. C'est une grave erreur que de le « coiffer » ponctuellement pour telle ou telle opération par une autorité « opérationnelle » qui ne fait que passer, connaît mal la région et ses habitants, et d'une manière générale, a toujours tendance à considérer l'opération qu'elle commande comme une fin en soi sans tenir compte de la trame de pacification sur laquelle elle opère. C'est aussi une erreur que de confier à tour de rôle le commandement opérationnel dans une zone à des chefs différents : un seul doit être responsable et, grâce à l'expérience acquise, peut combiner, adopter, ajuster les opérations militaires aux autres facettes de sa politique de pacification. « *Cette hiérarchie territoriale doit être stable : il faut de longs délais pour connaître un milieu, concevoir et mener à bien une action pacificatrice. Il y a peu d'exemples qu'un chef, même brillant, ait réussi en quelques mois !* » Et il y a peu de commandants de sous-quartier, de quartier ou de secteur qui n'aient fini par obtenir de bons résultats quand on leur en a laissé le temps⁴⁴.

⁴⁴ Dans la guerre subversive, il y a, outre une facture « moyens », une facture « temps » à payer ; elle est d'autant plus élevée que les moyens sont limités et que l'on prend toujours des mesures trop tard.

Comme dans toutes les campagnes militaires, les chefs doivent être investis d'une mission claire et précise. Pendant certaines périodes, si les moyens disponibles dans une région sont insuffisants, celle-ci pourra être simplement de « fixer » l'ennemi en bordure d'une « base » rebelle, ou de protéger des axes et points sensibles. Mais, au-delà, il est nécessaire que les responsables militaires sur le terrain aient une connaissance approfondie de l'objectif final recherché par les autorités politiques. C'est à cette condition que chacun pourra exécuter sa mission du moment tout en préparant la phase suivante, qui suivra obligatoirement : contrôle en surface et pacification. De la sorte, dès le début de l'opération, des actions locales de nature ou de niveau différents seront orientées dans le même sens général.

Enfin, le chef doit jouir d'une large initiative : chaque zone, si petite soit-elle, a ses caractéristiques propres et diffère par quelques points de sa voisine. A tous les niveaux jusqu'à un échelon très local, le commandement doit faire confiance à ses subordonnés et largement décentraliser son action. Si les résultats ne sont pas à la hauteur des attentes, l'autorité supérieure conserve toujours la possibilité de muter ceux qui, par incompetence, manque de motivation ou d'investissement personnel, ne réussissent pas.

Les grandes lignes de cette tactique contre l'ennemi subversif « *se résument en une règle d'or, simple à énoncer, plus difficile à appliquer : répondre à une action politico-militaire et à la mobilisation populaire par une action du même type* ».

En étroite collaboration avec les autorités civiles, le chef responsable, ardent, imaginatif et stable, jouissant d'une large marge d'initiative, a pour première responsabilité de rechercher par tous les moyens envisageables non pas essentiellement l'anéantissement des unités militaires ennemies, mais la destruction de l'organisation politico-militaire rebelle et la conquête psychologique de la population, pour obtenir qu'elle s'organise et prenne activement part à la lutte contre la subversion. « *Ces trois actions vont de pair : la population ne s'engagera pas à nos côtés si l'organisation révolutionnaire n'est pas au moins entamée, et si nous n'obtenons pas de succès contre les bandes ; l'infrastructure rebelle ne peut être détruite sans opérations heureuses et sans l'aide d'une partie au moins des habitants ; mais la destruction totale des unités adverses ne sera obtenue que si l'organisation politico-militaire ennemie est dislo-*

quée et la population au moins en partie gagnée à notre cause ». C'est pourquoi on a souvent constaté qu'une situation demeurée longtemps confuse pouvait soudain se dénouer rapidement et évoluer ensuite favorablement, parce que tous ces facteurs, patiemment mis en place et coordonnés, ont longtemps mûris.

S'il obéit à cette règle, le « pacificateur » réussira-t-il ? Les expériences vécues permettent de répondre par l'affirmative s'il s'engage à fond, avec toute son intelligence et tout son cœur, si les devis « moyens » et « temps » sont correctement évalués et respectés. La période initiale, les premiers mois sont le plus difficile et exigent des efforts plus importants. Or l'officier est en partie maître de ses moyens et de leur emploi, puisqu'il ne dépend que de lui de conduire localement la politique la plus adaptée à l'environnement qui est le sien. Par contre, le facteur « temps » lui échappe : c'est à ses chefs, et en définitive à la métropole, de le lui assurer. Là, réside souvent une incertitude.

4.3 Focus sur l'autodéfense des populations

4.3.1 Contexte et enjeux de l'expérience cambodgienne

Cette description de l'analyse par Jacques Hogard de ce que pourrait être une stratégie globale et d'une tactique antisubversive ne serait pas complète sans évoquer un travail qui n'est pas signé de la main de Jacques Hogard, mais d'un de ses frères d'arme⁴⁵. Rédigé par le capitaine André Souyris-Rolland lors de son passage au CEEA et publié en 1956⁴⁶, ce document s'intéresse à une initiative développée par les deux hommes au Cambodge au cours des années

⁴⁵ Selon Marie-Catherine Villatoux, « Hogard et Nemo, deux théoriciens de la guerre révolutionnaire », *Revue Historique des Armées*, n° 232, année 2003, p. 20-28. Voir également Paul et Marie-Catherine Villatoux, *La guerre et l'action psychologique en France (1945-1960)*, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Maurice Vaisse, mars 2002, 4 volumes, Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

⁴⁶ Capitaine André Souyris, « Un procédé efficace de contre-guérilla : l'autodéfense des populations », *Revue de la Défense nationale*, juin 1956, p. 686-699.

1952-1953, en dehors de toute politique officielle : « un procédé de regroupement des populations qui a permis d'inclure les habitants dans un système d'autodéfense », et « qui a fait ses preuves dans la lutte contre la subversion »⁴⁷.

Portant sur près des deux tiers de la population rurale cambodgienne, soit plus d'un million de paysans, cette opération livre de précieux enseignements. L'auteur convient dès les premières lignes que les « facteurs qui ont permis le succès de l'autodéfense des populations cambodgiennes sont particuliers au pays considéré et que cet exemple ne peut constituer, tel quel, un mode de lutte contre les procédés de la guerre révolutionnaire ». Mais, parce qu'elle a été réalisée sur une très vaste échelle, une telle expérience montre aussi « qu'un pays modeste, disposant de ressources matérielles peu importantes, a su résoudre son problème particulier d'insécurité ». En un mot, cette expérience « apporte des enseignements généraux et particuliers sur un procédé efficace de contre-guérilla ». D'abord, l'autodéfense des populations est une véritable méthode de travail ayant ses règles propres et ses procédés particuliers. Ensuite, cette technique ne doit pas être employée seule : elle ne trouve sa pleine efficacité que si elle repose sur une action intensive de propagande, qui fournit le soutien psychologique indispensable, et sur les multiples activités des commandos adaptés, qui lui assurent la protection mobile nécessaire. A ces conditions, enfin, ce système représente une véritable « contre-mesure aux procédés utilisés par les rebelles pour la conquête du soutien populaire ».

Pendant les années 1951-1952, l'action du Viêt-minh au Cambodge mine l'autorité du gouvernement légal. La subversion prend progressivement le contrôle de la plus grande partie du territoire. Les autorités cambodgiennes et françaises répondent par des techniques classiques de pacification qui reposent sur la construction d'ouvrages fortifiés visant à protéger les axes et les points sensibles, et la constitution de commandos spéciaux ayant pour mission d'exploiter les renseignements. Mais, en raison en particulier de l'extrême dispersion de l'habitat, les résultats ne sont pas probants. La présence permanente de « l'administration » rebelle et la crainte des représailles fait pencher la population en faveur du Viêt-minh.

Pour les Français, le problème à résoudre se résume ainsi : « Enlever aux rebelles l'appui de la population et pour cela, mettre à l'abri des représailles les habitants, dispersés sur des distances parfois considérables ». Après des tâtonnements et des hésitations, on choisit, « à l'instar des rebelles, d'organiser la population de façon à l'obliger à prendre parti pour le gouvernement légal, donc à assurer son autodéfense ». Pour y parvenir, il est décidé de « regrouper les habitations afin de constituer des agglomérations importantes et placées en des endroits faciles à surveiller par les forces gouvernementales ». Il n'y eut pas de politique officiellement proclamée de rassemblement des habitants et l'initiative a été prise par les civils et les militaires en charge des responsabilités régionales, simplement approuvés par le gouvernement dont l'action ne se fit sentir que par une aide matérielle modeste. Pour certains dirigeants, le regroupement systématique paraissait être une entreprise trop vaste et trop ardue, voire même utopique. Le ministère de l'Intérieur cambodgien accepta de créer une Direction de l'autodéfense des populations, notamment chargée de déterminer les zones où les regroupements seraient systématiques et celles où le mécanisme serait plus ponctuel.



(Source : © ECPAD)

Cambodge :
aménagement d'un poste d'auto-défense.

⁴⁷ Cne A. Souyris, *art. cit.*, p. 686.

4.3.2 La méthode et les résultats

La méthode mise au point repose sur trois principes. D'une part, les habitants regroupés doivent pouvoir continuer à satisfaire sans difficultés nouvelles leurs besoins vitaux (culture, pêche, chasse, etc.). Sauf quelques rares exceptions, les habitations ne furent donc déplacées que de quelques centaines de mètres à quelques kilomètres au maximum. D'autre part, les emplacements des nouveaux villages devaient être en mesure d'intégrer les exigences de la vie collective moderne. Les équipes administratives choisirent donc des lieux suffisamment vastes pour recevoir tous les services mis en place dans les grandes villes de l'Union française : écoles, infirmeries, marchés, coopératives et équipements techniques pour les paysans, etc. Par ailleurs, il fallait que les nouveaux villages soient inclus dans le dispositif d'autodéfense du canton, lui-même intégré dans celui de l'arrondissement, qui dépend à son tour des mesures adoptées à l'échelle de la province. Pour cela, les villages furent regroupés à proximité des axes de communication, auxquels ils étaient systématiquement reliés par au moins deux pistes carrossables. Ils furent également fortifiés et défendus par une milice constituée sur la base des hommes du village, épaulés par

un commando de contre-guérilla. Basée au centre de sa zone d'action, cette dernière unité, entraînée et mobile, détache le plus souvent possible dans tous les villages des sections et groupes de combat qui rassurent les habitants et instruisent les milices.

Avant de commencer les regroupements, des études préalables prenant en compte les expériences antérieures du même type ont été conduites. On a recherché par exemple la période de l'année la plus favorable sur le plan économique, afin de ne pas pénaliser les habitants. Dès le début du mouvement, l'armée prend position sur la zone pour permettre aux équipes administratives, aidées des spécialistes de la propagande et de l'assistance médicale, de préparer sereinement la manœuvre. Les militaires ont pour mission d'aider aux travaux d'aménagement et d'instruire les futures milices. Entre temps, les autorités constituent un dispositif permanent d'encadrement de la nouvelle zone d'autodéfense : responsables communaux, policiers et commandos de contre-guérilla.

Dès 1952, cette méthode a été systématiquement appliquée dans les zones frontalières les plus contaminées puis, en fonction des nécessités politiques, dans les régions de l'intérieur. Transformés en organisa-



[Source : © ECPAD]

Indochine : inventaire d'une cache d'armes et de matériels vietminh.

tions défensives solides, les nouveaux villages ont tenu tête aux bandes armées qui les terrorisaient. Celles qui ne comprirent pas à temps ce changement de la donne stratégique furent pourchassées et détruites. Le travail collectif né du regroupement a permis de créer un sentiment de solidarité, de confiance et de force. Bref, il a fait naître les conditions indispensables pour engager la population elle-même dans la lutte contre la rébellion. Ayant perdu le soutien des habitants, les bataillons réguliers du Viêt-minh évacuent rapidement les zones d'autodéfense, mais se heurtent alors aux forces armées gouvernementales : désormais bien renseignées, celles-ci surprennent les rebelles avant qu'ils n'aient le temps d'atteindre leurs zones refuges. Libérées de leurs missions de protection des villages, les unités des armées française et cambodgienne multiplient les coups de main offensifs et étendent progressivement les zones pacifiées.

« En dehors de ces résultats primordiaux en matière de sécurité, qui eurent un impact dans tout le pays en renforçant de facto le poids de l'autorité gouvernementale, le regroupement des populations eut des effets non négligeables dans les domaines économiques et sociaux ». En matière économique, les autorités peuvent accélérer la formation des paysans aux techniques modernes de culture, remplacer les usuriers chinois qui leur prêtaient traditionnellement à des taux prohibitifs par un organisme d'État, honnête et moins cher. L'accès direct et régulier aux grands axes de communication facilite les échanges. Sur le plan social, l'ancestrale piraterie est éradiquée, la scolarisation de la jeunesse s'accélère et l'accès aux soins de la population augmente. Le retour à la paix civile et le rétablissement de la confiance ont favorisé les mariages et permis l'augmentation du nombre des naissances. Enfin, au niveau politique, cette opération a donné naissance en quelques années à de véritables communes et favorisé l'émergence d'une nouvelle élite : « Ce resserrement des populations a déclenché une "véritable révolution intérieure". Le ressort de cette révolution était l'aspiration du plus grand nombre des autochtones eux-mêmes à accéder aux critères occidentaux de la civilisation ».

Pour André Souyris-Rolland, l'une des principales leçons de cette expérience réussie est qu'un « gouvernement responsable de la conduite d'une guerre antsubversive, qui ne porterait pas ses efforts sur le terrain choisi par l'ennemi, ne peut qu'échouer dans sa lutte pour conserver son autorité ».

4.4 Les onze règles de la tactique antsubversive, selon Hogard

« C'est l'Homme qu'il faut conquérir et puisque l'Homme est à la fois Esprit et Corps, la lutte sera d'abord psychologique » (Jacques Hogard).

- 1 Traiter d'égal à égal avec un mouvement subversif ne met pas fin à son entreprise ; cela facilite et hâte son succès.
- 2 Tout territoire où sévit la subversion armée doit être le plus possible isolé de l'extérieur, moralement et matériellement.
- 3 Le processus de la guerre subversive peut être bloqué d'autant plus facilement qu'on s'y prend plus tôt. Cette bataille d'arrêt repose sur l'omniprésence permanente des forces de l'ordre au sens le plus large du terme, c'est-à-dire tous les représentants de l'autorité légale : administration, appareil judiciaire, gendarmerie, police et, si nécessaire, armée.
- 4 La pacification est un tout. Le succès de la lutte contre la révolution exige à tous les échelons l'intégration dans une seule action globale de toutes les actions particulières civiles et militaires. La conduite de la lutte contre la subversion ne peut se concevoir que comme l'application d'une stratégie et d'une tactique de même nature, vraiment générales – au sens « civilo-militaire » et non plus « interarmes » – combinant à tous les échelons les moyens de toute nature, politiques, culturels, militaires, en vue de conserver ou de reconquérir le soutien populaire au gouvernement légal et simultanément, de détruire l'appareil et les forces armées subversives. L'application de cette règle essentielle implique la réalisation de l'unité de commandement – au moins morale et intellectuelle, de l'unité de renseignement, de l'action psychologique, etc.
- 5 La victoire contre la subversion (armée ou non) repose avant tout sur la destruction de l'appareil politico-administrativo-militaire de la subversion. Cet appareil doit être considéré comme le véritable ennemi. La destruction de cet appareil doit être l'action décisive de la guerre antsubversive.

- 6** La conquête ou la conservation d'un large soutien populaire est à la fois le but des autorités légales et un moyen essentiel de la victoire contre la subversion.
- 7** La conquête ou la conservation du soutien populaire repose :
- a -** Sur la conquête psychologique de la population ou la conservation de son adhésion morale. Celle-ci est fondée d'une part sur l'exploitation des contradictions idéologiques de la subversion, et d'autre part sur la foi dans les valeurs universelles de la civilisation et la diffusion de ces valeurs qui sont naturelles aux hommes, qu'ils soient Blancs, Bruns, Jaunes ou Noirs.
 - b -** Sur l'amélioration continue de l'ordre ancien vers un ordre nouveau, capable de cristalliser les espoirs de la population.
 - c -** Sur l'organisation du milieu. Cette organisation doit, en cas de besoin et là où il est nécessaire, prendre provisoirement une forme militaire plaquée sur l'organisation civile. Sous la forme d'autodéfense en particulier, cette organisation sera d'autant plus solide qu'elle correspondra au vœu de la population et qu'elle sera animée par des personnalités énergiques et indiscutables.
- 8** La destruction des forces armées subversives n'est pas le but mais, avant tout, un moyen d'acquiescer le soutien populaire. La destruction des forces armées subversives pseudo-régulières ne peut être obtenue seulement par la bataille. Mais il est possible de les « étouffer » et de les forcer à repasser à la guérilla en occupant en force les zones où elles puisent leurs ressources humaines et matérielles.
- 9** La seule méthode pour réduire les guérillas à l'impuissance, puis les faire disparaître, consiste (tout en leur retirant peu à peu le soutien de la population) à les user moralement et physiquement en les traquant en permanence avec des unités adaptées en qualité et en quantité, agissant

toujours dans la même zone, au milieu de la même population qu'elles connaissent bien. La contre-guérilla repose non pas sur de rares « grandes opérations » mais sur une activité incessante de petites unités bien implantées, connaissant leur terrain et leur population, aptes à recueillir le renseignement et à l'exploiter au plus vite.

- 10** La sécurité des axes et points sensibles dans une zone de la guérilla repose avant tout, non pas sur la protection statique, toujours aléatoire, mais sur la création d'une insécurité constante pour les guérillas. Consacrer et disperser trop d'effectifs « en protection » des zones, axes et points sensibles est une grave erreur.
- 11** La sécurité repose avant tout sur la création d'une insécurité constante pour les guérillas ; insécurité qui les prive de leur liberté d'action.



[Source : © ECPAD]

Opération de ratissage du 2^e RPC en Algérie.

CHAPITRE 5

HOGARD ENRICHIT LA DOCTRINE OFFICIELLE

« Haute récompense : je connus la joie d'être aimé des peuples chez qui je passais ».

Auguste Pavie⁴⁸

Il existe un certain nombre d'exemples précis permettant d'évaluer l'apport direct de Jacques Hogard à la doctrine officielle de l'armée de terre française. Le premier indice est fourni lorsque son nom apparaît dans la liste des contributeurs à la rédaction des documents ; dans certains cas, les témoignages ultérieurs confirment même son rôle prépondérant dans ces travaux. Parfois, c'est en étudiant plus précisément le contenu des documents que l'on y décèle l'influence de l'école française de la guerre révolutionnaire et antisubversive. En croisant ces éléments avec la date d'entrée en application des textes et d'autres indices (comme l'existence dans les archives familiale d'exemplaires annotés de certains titres), on peut en déduire que Jacques Hogard a joué un rôle majeur dans le processus de renouvellement de la pensée militaire et de la doctrine au cours des années 1950, ce qui n'a pas été vrai pour d'autres noms de « l'école française de contre-insurrection » parfois plus connus que le sien. Voici deux illustrations de son influence.

5.1 Directive sur l'emploi tactique des forces terrestres

Ce document classifié et numéroté TTA 102 a été officiellement approuvé le 17 mai 1956 par le chef d'état-major de l'armée, le général de corps d'armée

Piatte. En fonction de l'expérience acquise à cette époque par les armées, il précise « dans quelle mesure et dans quel sens se trouvent modifiées les données classiques de l'emploi tactique des forces terrestres définies par l'Instruction sur l'Emploi Tactique des Grandes Unités », dont la première rédaction avait été validée... le 12 août 1936 !

Le simple fait que ce document ait été diffusé constitue un témoignage de l'influence de l'école française de contre-rébellion qui, en dépit de son caractère tout-à-fait informel, imprègne la doctrine officielle et lui confère un caractère nettement « avant-gardiste ».

A cet égard, les propos introductifs du TTA 102 ont une valeur prémonitoire et méritent d'être longuement cités. Ses rédacteurs préviennent : « La prochaine guerre se développerait, selon toute vraisemblance, à l'échelle mondiale et serait dominée par deux phénomènes susceptibles d'en modifier profondément la conduite, comme de bouleverser les données stratégiques, tactiques et logistiques admises jusqu'ici. Le premier, essentiellement technique, résulte des progrès décisifs réalisés depuis 10 ans en matière de physique nucléaire⁴⁹. Le deuxième phénomène, essentiellement humain, semble aussi devoir influencer gravement le déroulement du prochain conflit. Il se matérialise par la guerre subversive ou révolutionnaire sous toutes ses formes : pourrissement interne, révolte à main armée, larvée

⁴⁸ Cité par Jacques Hogard dans son *Aperçu de l'histoire du Laos*, Centre d'études asiatiques et africaines, 1954.

⁴⁹ Le texte fait ici référence à la bombe atomique, que la France teste pour la première fois en 1960.

d'abord, sous forme de terrorisme et de guérilla, étendue ensuite progressivement jusqu'à l'insurrection générale et à la mise hors de cause de l'autorité établie. Ce phénomène n'est pas nouveau. Mais la forme de guerre qu'il suscite trouve aliment et vigueur dans son adoption par un grand nombre de Nations. Il ne doit pas être sous-évalué par rapport au phénomène nucléaire [...]. Pour lutter contre la guérilla et la subversion révolutionnaire, des forces terrestres nombreuses s'avèrent donc aussi nécessaires que les armes nucléaires mais il faut ajuster leur organisation et leur emploi aux conditions nouvelles d'un conflit futur ». Celui-ci est alors envisagé soit dans la perspective de défendre le territoire métropolitain et ultramarin, soit dans celle d'une participation à la défense de l'Europe dans le cadre de l'OTAN.

Le titre II de la directive passe en revue « *les différents aspects de la guerre* ». En préambule, il est expliqué que « *dans tout conflit, qu'il soit limité ou généralisé, les problèmes opérationnels se trouvent aujourd'hui influencés, sinon déterminés, par un phénomène qui*

constitue à lui seul le premier des aspects de la guerre. C'est la lutte des propagandes ou guerre psychologique qui précède le déclenchement des opérations et se poursuit jusqu'à leur dénouement. Elle en est à la fois le prélude et la "toile de fond". Son importance ne saurait être sous-estimée [...]. D'autre part, il faut s'attendre, dans le combat aéro-terrestre lui-même, à une combinaison étroite d'actions de force classiques offensives et défensives, avec emploi ou non d'armes nucléaires et d'une multitude d'entreprises sporadiques de guérillas étendues à la plus grande partie ou à la totalité des théâtres d'opérations ». Dans cette perspective, étudier les différents aspects de la guerre conduit à considérer trois aspects majeurs : la guerre psychologique, ou plus exactement les problèmes psychologiques posés par la guerre ; la guerre avec emploi d'armes nucléaires ; la guerre subversive, matérialisée par des « opérations en surface ».

Le premier et surtout le dernier aspect s'inscrivent dans le droit fil des études menées par les officiers de l'école française de contre-subversion.



[Source : © ECPAD]

Algérie : recrutement de Harkis.

5.1.1 La guerre psychologique

Envisagée en réaction aux mouvements d'opinion et aux campagnes de propagande que les alliés du Pacte de Varsovie ne manqueraient pas de lancer simultanément au déclenchement d'une guerre, voire à la simple menace d'un conflit brandi par l'Ouest, la guerre du moral ou guerre psychologique vise à « *préparer et emporter d'entrée de jeu l'adhésion des masses et de l'opinion publique* ». Concrètement, elle consiste à « *combattre la propagande anti-nationale sous toutes ses formes et à mettre hors de cause ses auteurs* », mais aussi à « *riposter à cette propagande et à la neutraliser par une contre-propagande efficace et objective* ».

La lutte contre la propagande « anti-nationale » constitue l'aspect défensif de cette forme de guerre. La directive envisage la mise en œuvre des moyens légaux par les ministères de l'Intérieur et de la Justice, que les forces armées soutiennent par leur concours. La contre-propagande est conçue comme « *l'acte essentiel de la guerre psychologique* ». Elle a simultanément pour objectifs d'informer les personnels des procédés d'organisation et d'action de la propagande ennemie, et de leur proposer des éléments de réplique à la propagande adverse par des notions simples précisant les raisons du combat et les buts à atteindre. « *La contre-propagande pose ainsi, à côté de la formation militaire, le problème de la formation politique du soldat* », une notion sur laquelle insiste tout particulièrement Jacques Hogard dans ses écrits.

5.1.2 La guerre subversive

Après avoir traité longuement (en 14 pages) de la guerre nucléaire, la directive entre dans le détail (en 14 pages également) de « *la guerre subversive ou guerre révolutionnaire* ». Cet équilibre rédactionnel témoigne de l'importance accordée à la question.

Cette guerre, dont le propre est de combiner étroitement facteurs politiques et opérationnels, est ainsi officiellement définie : « *Son origine est politique et elle part de l'action sur les masses populaires d'éléments actifs soutenus de diverses manières par l'étranger, avec pour buts, la destruction du régime politique et de l'autorité établie. Cette action est secrète, progressive et basée sur une propagande continue et*

méthodique auprès des masses ». Le premier stade de cette propagande vise à exploiter les difficultés économiques et sociales pour provoquer le mécontentement général et engendrer des revendications populaires. Le deuxième stade traduit ce mouvement en faits : d'abord, sous la forme de grèves et de manifestations, puis à travers l'action directe contre les défenseurs de l'ordre public et enfin par le terrorisme, utilisé pour créer l'insécurité générale qui est le troisième stade et le prélude à l'insurrection.

Ainsi, la guerre subversive, telle qu'envisagée en 1956, « *doit conduire par la terreur à isoler l'autorité des masses et à infiltrer le personnel révolutionnaire dans les organismes de commande* ». Cette définition élaborée aux temps – bien révolus – où la menace communiste pesait directement sur l'Europe occidentale, peut aisément être rapprochée des contours de la tactique déployée aujourd'hui par les insurgés en Afghanistan contre le gouvernement civil en place.

Pour parer au « danger interne », la directive en appelle au système de la « *défense intérieure du territoire* ». Avec des moyens répartis en forces de défense statiques et forces d'intervention, il s'agit de mailler aussi finement que possible le territoire pour contrebalancer l'influence de l'infrastructure révolutionnaire ; propos qui résonnent comme un écho des écrits de Jacques Hogard. Ce premier sentiment est confirmé au fur et à mesure que l'on entre dans le détail du texte.

Des réponses spécifiques sont proposées pour traiter des actions de guérilla. Par nature isolée, et réduite à combattre du faible au fort, celle-ci ne peut survivre qu'en bénéficiant d'un appui extérieur financier et matériel, de la complicité active ou tacite d'une partie de la population locale et de la détermination d'une organisation politique susceptible d'exploiter et de faire connaître ses opérations. Elle se situe donc dans le double cadre politique et militaire, et sa raison d'être est l'offensive. Une guérilla réduite à la défensive est en effet condamnée à brève échéance et il lui faut à tout prix conserver l'initiative sous la forme d'embuscades, de raids, de sabotages. Partant du principe qu'il « *n'est possible de la combattre qu'en se plaçant sur son propre terrain et en adoptant certaines de ses méthodes* », la contre-guérilla « *sera donc, elle aussi, une forme de combat à la fois psychologique, économique et militaire* », un combat global, dirait-on aujourd'hui.

Les objectifs de la contre-guérilla consistent à rassurer la population et à la convaincre par une action psychologique. Son volet militaire proprement dit a pour but d'isoler les bandes de leurs appuis, à les couper de la population et enfin à les détruire.

Au chapitre de la méthode, la première exigence est d'inscrire l'action de la contre-guérilla dans un cadre territorial, calqué aussi exactement que possible sur les circonscriptions administratives du temps de paix, et ses opérations doivent être dirigées par un commandement territorial. Cette organisation produira toutefois ses effets que si elle est fondée sur une coopération étroite des différentes autorités qui se traduit en particulier par l'existence d'un état-major mixte, civil et militaire. Les moyens seront en permanence affectés à une double mission : la sécurité des points et axes sensibles et les offensives. Cela implique par conséquent de disposer d'unités statiques mais connaissant parfaitement leur environnement et de réserves opérationnelles mobiles appuyées par de l'artillerie et du génie.

Les opérations de contre-guérilla comprendront l'action civile, qui désigne l'ensemble des mesures prises par le commandement pour s'assurer le contrôle de la population, et les opérations proprement dites, dont le succès repose sur le renseignement (qui est l'affaire de tous et pas seulement des unités spécialisées), sur la capacité d'adaptation des compagnies et bataillons à cette forme particulière de guerre (accoutumance au combat individuel, de nuit en particulier) et leur connaissance parfaite du terrain. Les opérations offensives peuvent prendre la forme d'embuscades (faibles effectifs), de nettoyage (qui exige autant de discrétion mais englobe des effectifs plus importants) ainsi que des actions à objectifs limités, comme la destruction d'une cible, associées à des bouclages.

La directive précise que les guérillas sont avantagées dans les territoires ultramarins en raison de facteurs variés : endurance et résistance des populations locales, énormes servitudes statiques des forces gouvernementales, problèmes liés à la recherche du renseignement, climat et géographie complexes. Pour pallier ces difficultés, il est recommandé aux troupes de rechercher méthodiquement et constamment le contact avec les populations, source de tout renseignement efficace, et d'adapter les tactiques des unités opérationnelles : cela « *semble devoir porter essentiellement sur l'accoutumance au combat offensif à pied de petites unités légères, isolées,*

par tous les temps et surtout de nuit », et sur une « *connaissance approfondie du terrain, obtenue par le maintien autant que possible des mêmes troupes dans les mêmes secteurs pour de longues périodes* ». Selon les rédacteurs, l'allègement des unités ne suffit pas à leur conférer une mobilité tactique comparable à celle de l'ennemi. Il faut travailler sur la servitude des communications, développer la logistique aérienne et la manœuvre hélicoptérée « *qui s'avère la plus simple, la plus souple et la plus efficace* ».

5.2 Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique

Promulgué en 1957 par le général Ely, chef d'état-major général des forces armées, le TTA 117 est le premier document de doctrine de l'Armée française sur l'arme psychologique. Cinquante ans plus tard, ce mémento qualifié de « provisoire »⁵⁰ apparaît aux yeux des théoriciens et acteurs de la guerre moderne « *à la fois comme juste et pertinent, à l'unique condition de faire un petit effort de transcription, c'est-à-dire d'accepter de le lire à travers le prisme des menaces actuelles* ». C'est en effet le jugement que porte le Centre de doctrine d'emploi des forces (Armée de terre) sur ce document qu'il a estimé utile de rééditer il y a quelques mois. Pour le CDEF, le TTA 117 permet « *d'apporter à la recherche contre la subversion, la rébellion ou le terrorisme, de nouvelles perspectives, étonnamment modernes* ».

Membre du trio de rédacteurs officiels du document, Jacques Hogard en fut en réalité l'inspirateur essentiel. C'est ce qu'a précisé au cours d'un entretien avec l'historienne Marie-Catherine Villatoux, spécialiste de la guerre psychologique, l'un des deux autres membres, le général Prestat⁵¹. Sans revenir en détail sur les apports du TTA 117, désormais disponible en libre accès, nous nous contenterons de relever

⁵⁰ Il ne faut jamais s'étonner de voir une directive ou un règlement d'emploi porter le qualificatif de « provisoire » : par nature, les conditions extérieures et l'environnement de toutes les opérations de guerres sont changeants et évolutifs. Un document officiel ne peut donc être définitivement « gravé dans le marbre » et doit, tous les cinq, dix ou quinze ans au plus, être actualisé.

⁵¹ Entretien accordé par le général Prestat à Marie-Catherine Villatoux, le 15 novembre 2001 ; voir Marie-Catherine Villatoux, *art. cit.*, « Hogard et Nemo, deux théoriciens de la guerre révolutionnaire », p. 22.

certains parallèles essentiels entre ce document et les travaux de Jacques Hogard présentés dans les chapitres précédents.

Le préambule du TTA 117 précise le cadre général. Cette « arme nouvelle » sert à mener une guerre psychologique, expression recouvrant d'une part tout ce qui vise nos adversaires, et à conduire d'autre part l'action psychologique, formule désignant tout ce qui s'adresse aux neutres et aux amis. En pratique toutefois, il est souvent difficile de conserver cette distinction théorique entre ces deux emplois en raison de leurs interactions, d'autant qu'à tous les échelons cet emploi procède d'une impulsion unique.

Défensive, l'arme psychologique doit fortifier la nation en armes et « nous ménagera la sympathie ou l'amitié des peuples ou des milieux alliés ou neutres ». Offensive, elle doit permettre de « rallier certains éléments à notre cause, d'affaiblir, de ruiner, si possible, la volonté combattive des nations et groupes humains qui nous sont irrémédiablement hostiles ».

Utilisée seule ou dans le cadre d'un conflit armé qu'elle précède ou accompagne, l'arme psychologique confère à la lutte un caractère permanent, universel et total. Permanent car l'agression psychologique ne distingue pas entre temps de paix et temps de guerre, entre les amis et les ennemis ; universelle car les frontières n'arrêtent pas les moyens de diffusion ; totale car la « lutte est portée jusque dans les cœurs, les intelligences et les volontés ».

Après avoir défini les principes d'emploi de l'arme psychologique par les forces armées, le document clarifie le rôle de chacun et le double courant, montant et descendant, de renseignements ou de directives qui doit s'établir entre les différents échelons de la hiérarchie. Une importance particulière est accordée au problème de la recherche de renseignement dans le domaine moral, psychologique et sociologique. Enfin, les rédacteurs passent en revue les moyens qui s'offrent au commandement.

5.2.1 Définitions

Guerre psychologique

Forme principale de la Guerre froide, la guerre psychologique accompagne également toujours la guerre « chaude ». Elle consiste à mettre en œuvre

des moyens variés pour influencer l'opinion, les sentiments, l'attitude et le comportement d'éléments adverses, de manière à les modifier dans un sens favorable aux buts à atteindre. Il ne s'agit pas seulement de faciliter les opérations militaires, mais d'annihiler la volonté combattive adverse et le recrutement dans le camp adverse. Cette guerre n'utilise pas seulement des procédés réservés, spécifiques, mais inspire ou influence toutes les activités.

Action psychologique

Mise en œuvre de mesures et moyens variés pour influencer l'opinion, les sentiments, l'attitude et le comportement de milieux neutres ou amis afin de contrecarrer l'influence adverse. Nécessaire dès le temps de paix, elle devient primordiale lorsqu'il s'agit de défendre la nation dans une guerre subversive et plus encore dans une guerre révolutionnaire.

Guerre subversive

Menée à l'intérieur d'un territoire contrôlé par une autorité de droit ou de fait, considérée comme ennemie par une partie des habitants de ce territoire, aidés et renforcés ou non de l'extérieur, dans le dessein d'enlever à cette autorité le contrôle de ce territoire ou au moins d'y paralyser son action.

5.2.2 Importance du renseignement

L'arme psychologique est impossible à utiliser si elle ne s'appuie pas sur une connaissance approfondie des milieux qui doivent être touchés. Le renseignement à des fins psychologiques est spécifique par l'étendue de sa recherche, la nature de ses techniques, de ses méthodes de travail et de ses sources, qui sont permanentes et indépendantes de l'état de paix ou de guerre. A l'inverse du renseignement militaire qui vise à connaître l'ennemi à l'aide d'informations fragmentaires successives et en évolution rapide, le renseignement psychologique dispose d'éléments stables qui sont les caractéristiques mêmes du milieu humain considéré.

5.2.3 Rôle et emploi de l'arme psychologique

S'appliquant à la nation, ses institutions, ses groupes ethniques, ses forces armées, aux hommes eux-mêmes, l'arme psychologique joue un rôle essentiel dans toutes les formes de lutte qui peuvent être envisagées.

Dans les opérations de guerre, l'objectif peut être de provoquer ou d'aviver à l'intérieur des coalitions ou des nations les dissensions, les oppositions, les dissidences à la limite des conflits et révoltes internes, participer à la désorganisation des « arrières » des forces armées et, dans ce cas, l'arme psychologique peut servir de cadre à certaines opérations tactiques. Les opérations tactiques de guerre psychologique sont efficaces lorsque des éléments ennemis sont isolés ou soumis à de nouveaux matériels ou procédés de combat. Les opérations de déception, de consolidation, les actions sur les prisonniers ennemis sont concernées.

L'arme psychologique peut être nécessaire en cas de guerre subversive, dans des opérations de pacification. Dans ce cas, l'objectif est de détruire sur un territoire l'organisation politico-militaire qui sert d'infrastructure à l'adversaire pour conduire son action : « *Le cœur et l'esprit des populations qu'il faut dans le même temps convaincre et organiser est donc à la fois le principal moyen du combat et l'enjeu de la lutte* ».

Plus que dans toute autre forme de guerre, l'action importe surtout par son résultat psychologique. « *La destruction des forces adverses n'a de sens que si elle contribue à faire disparaître l'entreprise rebelle,*

provoquer le respect, faire naître la confiance puis l'amitié des populations ». Le souci des autorités engagées dans des opérations de pacification est donc toujours, à tous les échelons, d'ordre psychologique, avec pour objectif de conserver ou d'acquérir l'adhésion morale des populations. L'action essentielle est menée par les troupes en permanence au contact. Les conditions requises sont une très étroite adaptation au milieu et une unité de conception de l'action articulée avec une décentralisation de l'exécution.

L'homme, dans son cœur et dans son esprit, constitue l'objectif essentiel de la guerre et de l'action psychologique. Pour le conquérir, affectivement et intellectuellement, les moyens matériels seront d'autant plus efficaces qu'ils seront adroitement maniés, mais ils ne pourront pas remplacer le contact personnel entre les hommes, qui restent la meilleure « arme » de la persuasion. Dans la lutte contre-psychologique, l'homme est à la fois le but et le moyen d'action.

Pour que l'action psychologique ne soit pas néfaste à long terme, des précautions doivent être prises :

- acquisition de la confiance du milieu visé (ne manier l'intoxication qu'avec beaucoup de précaution) ;
- dans la conduite des opérations psychologiques : respect des règles d'opportunité, de possibilité, d'efficacité, de progressivité, de célérité (être toujours en avance sur l'adversaire) ;
- disposer de moyens spécialisés : unités régulières, supplétives ou spécialisées.

CONCLUSION

Hier, Hogard utilisait l'expression de « guerre totale », en référence à la lutte contre les guérillas d'inspiration communiste. Aujourd'hui, les stratèges américains parlent de « guerre globale » ou de « contre-insurrection globale » face au terrorisme. Ces concepts sont devenus la clé de voûte de la doctrine Petraeus en Irak à partir de 2007, puis en Afghanistan à partir de 2009⁵². En cinquante ans, les mots ont à peine changé. Ils laissent transparaître une même inspiration, sinon une même stratégie et une même tactique. L'appareil doctrinal actuel est destiné à lutter contre un ennemi nouveau, certes, mais dont les motivations profondes et les modes d'actions qui en découlent ont, en définitive, assez peu évolué. Les opérations en Afghanistan, par exemple, placent la coalition internationale dans la perspective d'un combat asymétrique quotidien. Le faible cherche toujours à vaincre le fort en misant sur les seuls atouts qui lui permettent de faire la différence : sa maîtrise de la propagande et son contrôle sur les populations.

Or, Jacques Hogard est probablement le premier praticien et penseur militaire du XX^e siècle à avoir proposé une réponse originale, globale et transmissible pour résoudre cette équation politico-militaire. C'est lui rendre justice et hommage que de reconnaître qu'il a largement devancé les promoteurs de la formule « *Gagner les cœurs et les esprits* » et de la théorie de la « *guerre populo-centrée* » (« *Population-centric warfare* »). Au début des années 1950, au gré de ses conférences et de ses articles, il distille déjà ses règles d'or de la guerre antisubversive. Sa clairvoyance frappe quand il affirme par exemple : « *Toute opération, si petite soit-elle, doit avoir un but*

politique » ; ou bien « *tuer l'ennemi n'est pas un but en soi mais un moyen de reprendre ou de conserver le contrôle de la population, ce que beaucoup de militaires n'ont pas perçu. Car le véritable enjeu, c'est toujours la population* » ; et plus loin « *Cette guerre repose sur l'infanterie. Or elle s'avère trop lourde, trop imbue du principe de la combinaison des armes* » ; et encore « *politiques, économiques, sociales, militaires, les solutions envisagées doivent s'appliquer aux différents plans, conjuguer leurs efforts pour créer un équilibre neuf* ».

Jacques Hogard ne se contente pas de promouvoir des « recettes » théoriques. Il décline ses idées en modes opératoires, avec un souci permanent : veiller à combiner étroitement les tactiques militaires de destruction de l'ennemi avec une politique de pacification plus largement conçue. Pour lui, les unes sont indissociables de l'autre. Convaincu, de surcroît, que « *la guerre est un art simple et tout d'exécution* », il accompagne ses recommandations d'une condition *sine qua non* : « *à chaque échelon de la hiérarchie, il doit y avoir un chef responsable et un seul* ». Civil ou militaire, peu importe pourvu qu'il soit doté d'une large capacité d'initiative pour être en mesure d'adapter la doctrine aux particularités du terrain. Voilà aussi pourquoi il est un fervent défenseur de la prééminence de l'autorité territoriale.

Jacques Hogard puise ses convictions dans les vertus de l'expérience. Sa doctrine est le fruit de la réflexion d'un officier qui sut être à la fois un meneur d'homme et un stratège et dont il est intéressant aujourd'hui de relire les écrits. Bien sûr, aucune guerre ne ressemble à la précédente et « *rien ne sera jamais comme avant* », mais cela n'interdit pas de se souvenir que des officiers français ont rédigé des textes essentiels et de s'inspirer de la longue tradition pacificatrice dont notre armée peut s'enorgueillir.

⁵² Voir Bertrand Valeyre et Alexandre Guérin, *De Galula à Petraeus L'héritage français dans la pensée américaine de la contre-insurrection*, Cahier de la recherche doctrinale, DREX/CDEF/Armée de Terre, 2009.

SOURCES

ET BIBLIOGRAPHIE

FONDS HOGARD

Dans le fond documentaire rassemblé et conservé par le colonel (er) Jacques Hogard, fils aîné du général Jacques Hogard et son frère cadet, le général Jean-François Hogard, ont été en particulier consultés :

Ecrits de Jacques Hogard

- HOGARD Jacques, *Aperçu de l'histoire du Laos*, 1954.
- HOGARD Jacques, *La guerre révolutionnaire ou la révolution dans l'art de la guerre ? La campagne d'Indochine ne nous a-t-elle rien appris ?*, avril 1956.
- HOGARD Jacques, « Guerre révolutionnaire ou révolution dans l'art de la guerre », *Revue de Défense Nationale*, décembre 1956, p. 1497-1513.
- HOGARD Jacques, « Guerre révolutionnaire et pacification », *Revue Militaire d'Information*, n° 280, janvier 1957, p. 7-23.
- HOGARD Jacques, « L'armée française devant la guerre révolutionnaire », *Revue de Défense Nationale*, janvier 1957, p. 77-88.
- HOGARD Jacques, « Le soldat dans la guerre révolutionnaire », *Revue de Défense Nationale*, n° 13, février 1957, p. 211-226.
- HOGARD Jacques, « Tactique et stratégie dans la guerre révolutionnaire », *Revue Militaire d'Information*, n° 295, juin 1958, p. 23-35.
- HOGARD Jacques, chef de bataillon, *Information sur la guerre révolutionnaire*. 1^{er} : la tentation du communisme ; 2^e : la guerre révolutionnaire ; 3^e : stratégie et tactique du communisme ; 4^e : stratégie et tactique des forces de l'ordre dans la guerre révolutionnaire ; 5^e : note sur quelques problèmes juridiques posés par le développement de la guerre révolutionnaire ; 6^e : trois cas concrets, cours dispensés à l'École supérieure de guerre, 1958.
- HOGARD Jacques, « La tentation du communisme », *Revue des Forces Terrestres*, n° 15, janvier 1959, p. 23-32.
- HOGARD Jacques, « Stratégie et tactique du communisme », *Revue des Forces Terrestres*, n° 18, octobre 1959, p. 45-55 et 109-127.
- HOGARD Jacques, « Cette guerre de notre temps », *Revue de Défense Nationale*, n° 14, août-septembre 1958, p. 1304-1319.

Autres documents du fonds Hogard

- ALLARD général, commandant le corps d'armée d'Alger, *Les missions de l'armée française dans la guerre révolutionnaire d'Algérie*, conférence au SHAPE (commandement militaire de l'OTAN), le 15 novembre 1957.
- ANTOINE sous-lieutenant, « La pacification à l'échelon des petites unités. Une expérience cambodgienne », *Centre d'études asiatiques et africaines, Section de documentation militaire de l'Union française*, travail de fin de stage, décembre 1954.
- DAUMONT lieutenant-colonel, *La guerre des partisans*, École supérieure de guerre, cours d'histoire militaire, 1954.
- LACHEROY Charles, colonel, « La campagne d'Indochine ou une leçon de guerre révolutionnaire », *Centre d'études asiatiques et africaines, section de documentation militaire de l'Union française*, juillet 1954.
- XIMENES, SOUYRIS A., CARRERE d'ENCAUSSE H. LABIGNETTE E. et un groupe d'officiers, « La guerre révolutionnaire. Données et aspects, méthodes et raisonnement, parade et riposte » *Revue Militaire d'Information*, n° 281, février-mars 1957.
- *Les sept points principaux de la tactique de la guérilla. Application de la tactique de la guérilla aux combats livrés par les guérilleros communaux et les troupes régionales*, document vietminh traduit et diffusé par le 2^e bureau de l'état-major des forces terrestres du Nord-Vietnam (17 mai 1954).
- *Instruction provisoire pour l'emploi des forces armées*, TTA 101, février 1956.
- *Directive sur l'emploi tactique des forces terrestres*, TTA 102, mai 1956.
- *Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique*, TTA 117, 29 juillet 1957, réédition publiée par le CDEF.
- *Guérilla*, n° 7, CFTEO - EM, 1949.

ARTICLES ET ÉTUDES

- Anonyme, « Le rôle de l'armée en Algérie », *France Outre-Mer*, mai 1956.
- Anonyme, « Algérie et Indochine », *Perspectives*, 19 mai 1956.
- ANTHÉRIEU Étienne « Les S.A.S. », *France Outre-Mer*, mai 1956.
- BEAUFRE André, général, *La guerre révolutionnaire : les forces nouvelles de la guerre*, Paris, Fayard, 1972.
- BONNET Gabriel, colonel « Guerre et technique », *Revue de Défense Nationale*, mai 1954.
- BONNET Gabriel, « Mao Tse-Toung et la stratégie révolutionnaire », *Revue de Défense Nationale*, janvier 1955.
- BONNET Gabriel, « De l'arc à la bombe atomique », *Revue de Défense Nationale*, décembre 1955.
- BONNET Gabriel, *Les guerres insurrectionnelles et révolutionnaires de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Payot, 1958.

- BOUSSARIE, « *Cadre général et aspects de la guerre d'Indochine* », *Centre d'études asiatiques et africaines*, 1954.
- CASTEX amiral, « Les enseignements de la guerre d'Indochine », *Revue de Défense Nationale*, décembre 1955.
- CHALIAND Gérard, *Stratégies de la guérilla, Anthologie historique de la Longue Marche à nos jours*, Paris, Editions Mazarine, 1979, rééd. Paris, Payot, 1994.
- CHALIAND Gérard, *La persuasion de masse. Guerre psychologique, guerre médiatique*, Paris, Robert Laffont, 1992.
- CHALIAND Gérard, *Les guerres irrégulières, XX^e-XXI^e siècles*, Paris, Gallimard, 2008.
- CHASSIN général, *La conquête de la Chine par Mao Tse-Toung*, Paris, Payot, 1952.
- CHALIAND Gérard, *L'ascension de Mao Tse-Toung*, Paris, Payot, 1953.
- Collectif, *La conception soviétique des conflits armés*, La Documentation Française, Notes et études documentaires, n° 2132, 28 janvier 1956.
- Collectif, *Contribution à une étude sur la guerre insurrectionnelle*, 9^e grande commission tactique de l'ESG, et *Contribution à l'étude de la guerre insurrectionnelle*, 10^e grande commission tactique de l'ESG, 69^e promotion, 1955-1956, Centre de documentation de l'Ecole militaire.
- CORVISIER André (Dir.), *Histoire militaire de la France, tome 4 : de 1940 à de nos jours*, Paris, PUF, 1994.
- COURREGES (de) Hervé, GERMAIN, Emmanuel et LE NEN Nicolas, *Principes de contre-insurrection*, Paris, Economica, 2010.
- CREVECCEUR (de) général, « La guerre du Vietminh », *Tropiques*, juin 1953.
- DABEZIES Pierre, « Guerre psychologique, guerre politique », *Défense Nationale*, mai 1997, p. 46-56.
- DABEZIES Pierre, « Action psychologique », *Dictionnaire de stratégie*, Paris, PUF, 2000.
- DAVID Michel, *Les maquis autochtones face au Viêt-minh*, thèse de doctorat, université de Montpellier III, 2001 (éditée sous le titre *Guerre secrète en Indochine*, Paris, Lavauzelle, 2002).
- DELAUNAY Jean, général, *La foudre et le cancer*, Paris, Pygmalion, 1985.
- DELAYE Th. J., « Une guerre que l'on n'attendait pas : la guerre révolutionnaire », *L'Armée - La Nation*, janvier 1956.
- DELMAS Claude, *La guerre révolutionnaire*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 3^e édition, 1972.
- DELOUEST Jean, « Propagande, arme n° 1 du Vietminh », *Indochine Sud-Est Asiatique*, mai 1951.
- DINFREVILLE Jacques, « La victoire de l'armée grecque sur la guérilla communiste », *Revue de Défense Nationale*, octobre 1955.
- DURAND (de) Étienne, *Francs tireurs et centurions Les ambiguïtés de l'héritage contre-insurrectionnel français*, IFRI, Focus stratégique, n° 29, mars 2011.
- FRANCCART Loup général, *La guerre du sens. Pourquoi et comment agir dans les champs psychologiques*, Paris, Economica, 2000.

- FRANCCART Loup général, « Les actions dans les champs psychologiques », *Défense Nationale*, février 2000, vol. 1, p. 29-44.
- GALULA David, *Contre-insurrection, Théorie et pratique*, Paris, Economica, 2008.
- GÉRÉ François, *La pensée et la politique militaire sous la IV^e République. De la guerre totale à la guerre révolutionnaire : conception et emploi de l'arme psychologique*, thèse de doctorat, Paris III Censier, 1993.
- GRAS Yves, général, *Histoire de la guerre d'Indochine*, Paris, Denoël, 2^e édition, Paris, 1992.
- HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE en Allemagne, *L'organisation des partisans soviétiques pendant la Deuxième Guerre mondiale*, 4 février 1955.
- JOUSSAIN André, *La loi des révolutions*, Paris, Flammarion, 1950.
- KAYANAKIS Nicolas, *La doctrine de la guerre psychologique et la pacification de l'Algérie*, thèse de doctorat, IEP Paris, 1996.
- LACHEROY colonel, « Une armée du Vietminh : les hiérarchies parallèles », *Centre d'études asiatiques et africaines*, 1953.
- LACHEROY colonel, « Action vietminh et communiste en Indochine, ou une leçon de la guerre révolutionnaire », *Centre d'études asiatiques et africaines*, 1955.
- LACHEROY colonel, « Scénario-type de la guerre révolutionnaire », *Revue des Forces Terrestres*, octobre 1956.
- MEGRET Maurice, *La guerre psychologique*, Paris, PUF, 1956.
- MEGRET Maurice, *L'action psychologique*, Paris, Fayard, 1959.
- MONNEROT Jules, *La guerre en question*, Paris, Gallimard, 1951.
- MUS P., *Sociologie d'une guerre [Indochine]*, Paris, Seuil, 1954.
- NEMO colonel, « Guérilla et contre-guérilla », *Tropiques*, janvier 1953.
- NEMO colonel, « La guerre dans le milieu social », *Revue de Défense Nationale*, mai 1956.
- PAGNIEZ Yvonne, *Le Vietminh et la guerre psychologique*, Paris, Ed. du Vieux Colombier, 1955.
- PELED lieutenant colonel (dir), *Contribution à une étude sur la guerre révolutionnaire*, École supérieure de guerre, 1955 (dont le commandant Hogard).
- POIRIER Lucien, « Un instrument de la guerre révolutionnaire : le FLN », *Revue Militaire d'Information*, janvier 1958.
- RAGGI Philippe, « Services spéciaux et action psychologique en Indochine », *Revue Historique des Armées*, n° 1, 1994, p. 44-53.
- RENO Maxime, « Guerre à la guérilla », *Bulletin de Cavalerie*, mai 1956.
- ROLAND Pierre, *Contre-guérilla*, Paris, Ed. Louvois, 1956.
- SCHMUCKEL colonel, « Contre-guérilla », *Revue des Forces Terrestres*, avril 1956.
- SERIEYE colonel, « Action vietminh et communiste en Indochine », *Centre d'études asiatiques et africaines*, 1952.

- SOUYRIS André, capitaine, « Un procédé efficace de contre-guérilla : l'auto-défense des populations », *Revue de Défense Nationale*, juin 1956.
- TRINQUIER Roger, *La guerre moderne*, Paris, La Table Ronde, 1961, rééd. Paris, Economica, 2008.
- VALEYRE Bertrand Lieutenant ® et GUÉRIN Alexandre, *De Galula à Petraeus, L'héritage français dans la pensée américaine de la contre-insurrection*, Cahier de la recherche doctrinale, CDEF, 2009.
- VALEYRE Bertrand Lieutenant ®, « Gagner les cœurs et les esprits », *Origine historique du concept, Application actuelle en Afghanistan*, Cahier de la recherche doctrinale, CDEF.
- *Doctrine de contre rébellion de l'armée de Terre*, CDEF, janvier 2010.
- VILLATOUX Catherine, « Hogard et Nemo, Deux théoriciens de la guerre révolutionnaire », *Revue Historique des Armées*, n° 232, année 2003, p. 20-28.
- VILLATOUX Paul et Marie-Catherine, *La République et son armée face au « péril subversif »*, *Guerres et action psychologique, 1945-1960*, Paris, Les Indes Savantes, 2005.
- VILLIERS [de] G., « Aide-toi, le ciel t'aidera », *Le Combattant d'Indochine*, janvier 1955.
- YVAN général, « Les aspects techniques du rôle d'une armée secrète », *L'Armée - La Nation*, avril-juin 1956.

Ce document est réalisé par la Division Recherche et Retour d'Expérience

Contact DREX : PNIA : 821 753 81 65 - ☎ : 01 44 42 81 65

Infographie (Couverture) : Nanci FAUQUET/CDEF Cellule Communication

Maquette : Sonia RIVIÈRE/CDEF Section Publications

Impression & diffusion : EDIACA - 76, rue de la Talaudière - BP 508 - 42007 ST-ÉTIENNE Cedex 01



CENTRE DE DOCTRINE D'EMPLOI DES FORCES
DIVISION RECHERCHE ET RETOUR D'EXPERIENCE
1, place Joffre - Case 53 - 75700 PARIS SP 07
www.cdef.terre.defense.gouv.fr